CITÉ NOUVELLE

REVUE CATHOLIQUE D'ETUDE ET D'ACTION

10 MARS 1941

EDITIONS PAYS DE FRANCE

: BIMENSUELLE

N°

DIRECTION-RÉDACTION

" Pays de France ", 39, rue de Sèze, Lyon-6e

Téléphone : Lalande 30.29

Administration :

Pour le règlement des abonnements et toutes questions intéressant l'**Administration** de la **Revue**, adresser correspondance, mandats ou chèques postaux au nom de :

M. Lucien KELLER, Maison Saint-Bernard
ISSOUDUN (Indre) - Téléphone 4.52
Chèque Postal Lyon 904.40

CONDITIONS D'ABONNEMENT

France . . . le Numéro : **10** francs	Un an :	**150**	francs
	6 mois :	**80**	—
	3 mois :	**40**	—

ÉTRANGER

Pays à 1/2 tarif, le Numéro : **11** francs	Un an :	**180**	francs
	6 mois :	**96**	—
	3 mois :	**48**	—
Tarif postal plein, le numéro : **12** francs	Un an :	**225**	francs
	6 mois :	**120**	—
	3 mois :	**60**	—

Les Editions " Pays de France " seraient reconnaissantes aux abonnés aux " ETUDES ", résidant autrefois en zone occupée mais actuellement en zone libre de faire connaître leur nouvelle adresse à l'Administration.

POUR UN REDRESSEMENT DE LA SCIENCE FRANÇAISE

Le 15 mars 1940, M. Lonchambon exposait à Paris, dans une conférence à la Société des Ingénieurs civils de France, l'organisation de la Recherche Scientifique du pays en guerre. Les titres du conférencier, professeur de minéralogie et doyen de la Faculté des Sciences de l'Université de Lyon, directeur de la Recherche Scientifique appliquée, l'importance du sujet auraient dû normalement attirer rue Blanche un auditoire de choix.

Il faut avouer que l'aspect de la salle provoquait l'étonnement. On y reconnaissait bien quelques ingénieurs célèbres, mais leurs cheveux blancs, leur vif regard semblaient se perdre parmi les chaises vides, égarés dans une majorité dont les cheveux crépus, le nez busqué, le regard fuyant marquaient une origine étrangère, sud européenne et levantine. Le sujet traité, visiblement, n'intéressait pas les savants français.

Conscients, plus encore que l'homme de la rue, du rôle que pouvait jouer la science dans la guerre, mais sachant aussi à quelle misérable efficacité aboutissait en fait une technicité pourtant hors de conteste, les milieux scientifiques de chez nous ne partageaient pas l'illusion qu'on avait voulu créer, qu'on voulait répandre dans le grand public, de notre prétendue supériorité sur l'adversaire. Le discours officiellement prononcé au micro de la Radiodiffusion Nationale par M. Borel, au début de la guerre, avait fait lever, dans les laboratoires, toutes les épaules : les techniciens de France, qui lisaient les revues allemandes et qui en recevaient pendant la guerre par des voies détournées, savaient bien que l'Alle-

magne, depuis l'expulsion des juifs, avait continué de produire ; il n'y avait aucune discussion, par exemple, au Ministère de l'Air, depuis la chute des premiers avions ennemis, sur l'efficacité de l'effort allemand, pour la fabrication des produits de remplacement. On savait aussi que si l'Allemagne n'avait pas eu, jusqu'en 1937, d'organisme centralisateur des Recherches Scientifiques, elle n'en avait pas moins produit, dans tous les domaines et notamment en physique et en chimie appliquée, sa part de découvertes, et que l'apparition de la Reichforschungstat, concentrant dans les mains du général Becher les commandes des mille laboratoires d'outre-Rhin, n'avait eu pour but que d'orienter tous les efforts vers la préparation de la guerre. L'application des doctrines raciales avait, certes, privé l'Allemagne de forces intellectuelles qui n'étaient pas sans valeur ; elle lui avait donné des garanties de cohésion et de discrétion dans la diffusion des résultats.

En face de cette organisation dictatoriale, le savant français ne trouvait rien qui l'aidât à dominer ses tendances naturelles, à sacrifier cet individualisme de vieux paysan qui survit en nous tous ; rien qui l'encourageât à faire équipe, a perdre de vue ses ambitions de carrière, légitimes ou non, pour se livrer dans le dévouement à une noble tâche. Comme d'ailleurs on avait voulu faire une nation sans famille, on avait cherché à bâtir une Science française à partir des efforts individuels dispersés et sans intermédiaire. Entre les personnes n'existait aucun autre lien que ceux qui venaient des rivalités d'écoles, nées sur les bancs du lycée ou de la Faculté, développées à Normale ou à Polytechnique, devenues adultes dans les Administrations, incapables de créer autre chose que des jalousies mesquines ou des mépris injustifiés.

L'effondrement moral du pays avait eu, dans les milieux scientifiques, sa répercussion. Non pas certes qu'il ne se rencontrât plus, parmi les savants, de passionnés et de conquérants désintéressés, pour qui le noble et patient travail, la douloureuse attente de l'éclair révélateur est la raison de vivre ; mais ces êtres exceptionnels, loin de jouir de la con-

sidération générale, se trouvaient plutôt faire figure d'attardés. En un sens, considérés par leurs collègues et par leurs chefs comme le sont souvent les mères de famille nombreuse par les femmes sans enfant, avec une pitié jalouse, ils se trouvaient plutôt écartés, du fait de leur valeur morale elle-même, des places de choix. D'une part, les administrations ne faisaient pas l'effort nécessaire pour aller chercher ces modestes et leur donner les charges de direction pour lesquelles leur désintéressement les aurait désignés ; d'autre part, le parti ne pouvait pas compter sur eux.

Que l'injustice n'ait pas été générale, nul ne le contestera ; mais la zizanie semée envahit tout, et comme il suffit d'un germe pour empoisonner une atmosphère, comme il suffit d'un soupçon dans une âme, et d'un homme dans un groupe pour tuer la confiance, il avait suffi aussi de quelques passe-droits, de quelques nominations scandaleuses pour éveiller chez tous la défiance, pour exciter le besoin contagieux de jouer des coudes, pour faire passer au premier plan des préoccupations ce qui aurait dû rester au second plan : le souci de s'assurer un juste avancement.

Hélas, à ce premier adversaire de l'esprit de collaboration et du désinteressement bien d'autres venaient prêter main forte.

Il ne fallait pas passer longtemps dans les laboratoires pour constater avec quelle méfiance beaucoup parlaient de leurs travaux en cours, avec quelle aigreur d'autres se plaignaient qu'on leur eût volé leur gloire ; indice certain que, d'une part, il existait trop d'injustices dans l'attribution du mérite de certaines découvertes, et que d'autre part, fait beaucoup plus grave, l'instinct de la propriété et l'intérêt personnel tenaient, chez un trop grand nombre, une place exagérée.

C'est humain dira-t-on, et nous en conviendrons ; encore eût-il fallu que d'en haut vînt l'exemple d'une plus grande rectitude et que par les Maîtres achevant leur carrière, une flamme fût transmise aux jeunes générations. Elle seule aurait purifié l'air ; mais le scientisme matérialiste s'éteignait

dans une fumée malodorante, et l'on voyait où il avait conduit ses plus enthousiastes adeptes.

On put croire un moment qu'à cette pitié de la science française, il serait porté remède. Depuis 1920, l'Office National de la Recherche Scientifique n'avait cessé de se développer et de recevoir des fonds de plus en plus importants. Mais il eut vite fait de perdre toute considération sauf auprès des chercheurs en quête de crédits. On s'était aperçu en effet que l'Office poursuivait dans l'ombre une œuvre mêlée. Il eût été intéressant de connaître les résultats tangibles de son activité : une publication, largement diffusée, des distributions de fonds et des initiatives provoquées aurait dissipé des soupçons qui se répandaient de plus en plus parmi les travailleurs, troublant davantage une atmosphère déjà viciée. On savait, on voyait l'aide apportée à certains, refusée à d'autres. Aucun exposé des motifs ne paraissant jamais, une prévention était née, qui ne paraît pas avoir été sans justification, et qui fut portée à son comble le jour où M. Léon Blum fit appel aux membres les plus influents de l'Office pour former le personnel du Ministère de la Recherche Scientifique. Cette fois, en effet, la mesure était passée. Les impudentes déclarations qui remplissent les discours de cette époque ne firent illusion à personne ; au sein même de l'Université, de courageuses protestations publiques s'élevèrent ; témoins ces vœux adressés par des groupes de professeurs au Conseil de la Recherche Scientifique lui-même :

« Le Conseil Supérieur qui préside aux destinées de la Recherche Scientifique doit être une émanation du Corps enseignant... Tout en conservant, bien entendu, les délégués illustres que les hauts corps constitués y désignent, il serait bon d'en élargir le recrutement jusqu'à donner une nette majorité aux membres élus par les facultés... Ce recrutement élargi rassurerait pleinement nos collègues de province ; il serait pour eux une garantie que les subventions vont au mérite et non à la faveur ; s'il y a présentement peu d'exemples

d'attributions imméritées, ceux-ci sont connus, grossis, exploités, créent cette défiance de tous envers le Conseil » (1).

Ou encore : « Actuellement sur 119 membres, 82 sont choisis par cooptation... Dans les conseils, il conviendrait qu'il y ait une majorité réellement élue par un corps électoral unique, et une forte minorité choisie par le Ministre (cette limitation dans le choix du Ministère empêcherait toute intrusion abusive de la politique) » (2).

Ainsi, l'Office National de la Recherche, loin de contribuer au relèvement moral des milieux scientifiques, travaillait à sa ruine ; par l'inégale répartition des crédits, poussée parfois jusqu'à l'injustice criante, il provoquait l'écœurement chez les uns, présentait à d'autres une tentation, trop forte pour eux, de se plier à des compromissions honteuses, pour obtenir les moyens nécessaires à la poursuite de leur travail ; il développait cette jalousie, poussée parfois très loin, à l'égard de ce qu'on appelait depuis longtemps « le clan » ; autant de sentiments qui n'étaient certes pas capables de créer l'enthousiasme générateur de découvertes.

Pour porter remède à l'émiettement des efforts — le mal trop visible ne pouvait échapper aux responsables — pour établir tout de même quelque contact entre les centres d'activité, les dirigeants, fidèles à leur doctrine politique, créèrent les Comités : la Recherche Scientifique en fonda d'innombrables, plus de quarante, pour la seule Recherche Scientifique appliquée. Le Comité sauvait la mise : il couvrait d'une irresponsabilité collective les décisions prises à l'avance par un petit nombre d'initiés, il couvrait les lenteurs de l'Administration et celles de la production, et s'il décourageait les clairvoyants qui répugnaient à battre l'air inutilement, il procurait à beaucoup d'autres de fausses satisfactions d'amour-propre faciles à exploiter.

---

(1) Ministère de l'Education Nationale ; Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique ; session du 2 mars 1938 ; Melun, Imprimerie administrative, 1938, p. 107.

(2) *Loc. cit.*, p. 109.

Or, la guerre survenue inopinément, n'avait rien changé. Lors du décret d'octobre 1939, l'élite intellectuelle de France s'était penchée avec angoisse sur l'Officiel ; sous une forme développée, la même organisation demeurait, et les mêmes hommes, en qui toute confiance était depuis longtemps perdue, restaient à leur tête.

Voilà pourquoi, le 15 mars, personne ne s'était dérangé pour entendre M. Lonchambon défendre son œuvre. Voilà pourquoi M. Guillet, à la fin de la réunion, se leva pour dire, spirituellement, que tous ces comités, tous ces instituts lui paraissaient trop lourds, que, parmi les recherches entreprises en France, il lui semblait qu'une seule était négligée, la plus importante de toutes : celle des huiles de graissage, sans lesquelles des machines aussi complexes ne pourraient tourner sagement.

« La Recherche devait devenir une fonction sociale, reconnue par l'Etat, admise dans les cadres administratifs », tel était le programme, couché sur le papier. En fait, il fallait plutôt que les chercheurs se pliassent au joug des Maîtres, et devinssent, eux-aussi, « fonctionnaires ».

Des fonctionnaires ! comme s'il n'y en avait pas déjà suffisamment dans les cadres subalternes de nos laboratoires, dans ces ateliers, souvent misérables (1), où rien ne pouvait être obtenu, en nombre d'établissements, hors des heures réglementaires, quelle que fût l'urgence du travail, où devant l'inertie la plus caractérisée, lorsqu'elle se produisait, aucune sanction ne pouvait être prise sans risquer de soulever les interventions syndicales, et sans mettre en branle la lourde machine administrative, et tous les rouages d'un ministère.

Les savants « fonctionnaires » ! Mis à l'abri, dira-t-on, de ces préoccupations matérielles qui les dispersaient jusqu'ici, libérés des soucis qui pèsent sur l'esprit. A cela personne ne contredira, mais de là à les établir dans une vie bourgeoise, si modeste soit-elle, sans aucune considération ni de leur

(1) N'existe-t-il pas des observatoires où de nombreux astronomes de valeur se disputent un unique mécanicien ?

rendement, ni de leur effort, ni de leurs réussites, il y a toute la distance qui sépare l'humanité de la démagogie.

Des savants « fonctionnaires », avançant à l'ancienneté, débarrassant ainsi l'Administration de toute appréciation de son personnel, se préparant dans l'égalité à l'uniforme médiocrité ; hélas, ils l'étaient bien déjà devenus ces jeunes chercheurs, fidèles à leurs heures de bureau, comme le sont les commis des postes, arrivant à l'heure, ce qui se conçoit, mais repartant à l'heure, comme si l'inspiration pouvait attendre !

Les Anglais ne pensent pas ainsi : « L'œuvre créatrice, écrit l'un d'eux, ne s'accomplit pas généralement aux heures les plus favorables aux travaux de routine. Elle est le plus souvent produite en violents à-coups de surmenage à haute pression, alternant avec des périodes de paresse relative, pendant lesquelles le subconscient peut mettre en ordre son acquis. Les problèmes ne se résolvent pas lentement dans la facilité ; la solution ne se trouve que si elle est attaquée avec une certaine intensité.... Tout ce qui limite la spontanéité ou la liberté menace l'esprit créateur... Qu'on ne dise pas que le génie surmonte les obstacles ; ce qui est vrai, c'est que nous n'entendrons parler que de ceux qui ont surmonté les obstacles.

« En science, comme en art, le travail créateur ne se développe que dans l'enthousiasme et la sympathie. Comme il est difficile de distinguer le génie latent de l'intelligence normale, une des difficultés du temps de guerre sera de laisser à quelques-uns cette liberté essentielle, tandis que les autres seront obligatoirement soumis à une stricte discipline, dans l'intérêt national » (1).

« L'intérêt national... en temps de guerre », voilà le seul point où nous ne sommes pas d'accord avec l'auteur de ces lignes ; ces notions élémentaires de la psychologie de l'homme de science s'appliquent à toute époque. Sir William Bragg, d'ailleurs, ne pensait pas autrement, lorsque, le 30 novembre

(1) *Nature*, Londres, 9 dec. 1939, éditorial.

dernier, constatant qu'un assez grand nombre de savants anglais étaient déjà au service de la nation, il déplorait, devant la Royal Society, qu'une utilisation complète des ressources scientifiques anglaises ne serait organisée que dans un avenir lointain : « Sir William pense, dit le rapporteur, et ses vues sont très généralement partagées, qu'en dépit d'une large reconnaissance du rôle efficace que peut jouer la Science, les moyens de l'utiliser sont, en ce moment même, l'objet d'une lente découverte. La Science, qui est d'importance fondamentale dans toute entreprise, ne se divise pas en Science du temps de paix et Science du temps de guerre ; mais comme les applications exigent la collaboration du savoir théorique et de la pratique sur le terrain, l'application à la guerre aurait nécessité, dès le temps de paix, une collaboration des milieux scientifiques avec les usagers éventuels ».

C'est précisément cette collaboration que l'Institut de la Recherche Scientifique appliquée à la Défense Nationale et ses quinze nouveaux Comités avaient pour mission d'établir, depuis 1938. Avouons qu'ils ont été incapables de l'assurer.

Le désarroi des esprits aux premiers mois de la guerre fut tel qu'on a peine à l'imaginer quand on ne l'a pas constaté soi-même. Alors que depuis plus d'un an, nous étions dotés de cet Institut, on rencontrait partout, plusieurs mois après la mobilisation, de jeunes chercheurs, licenciés ou docteurs, maintenus à l'arrière, traînant de bureaux en bureaux leur bonne volonté, en quête d'idées et de travail utile. Parmi eux, qui ne s'en doute, se rencontraient diverses mentalités, depuis celle du père de famille nombreuse se demandant avec angoisse si, malgré ses six enfants, son devoir n'était pas de demander à rejoindre quand même une unité combattante, jusqu'à celle du physicien de valeur, haut placé en Sorbonne, d'imagination inventive féconde, déclarant ouvertement qu'il ne changerait rien à ses travaux de routine, car « cette fois-ci non plus, on ne bombarderait pas Briey ! ». Attitude exceptionnelle, disons-le hautement, d'un homme qui ne pensait pas français.

D'ailleurs ceux qui avaient des idées, ceux qui étaient chargés d'une recherche manquaient totalement de moyens ; le personnel technique, les préparateurs, les monteurs et les mécaniciens jeunes spécialisés étaient partis et leur remplacement n'avait pas été prévu. Plusieurs, qui avaient trouvé dans l'Armée des emplois de leur goût, se souciaient peu de les quitter ; il était alors souvent impossible de les récupérer. Citons entre mille un exemple bien typique, dont nous pouvons garantir l'authenticité :

Dans un grand laboratoire de Paris, la pénurie de personnel subalterne technique étant particulièrement désastreuse, une démarche fut entreprise pour faire venir un ouvrier spécialisé, mobilisé comme chauffeur au Ministère de la Guerre. La réponse ne vint jamais, mais un beau matin, un individu se présenta en civil au Directeur : « Je viens voir, disait-il, si je rentrerai ici comme civil, avec traitement, ou comme militaire ». L'autorité militaire consultée répondit aussitôt qu'elle n'avait pas reçu d'ordre d'affectation spéciale et que l'ordre de mutation n'était pas arrivé. Sur quoi, l'ouvrier se levant du siège où il s'était installé déclara : « Dans ce cas, je ne viendrai pas. — Mais vous êtes militaire ? — Oui, mais ce poste ne m'intéresse plus, j'en parlerai à Daladier » ; et il sortit. Quelle ne fut pas la stupeur du Directeur, le lendemain, en apprenant qu'une enquête était ouverte et qu'un coup de téléphone avait été reçu à l'Etat-Major, de M. Daladier lui-même, s'étonnant qu'on eût essayé de disposer d'un membre du personnel du Ministère sans son autorisation. L'émoi ne fut pas grand ; tout le monde était couvert ; la demande d'affectation avait été faite par un « Comité » ! Le spécialiste, inutile de le dire, resta chauffeur des taxis du Ministère.

Dans de pareilles conditions, la tâche de l'Institut de la Recherche Scientifique appliquée à la Défense nationale, certes n'était pas facile ; sa responsabilité demeure cependant, car si son organisation était telle que toute personnalité qui aurait voulu s'affirmer eût été étouffée sous le nombre, si les divers organismes d'Etat représentés au sein des Comités

s'affrontaient en ennemis, plus jaloux de leurs prérogatives ou de leurs routines administratives que du bien général, si chaque orateur, chaque auditeur s'occupait autant de ses intérêts et de ceux de l'institution à laquelle il appartenait, que du fond des questions traitées, du bien général et du résultat positif à atteindre, il eût suffi peut-être de quelques hommes qui osassent risquer tout, y compris leur situation, pour briser les résistances et réveiller le patriotisme incontesté de ces dirigeants.

Ils n'auraient peut-être pas réussi ; ils devaient essayer : il est rare que les premières vagues d'assaut atteignent l'objectif ; elles ouvrent le passage ; les autres passent. Trahison ? Oui, trahison des clercs.

Que le redressement nécessaire de la Science française soit avant tout un redressement moral, les pages qui précèdent, pensons-nous, le montrent assez. L'heure est favorable ; sous les ruines de la Patrie, nos intérêts personnels, nos égoïsmes sont pour un temps ensevelis. Mais ici, comme en toutes choses, ce serait une dangereuse illusion de croire que la souffrance soit en elle-même une cause infaillible de relèvement ; elle n'en est qu'une condition quasi nécessaire.

Les murs sont bons ; la voûte seule est effondrée ; il faut la rebâtir.

C'est un fait qu'il nous est maintenant interdit plus que jamais en France, rien que de par notre petit nombre, de disperser nos efforts. Concentrer, unifier, organiser dans chaque domaine toutes les forces vives, tout en laissant aux personnes une liberté proportionnée au génie inventif de chacune, *non pour qu'elle en jouisse,* mais pour qu'elle ne soit pas arrêtée dans son essor, et qu'elle tire le parti maximum de ses moyens, tel doit être le rôle de l'Etat, ou plus exactement de ceux à qui l'Etat donnera la responsabilité, la charge d'une Direction. Rôle délicat et difficile, qui réclame à la fois des bases techniques étendues, sur lesquelles puisse s'appuyer un jugement sûr, des dons humains de clairvoyance psychologique, et, par-dessus tout, une indépendance d'esprit, une rectitude morale à l'abri de tout soupçon.

Des chefs, en un mot, voilà ce que d'abord doit trouver le Gouvernement.

Des chefs, qui sachent ce qu'ils doivent exiger, qui sachent conseiller, et qui, par conséquent, aient acquis au cours de leur carrière l'expérience du métier, qui en connaissent les difficultés, qui sachent en apprécier les résultats, les succès et les échecs ; des chefs qui soient avant tout des animateurs, capables de relever un découragement, de calmer et d'endiguer de jeunes enthousiasmes, assez souples pour ne pas abattre les moins doués, assez énergiques pour sanctionner les inerties de leurs subordonnés, pour vaincre celle des Administrations et les signaler.

Des chefs, munis de pouvoirs assez étendus pour donner immédiatement au chercheur les appareillages qui lui sont nécessaires, sans qu'il doive attendre, dans une démoralisante inaction, comme on l'a fait jusqu'ici, les lentes décisions d'une Administration absolument incompétente, trop souvent tentée, pour se donner un rôle, de demander des explications qu'elle ne peut évidemment pas comprendre.

Des chefs, en un mot, dont la valeur humaine surpasse la valeur technique, capables de se faire aimer, capables de diriger et de commander aux jeunes qui, peut-être, les dépasseront bientôt.

De tels hommes se trouvent en France ; on faisait tout hier pour les empêcher d'agir. et on les écartait ; ils sont l'espoir de demain.

Pour juger de l'influence que peuvent avoir de ces hommes, il suffit de se rappeler ce qu'était devenu la Radiotélégraphie française après la guerre de 1914. En quatre ans, le général Ferrié en avait fait la première du monde, et nous voyions à cette époque les officiers américains venir suivre des cours à l'Ecole supérieure d'Electricité, à Paris. Ferrié savait encourager, savait élaguer, savait demander et refuser ; c'était un caractère. Son équipe l'adorait, et plus de vingt ans après, garde encore le souvenir de ses tournées très matinales dans les laboratoires des Invalides, au cours desquelles, de son regard d'aigle, il jugeait des progrès accomplis. A quel rang n'est-

elle pas tombée, la Radiotélégraphie française depuis lors ! Nous l'avons vu, hélas, récemment. Elle a tout ce qu'il faut pour se relever ; il faut trouver un homme.

La politique de l'Astronomie française a-t-elle été assez lamentable depuis trente ans ; nos observatoires ont poussé sans plan d'ensemble sur tout le territoire : Paris, Meudon, Strasbourg, Forcalquier, Toulouse, Bordeaux, Lyon, Marseille, Nice, Alger ; il fut un temps, — la période électorale de l'histoire de France, — où chaque Université voulait le sien ! Est-ce un fait exprès que la grande majorité se trouve au centre des grandes villes, dans la fumée, au bord des fleuves, et dans la brume ; ou n'avons-nous pas un exemple frappant de l'esprit bourgeois qui sacrifie le rendement professionnel au confort familial ? Que diriez-vous, amis astronomes de France, si on vous demandait, non pas un petit voyage, pour une éclipse, mais un séjour prolongé au Cap, ou à Melbourne ou à Hong-Kong, en vous assurant qu'un travail intéressant, de première importance, vous y attend ? Nous n'avons pas la vocation ? N'aurions-nous donc, nous, Français, que la vocation de vivre à Paris ou la vocation du petit trou sans histoire ? N'aurions-nous pas la vocation du rendement ? Ce n'est pas vrai, et vous répondriez « Présent », si on vous appelait, si on vous donnait les moyens de travail appropriés, une vie possible, et le sentiment que vous servez une cause.

Vous préféreriez cette vie à une vie dans l'isolement, sans autre contact avec le monde scientifique que la réunion annuelle du Comité National, sans dynamisme.

Peut-être, et ceci s'applique à d'autres branches, n'en trouverait-on plus assez qui aient la vocation de devenir des « Directeurs » si ceux-ci étaient choisis, non pas exclusivement pour leur valeur technique, mais plutôt d'après leurs capacités administratives et leurs dons de commandement ; si des situations équivalentes, débarrassées du poids des paperasses, étaient réservées aux valeurs techniques pures ? On supprimerait du même coup ces douloureux cas de con-

science qui font hésiter le savant entre l'abandon d'un laboratoire qu'il a monté, où il a rassemblé, au prix d'un long labeur, les instruments qui lui sont nécessaires, et le refus d'un poste plus élevé, actuellement seul aboutissement normal d'une belle carrière.

Mais il faudrait auparavant qu'un heureux effet de la Révolution Nationale se fasse sentir, que désormais une Direction ne puisse plus être considérée surtout comme un honneur ou une prébende ou simplement comme un but, mais doive surtout être considérée comme une charge.

Même à ces milieux, si étrange que cela doive paraître à nos successeurs, la politique avait étendu ses ravages. N'a-t-on pas vu se former un Comité d'Astrophysique, composé en grande partie d'astronomes qui n'avaient pas fait de physique et de physiciens qui n'avaient jamais fait d'astronomie, excluant systématiquement nos seuls astrophysiciens, parmi lesquels on compte pourtant des personnalités qui ont à leur actif de très belles découvertes, et une réputation mondiale telle qu'ils président depuis longtemps des commissions internationales !

Nous avons choisi un exemple ; nous aurions pu en prendre un autre, car le problème posé s'applique à d'autres branches, aux laboratoires de physique par exemple.

Combien de physiciens des Universités de Province, ou susceptibles d'y être envoyés, s'y voient dépaysés, exilés, privés des ressources indispensables à la poursuite de leur œuvre. Cela ne serait peut-être pas si une politique d'ensemble était fixée, désignant pour chaque centre régional la spécialité la mieux adaptée aux ressources locales, prenant soin d'envoyer dans chacun de ces centres les professeurs les plus qualifiés dans la branche choisie. Si, pendant des dizaines d'années, une Faculté ne connaissait que des spectroscopistes, une autre des électriciens ou des spécialistes de la physique atomique, ne se monterait-il pas des laboratoires homogènes attirants pour de jeunes travailleurs, sûrs de trouver là toutes les ressources convoitées ?

Il est vrai qu'un équipement de base n'est jamais suffisant ; tout chercheur a besoin d'un matériel approprié à ses travaux qu'on ne pourrait trouver rassemblé en aucun cas ; il doit pouvoir le compléter. Ainsi se trouve nécessaire un organisme chargé d'examiner les besoins particuliers et d'y répondre.

En dehors des crédits normaux, assurant la marche régulière des établissements, il doit y avoir des fonds disponibles pour les travaux spéciaux. Aucun projet sérieux, rédigé par un chercheur qui a fait ses preuves, transmis directement ou sous le couvert d'un Directeur, ne devrait rester sans réponse ; rapidement examiné par des juges impartiaux, en petit nombre, il y serait donné suite sans tarder. Nous en revenons bien à l'idée fondamentale qui a présidé à la création de la Caisse des Recherches Scientifiques, mais on demanderait à ses Comités, réduits, une tout autre activité que jadis. On n'attendrait plus une année entière avant de savoir si on dispose ou non des crédits nécessaires ; le choix des membres serait tel que toute idée de politique ne puisse s'y développer. Chimère, dira-t-on. Non pas. L'Académie des Sciences, dans ses attributions de prix ou de subventions, n'a pas sombré, aux heures les plus noires, dans ce défaut.

Faut-il envisager un rôle plus étendu de cet organisme central ? Pour redresser la Science Française est-il besoin d'une organisation générale ?

Beaucoup répondront par la négative, et de fait, il faut bien constater que le pays qui a assuré à ses savants le meilleur rendement est précisément celui où il n'existe pas d'organisme d'Etat centralisateur ; nous avons cité : les Etats-Unis.

C'est vrai, mais chaque nation a son génie propre, et il est des heures où des mesures peuvent s'imposer qui seraient, en d'autre temps, inopportunes.

L'Amérique a de puissantes industries qui ont les moyens de soutenir les laboratoires immenses dont une partie peut être consacrée aux recherches de science pure : ceux de la General Electric Co, à Schenectady, ceux de la Bell Telephone

Co, ou ceux de la Western n'ont que faire du secours de l'Etat ; en France, dans la France ruinée d'après-guerre surtout, quelles seront les entreprises privées qui pourraient développer leurs services de Recherches ?

L'Amérique possède bon nombre d'Universités privées dont l'importance égale ou surpasse toutes les Universités de France réunies. L'Amérique compte des Mécènes qui peuvent fonder et soutenir de riches institutions. Ainsi, presque tous les grands observatoires américains sont-ils des fondations privées, le Mont Wilson dépendant de la Smithonian Institution, le Mont Hamilton de l'Université de Berkeley, Yerkes de l'Université de Chicago, Harward de l'Université du même nom, l'Etat n'entretenant que des observatoires destinés aux services publics, le Naval Observatory par exemple.

S'il n'est pas douteux que cette atmosphère de liberté, de concurrence, d'émulation plutôt, ait donné aux Etats-Unis d'excellents résultats au point de les tenir en tête dans un nombre considérable de branches, il y a peut-être d'autres formes d'organisation possible adaptées aux pays qui, par leurs conditions économiques ou sociales, ne peuvent adopter en bloc le même système.

Que les grands Services de l'Etat doivent avoir leurs laboratoires propres, comme ils ont leurs écoles spéciales, c'est un fait dont on est obligé de tenir compte ; il est vrai que ces Services, que ce soit la Marine ou l'Armée, l'Air ou les P. T. T., les Travaux Publics ou l'Agriculture réclament avant tout des mises au point de science appliquée, et que les recherches scientifiques proprement dites n'y sont poussées que par accident soit en vue de futures applications, soit pour maintenir plus étendues les connaissances générales des ingénieurs. Mais de là à conclure que l'Etat, principal usager, doit être aussi le maître absolu des recherches, il y a un pas à faire que nous ne ferons pas ; qu'il centralise et développe ses propres laboratoires dans d'immenses institutions comme il a été fait à Washington, ou, en Angleterre, à Teddington, est une solution qui se défend, qui offre des avantages évidents

et qui a pour elle un fort argument ; deux réussites incontestables.

En France, rien n'a été fait dans ce genre, car on ne peut comparer aux villes-laboratoires anglaises et américaines le pauvre bâtiment de Bellevue. Si l'Office National des Recherches et Inventions n'abritait l'électroaimant géant de l'Académie des Sciences, il ne serait guère connu du monde scientifique que par la description des appareils ménagers perfectionnés décrits dans sa revue et par les trop fameux « combats contre les Ombres » qui s'y sont livrés.

Tentera-t-on l'expérience ? Rien ne nous porte à le croire et il semble plus probable qu'on cherchera à développer les institutions existantes, quitte à établir ensuite des liens entre elles. D'ailleurs, nous l'avons dit, le grand problème n'est pas là ; il est dans le renouvellement de l'esprit.

Si l'exemple vient d'en haut, et il en viendra, nous en avons pour garant la parole même du Maréchal, les jeunes suivront ; ils ne demandent que cela. On a vu, pendant la guerre, se former dans certains laboratoires militaires des équipes ardentes, où une franche collaboration s'était établie, où des travaux que des individus isolés n'auraient jamais « sortis », avançaient rapidement. Cela peut et doit durer ; mais cela ne sera que si, au-dessus des petits intérêts mesquins et des luttes de clocher, chacun, à son rang, travaille et lutte pour un idéal supérieur ; si l'administration se rend compte qu'en retardant un travail, c'est un peu du prestige et de la valeur française qui se perd ; si, par le labeur des chefs, les valeurs sont mises en place et les exécutants reçoivent l'aide efficace, les sanctions et les encouragements qui leur sont dus.

P. Lejay.

Directeur de l'observatoire de Zi ka wei.

LA PREMIÈRE MESSE

du Professeur Manuel Garcia Morente

Dans la salle des hôtes de l'abbaye de Ligugé, où nous lui tenons compagnie, Dom Lambert et moi, le Professeur Garcia Morente nous parle des épreuves de son pays. Nous sommes au 3 juillet 1936 ; il faut s'attendre au pire et le Doyen de la Faculté des Lettres de Madrid, venu présider à Poitiers une soutenance de Doctorat ès Lettres, a hâte de rentrer en Espagne. Silences... Et comme la conversation revient à ce monastère poitevin où Huysmans chercha l'apaisement, où d'autres le trouvèrent, notre interlocuteur énonce sérieusement : « Vous savez, mon Père, on dit que, dans l'âme de tout Espagnol, il y a un mystique qui sommeille... Qui sait si, quelque jour, vous ne me verrez pas sous le froc ? » J'entends encore le bon rire, jovial et franc, de Dom Lambert. Nous savons le philosophe espagnol à peu près incroyant ; point athée, certes, spiritualiste, au contraire ; mais si éloigné de nos convictions ! Brillant interprète de la pensée de Bergson (La Filosofia de Bergson), mais aussi de celle de Kant (La Filosofia de Kant), élevé dans l'ambiance de cette institution libre d'enseignement que le Krausisme espagnol créa avant de disparaître, et qui était en réaction contre de respectables vieilleries ; étudiant à notre lycée de Bayonne, puis en Sorbonne, où il conquit sa licence, Morente est tel, que nous ne pouvons envisager sans sourire cette perspective de le voir un jour prêtre ou moine, fût-ce dans cette étonnante Espagne, qui sait mettre de l'héroïsme en plein siècle de veulerie et du mysticisme même dans les pires négations...

C'est lui, cependant, qui vient de célébrer, en ce 1er janvier 1941, dans la chapelle des Sœurs de l'Assomption de la rue de Velasquez, à Madrid, où sa fille est postulante, une première messe, émouvante plus que d'autres et pleine de promesses pour l'Eglise d'Espagne.

C'est de Paris qu'il m'écrivit, en mars et avril 1937, deux lettres où la prophétie de l'année précédente prenait un commencement de réalisation. Brisé, me disait-il, par le drame de son pays, par la séparation cruelle d'avec les siens, l'incertitude même de leur sort, il désirait revenir à cette abbaye de Ligugé, qui lui avait laissé le souvenir d'un tel havre de paix et vers lequel il regardait en pleine tempête. Dieu, pensait-il, l'appelait à y venir prier, se reprendre, orienter à nouveau sa vie. J'avais obtenu du Rme Dom Pierre Basset, grand ami de l'Espagne, où il a dirigé le monastère de la Cogullada, une autorisation de séjour prolongé à Ligugé pour notre ami, quand celui-ci m'écrivit de nouveau pour m'annoncer des événements qui changeaient, temporairement, le cours de ses méditations : le gouvernement Négrin, dans un geste de justice, lui renvoyait ses enfants et ses petits-enfants, et l'Argentine lui offrait, à Tucuman, une chaire de Philosophie, soucieuse de ne pas laisser sans enseignement le maître éminent qu'un premier séjour avait fait connaître en Amérique du Sud.

Il fallait vivre ! Garcia Morente accepta, et son temps ne fut point perdu, dans la belle république sud-américaine, si désireuse de conserver le sens de la *Hispanidad*, cette culture commune à l'âme espagnole d'en deçà comme d'au delà des mers, que plus de quatre siècles ont faite et consacrée... C'est en effet au cours de cette année d'enseignemnt, 1937-1938, que Garcia Morente prononça ces deux belles conférences publiées en un délicieux petit livre dont la traduction s'imposerait : *Idea de la Hispanidad* (1). Pour *Les Etudes*, Robert Ricard en avait fait une analyse et un commentaire qui — comme il me l'écrit lui-même — viennent de paraître tout récem-

(1) España Calpe. S. A. Buenos-Aires, 1939.

ment dans un volume publié à Paris : *Construire*, et où l'on voit, sous la plume d'un grand Français, se dérouler la pensée d'un grand Espagnol. Il serait bon à nos compatriotes de goûter, à travers l'article de R. Ricard — avant de pouvoir s'en imprégner dans le texte même de l'auteur — cette pertinente analyse du *Chevalier Chrétien* (El Caballero Cristiano) qui, pour Morente, définit concrètement l'Hispanité. Que nos amis retrouvent la reproduction de deux tableaux, que Morente évoque lui-même : la Reddition de Breda (*Las Lanzas*), de Velasquez, et le Chevalier à la main sur le cœur, du Greco. Qu'ils les contemplent et les méditent. Ils auront sous les yeux, élégant et mystique, également raffiné des deux côtés, tourné vers l'action ou vers le recueillement, le Chevalier Chrétien, qui, aux grandes heures du siècles d'or, partait, comme notre Descartes, « d'un si bon pas ».

Cette amble, faite de grandeur, de paladinité, d'honneur, de personnalité, Garcia Morente la décrit à l'heure précise où son pays, asservi par les vices de notre temps vulgaire : servilisme, calcul, mesquinerie, lutte à mort pour s'en libérer et nous libérer nous-mêmes. L'Hispanité triomphe avec Franco, soutenu par quelques-unes des plus pures forces de l'Espagne. C'est le moment, pour Garcia Morente, de réviser tout son système de pensée, à la lueur des incendies allumés par les fausses idéologies d'hier. Il le fait, avec la sincérité « paladine » d'un chevalier chrétien. Il nous a dit combien, au cours de cette année universitaire, il souffrit du divorce, chaque jour plus profond, qu'il sentait s'établir en lui, entre sa foi renaissante et son enseignement philosophique. Un jour vint où c'eût été hypocrisie de continuer dans cette voie. Malgré la lourdeur du sacrifice il renonça à sa chaire, reprit le bateau et revint en Espagne pour se mettre, à Vigo, sous la direction spirituelle d'un grand évêque, son confrère à l'Académie, Monseigneur Eijo de Madrid.

C'est là, au début de septembre 1938, quand, avec 200 Français, nous parcourions les routes séculaires des antiques pèlerinages, que nous l'avons revu. La Ria souriait sous la caresse du soleil apaisé et la verte Galice, fidèle dès les débuts du

mouvement national, à ses vieilles vertus, se réjouissait des éclatantes victoires du meilleur de ses enfants.

Dans ce cadre tout de sérénité, un maître écouté, un philosophe en renom, se préparait à aller, dans un couvent de Mercédaires proche de Pontevedra, étudier la théologie, pour se mettre ensuite, comme Paul de Tarse, à la poursuite des âmes. En dirons-nous trop, en contant ici que le célèbre universitaire songeait alors à devenir curé de campagne, rêvait de desservir une de ces églises, mafflues et sévères, qui sur les horizons de Castille, projettent leur masse pesante au-dessus des chaumières groupées autour d'elle ? Il se demandait même si un pauvre séminariste avait le droit de demeurer académicien. L'Eglise, par la voix de l'Evêque de Madrid, n'a pas voulu que la pensée de M. Morente fût ainsi restreinte. Elle ne lui a pas décerné les honneurs, dont rien ne reste, mais elle lui a ordonné de continuer, désormais dans le sens nouveau qu'il a librement choisi, l'enseignement que, depuis des années, il dispense aux étudiants de l'Université Centrale. Ce sera son ministère, « *ministerium verbi* », au premier chef, avec cette aumônerie des Sœurs de l'Assomption, qui lui ménage de belles heures matinales de prière, avant la célébration du sacrifice dont s'enchante son cœur de nouveau prêtre, jeune comme tout cœur sacerdotal, ainsi que l'affirme le psaume initial de la Messe...

Cette Messe — sa première Messe — a retenu l'attention de tout Madrid, disons de toute l'Espagne. Etrange cérémonie où se pressaient des incroyants et des fervents ; des gens venus de tous les points de l'horizon espagnol et où le prêtre philosophe a communié sa fille veuve et sa fille moniale, et tant de ses amis, parmi lesquels il n'y avait pas que d'anciens croyants ! Certains se sont étonnés de cette vocation insolite, surgie, si brusquement, d'un sol qui ne semblait pas préparé. Mais, comme me le disait ce spirituel et profond Antonio Marichalar, que les problèmes d'âme émeuvent, l'étonnant c'est que, d'une telle tourmente, il n'ait pas surgi plus de vocations comme celle de Morente...

Comme celle de Morente, cependant, c'eût peut-être été

difficile : tout le monde n'est pas de cette classe-là. Par bonheur nous en connaissons d'autres, qui font honneur à l'Espagne spiritualiste, génératrice d'héroïsme et de sainteté. Tel de nos amis, docteur ès sciences et professeur à Madrid avant 1936, n'a-t-il pas, au cours de son exil en France, découvert lui aussi la voie parfaite ? Saint-Sulpice a commencé et termine sa préparation. « C'est une vocation de malheur », écrit son supérieur, homme d'expérience et d'une toute surnaturelle perspicacité. Ce gentilhomme — un des grands noms de la vieille Espagne — me dit : « Je n'ai jamais tant aimé Dieu ». Et il me résume sa vie intérieure : « Pido, rezo, medito ». « Je demande, je prie, je médite ». N'est-ce pas là l'hidalgo dont, tout à l'heure, il me faisait de verve la brillante description ? Dans sa maison rurale, toute simple et blanchie à la chaux, aux pays montueux des Castilles comme au plat pays de la Manche, il partage son temps entre la lecture et la méditation, chevalerie et mystique, tout l'idéal d'un temps généreux. Si ce vin trop fort lui monte à la tête, sa folie n'est pas si méprisable, qui fera de lui le redresseur, peut-être souvent vaincu, des torts et le chevalier des bonnes causes. Si ce type d'homme n'existait pas, pour l'honneur de l'humanité, il faudrait l'inventer.

Quand le Père Morente aura bien en mains, en dehors de tous ses labeurs de professeur, cette Jeunesse catholique que l'on va, m'a-t-il dit, lui confier, je pense qu'il multipliera, par la grâce de son sacerdoce et l'exemple de sa vie, des vocations nouvelles d'ardents journaliers pour la Moisson. L'Action Catholique lui révélera d'admirables perspectives et, sans doute, recevra-t-elle, de sa féconde et forte pensée, un regain de vie et de sûres orientations. Dans le Renouveau chrétien de l'Espagne traditionnelle, c'est un maître ouvrier qui vient de paraître. Il s'y entendra, à forger des âmes. Faut-il dire, avec Bergson qu'il aime, à « faire des Dieux » ?

Pierre Jobit,

Professeur à l'Institut français en Espagne.

LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

L'Effort Communautaire nécessaire

La France de 1939 n'était pas une communauté nationale. Il a fallu, semble-t-il, la défaite, et la déroute de l'été dernier pour le lui révéler ! Avant et même encore pendant la guerre, le pays ne paraissait pas soupçonner cette cruelle vérité. 1936 avait donné le triste spectacle de dissensions graves à l'intérieur de la nation, il n'y avait tout de même pas eu de révolution ni de guerre civile. La vie continuait, « çà tournait encore » comme disent les travailleurs. On pouvait se leurrer sur l'état réel des choses.

Vint la guerre. Le sursaut premier fut général. Un mois de communion française dans la mobilisation générale des ressources, des hommes, et des âmes. Puis la « drôle de guerre » s'installa, une sorte de vie civile sous l'uniforme réapparut. Et c'en fut fait de la communion nationale dans la volonté de vaincre. Une âme commune manquait !

Alors se produisit le choc terrible : un coup de bélier furieux, asséné sur le point faible. Le coup porta, et une chose extraordinaire se produisit, qui sembla surprendre jusqu'à l'adversaire lui-même : l'armée française soudain se pulvérisa, comme une vitre de sécurit sous un marteau ! Littéralement le pays se liquéfia. Le liquide coulait sur les routes. D'un seul coup, la France entière s'était motorisée. Vaste épandage sans précédent dans l'histoire.

Rien n'agglutinait donc les mille molécules qui faisaient la nation ? Et la cohésion du pays n'était en somme qu'une apparence ? Force nous est à présent de l'avouer ! Il n'y avait pas vraiment de communauté nationale ! Cause principale de tous nos maux.

Aussi bien, tout le problème que se propose la Rénovation

Nationale est-il : comment forger à nouveau une communauté française, souple, solide et compacte ? C'est non seulement l'Etat, mais le pays tout entier qui est intéressé à la solution. A lui donc d'en prendre conscience dans ses données essentielles, pour s'appliquer ensuite sérieusement et même avec acharnement à ce qu'on pourrait nommer : l'effort communautaire nécessaire.

I. — LES DONNEES DU PROBLEME COMMUNAUTAIRE FRANÇAIS.

Huit mois de Révolution Nationale ont-ils suffi à retremper le métal et à lui donner la solidité voulue ? Il serait téméraire de l'affirmer. Ce qui demeure néanmoins certain, c'est qu'une communion de tous les esprits et de tous les cœurs tend chaque jour davantage à « prendre », comme la solution aqueuse dont la cristallisation gagne de proche en proche. Sans cesse des instants de communion nationale sont ménagés au pays, quand par exemple la France entière est à l'écoute de la voix grave et sereine qui l'exhorte paternellement, ou que sur le passage du chef aimé les foules se pressent confiantes et tendues. Mais tout cela fait-il une communauté ? L'affirmer sans nuances, serait oublier l'une des caractéristiques de la patrie française : cette prodigieuse diversité, laquelle est sans doute marque de vie, et promesse de liberté, mais qui porte en elle — rançon de sa richesse — des antagonismes toujours périlleux. Refaire avec tout cela une riche Unité n'est donc pas l'œuvre de quelques mois. Car la France est un pays de trop vieille culture, pour dénier par décret le droit d'existence à cette diversité de témoins du passé, traditions, habitudes, milieux sociaux. Un pays neuf peut s'il lui plaît faire table rase des quelques années de son histoire. Il peut, à dater d'un jour déterminé, imposer un genre de vie standard. Mais ceci, nonobstant l'effort communautaire indispensable, ne peut être exigé de la France millénaire.

Tel est en effet le « donné du problème » : en face d'une unité à resserrer, une coexistence à maintenir entre des habitudes de pensées et des manières de vivre propres à ce que

nous nommons nos milieux sociaux. Le paysan, l'artisan, le petit bourgeois des classes moyennes, le patron de la moyenne et celui de la grande entreprise, le financier, et l'ouvrier sont, à côté de bien d'autres, des types authentiquement français. Les effacer d'un coup pour leur substituer, l'on ne saurait trop quel type uniforme, serait ni plus ni moins anéantir la culture française et l'élément d'équilibre dont elle est appelée à doter la communauté des nations.

L'effort communautaire qui s'impose à tous les Français doit donc, comme tout traitement médical sagement prescrit, tenir compte des particularités propres à chaque milieu. Ainsi se pose concrètement le grand, le vrai problème de la révolution nationale : refaire une unité française.

***

La Jeunesse, en un certain sens, forme un milieu déterminé. A cet âge où les caractères sont encore malléables, des événements l'ont en effet marquée, et l'absence d'éducation suivie l'a par trop laissée à elle-même. Bref la Jeunesse présente des réactions qui lui sont propres et qu'il est préférable d'analyser à part. Or sur l'ensemble de cette Jeunesse, un dixième avant la guerre, trois dixièmes à présent ont éprouvé le besoin d'une vie communautaire. Librement engagée dans les mouvements scouts, les mouvements spécialisés (jociste, jaciste, etc...), la jeunesse syndicale chrétienne, cette fraction minime du pays vivait déjà par avance l'idéal qui maintenant retient tous les esprits.

Mais les autres, ceux qui s'éveillent tout juste au problème de l'effort commun de la France ? L'on dira plus loin ce que pourrait être leur éducation communautaire dirigée.

Il y a les masses rurales. Citadins que nous sommes, nous ne portons pas souvent, il faut le reconnaître, notre pensée vers elles. Et pourtant ne sont-elles pas le gros de la nation, le réservoir de ses forces, comme de sa natalité ? Sous l'angle communautaire, les masses paysannes sont retardataires (à supposer que les autres milieux de la nation soient plus en avance, ce qui n'est pas sûr !). Jusqu'à ces derniers temps,

le village, souvent d'ailleurs divisé par la politique, était demeuré figé dans un individualisme familial caractéristique. Les organismes syndicaux qui depuis beau temps prêchent la collaboration de tous à la Terre, en faisaient la pénible expérience. Comment en serait-il autrement, si l'on songe un instant à l'état pratique d'abandon dans lequel « poussait » l'enfance rurale. La famille accaparée par la terre ne pouvait s'occuper d'elle, et l'école, qui ne fut pas même rurale de nom, délaissait sa mission principale : former une élite paysanne.

Interrogez en outre le monde rural sur le sentiment qu'il peut avoir d'une solidarité avec le monde ouvrier, vous recueillerez maints témoignages révélateurs d'une méconnaissance totale de la vie d'usine ou de chantier, la réciproque d'ailleurs étant tout aussi vraie. Pourtant le monde agricole a gardé le culte de la France, et les masses demeurées attachées au sol se sentent bien responsables de la vie du pays. Tout de même leur sens national ne va pas jusqu'à une conscience clairvoyante du Bien Commun.

Que dire des classes moyennes et de la bourgeoisie ? Il conviendrait, semble-t-il, de distinguer plusieurs plans : familial, social, national. Le même individu, en effet, selon qu'il se situe dans l'un ou l'autre de ces plans, adopte souvent une attitude très différente, allant du suprême individualisme à la mystique la plus communautaire. Inscrits dans des associations professionnelles ou des ligues, beaucoup de Français y faisaient preuve d'un véritable sens social.

Mais chose curieuse, ces mêmes hommes adoptaient souvent en famille un comportement assez individualiste. N'avons-nous pas été frappés l'an dernier aux armées, de constater que le sentiment familial d'une trop grande majorité de Français, ne présentait pas le caractère héroïque, ou simplement audacieux et tenace qui devrait faire de lui le fondement social de la cité ? Réduite au minimum de « charges », appréciée en fonction du « confort » dont elle se montrait susceptible, la famille semblait trop souvent n'être qu'un égoïsme à deux ou trois. C'était à croire que la portée civique

des grandeurs familiales dépassait le sens national des Fran-çais ! A leur décharge il faut avouer que la famille et s valeur politique avaient été si soigneusement reléguées dan l'ombre ! Sans doute existait-il des associations de famille nombreuses, à la tête desquelles des chefs remarquables d compétence et de dévouement cherchaient à imprimer à leur membres, préoccupés avant tout de défendre des droits tro méconnus, un sens non moins averti des solidarités natio-nales.

Il n'y a pas si longtemps que se produisait l'anecdote sui-vante : dans un abri souterrain, au cours d'une alerte, un femme est debout. « Y a pas une chaise, quelque chose pou la petite dame ? » s'écrie un brave homme. Et se tournan vers la personne en question : « C'est que vous n'avez pas trè bien choisi votre moment pour avoir un loupiot ! » (Rires) — « Vous trouvez, répliqua la dame sans se laisser démon-ter, moi je ne suis pas de votre avis et heureusement qu'i y en a beaucoup comme moi... Il me semble au contraire que j'ai très bien « choisi ». Avez-vous songé à tous nos prison-niers ? J'entendais des chiffres terribles l'autre soir : il paraî que cela va faire des milliers de naissances de moins e France cette année ! Alors ? Si tous ceux qui ont le bonheu d'être ensemble, à l'abri, pensent comme vous, que deviendr notre pays ? ». — « C'est bien vrai » chuchote-t-on alors (1) Sens de la communauté nationale !

***

Mais venons-en à ce que l'on est convenu d'appeler le sec-teur capitaliste de la nation. Nous n'avons en effet mentionn jusqu'ici que la fraction de la population dont le régim économique est celui de l'épargne, le secteur précapitaliste Si ce dernier s'oppose partiellement à un idéal communau-taire, c'est plutôt par tendance naturelle à l'individualisme

(1) Bulletin d'A. C. I. F., décembre 1940, p. 7.

Il n'en est plus de même des milieux sociaux que le libéralisme économique a pour ainsi dire créés : le prolétariat t son antagoniste, « le capitalisme international », pour rerendre l'expression du Chef de l'Etat. L'un et l'autre, c'est--dire la masse énorme des prolétaires industriels, et ceraine oligarchie surtout financière, ont été quasiment déracinées et rendues apatrides par le jeu même de l'économie apitaliste.

Celle-ci en effet soulignant des solidarités extra-nationales, olidarités de classe, ou solidarités de capitaux, était parveue à dresser l'une contre l'autre les fractions pourtant comlémentaires de la production, à les détacher de leurs assies naturelles : la patrie, et à les internationaliser contre naure.

Pie XI, il y aura bientôt dix ans, dénonçait déjà avec vigueur ette trahison de la communauté nationale par ce qu'il dénomait « l'impérialisme économique, et l'internationalisme ou npérialisme de l'argent, pour lequel *là où est l'avantage, là st la patrie* (1). Plus explicite encore, s'il se peut, le Pape émasquait la trahison du pouvoir politique, devenu comlice d'une faction partisane qui, maîtresse absolue de l'arent, gouvernait le crédit et le dispensait selon son bon plaiir (2).

A ces défections de la puissance économique et du pouvoir olitique, comment n'aurait pas répondu une autre défaillance : celle du prolétariat ! Plus visible, moins sournoise, lus brutale aussi, cette trahison est dans toutes les mémoires. e même Pie XI l'a également stigmatisée dans une encylique célèbre écrite en 1937. Mais en ce faisant, il s'est efforcé 'en rechercher l'origine.

---

(1) Pie XI, *Encyclique Quadragesimo Anno.* Edition de l'Action Populaire. · 117.

(2) « Lui (le pouvoir politique) qui devrait gouverner de haut, comme souvein et suprême arbitre, en toute impartialité et dans le seul intérêt du Bien ommun et de la Justice, est tombé au rang d'esclave et devenu le docile instruent de toutes les passions et de toutes les ambitions de l'intérêt ». (*Quadragesimo nno,* n° 117).

« Un pseudo-idéal de justice, d'égalité et de fraternité (universelles) dans le travail, imprègne toute sa doctrine (du prolétariat communiste) et toute son activité d'un certain faux mysticisme qui communique aux foules séduites par de fallacieuses promesses, un élan et un enthousiasme contagieux, spécialement en un temps comme le nôtre où *par suite d'une mauvaise répartition des biens de ce monde, règne une misère anormale* » (1).

De fait pour un prolétariat dépouillé des biens les plus légitimes de ce monde, où pourrait donc résider une patrie sinon là où se localise son rêve : la société sans-classe, c'est-à-dire une société dont il ne sera plus le serf. Or cette société de ses rêves, chimère sur le plan national, où la transporter sinon dans le mirage international ? Ainsi déraciné par l'économie libérale, c'est son déracinement même que le prolétariat élevait au rang de patrie des prolétaires.

N'en avons-nous pas connus de ces hommes ombrageux à toute idée de nation et de patrie ! et n'en subsiste-t-il pas encore chez qui trop de déceptions ont, semble-t-il, à jamais tué la foi en une résurrection communautaire ? Refoulement inconscient ! En effet, mis au ban de la société, ou du moins en pratique exclu des zones officielles de l'activité civique et nationale, le prolétariat a bien le sentiment d'être *classé* à part, d'être un isolé, un exilé à l'intérieur de la nation. La remarque est de François Perroux, et en un sens elle est géniale.

« Au sein du capitalisme une classe s'est formée, un prolétariat s'est constitué. Ce prolétariat occupe une place très spéciale et très originale dont le marxisme ne rend pas compte pleinement en évoquant simplement l'opposition qui existe entre le travail salarié et le travail salariant, ou la *lutte* qui est menée par ces deux classes l'une contre l'autre, et dont Henri de Man n'épuise pas la signification en parlant de sentiment d'*oppression* et de sentiment d'*exploitation*. Le tragique prolétarien est beaucoup plus complexe et on le mutile moins, sans doute, en disant qu'il est un tragique d'*isolement* » (2).

---

(1) Pie XI, *Encyclique Divini Redemptoris*, n° 8.

(2) François Perroux, *Les classes chez Marx et dans la vie*. Semaine Sociale de Bordeaux, 1939, p. 146.

Effectivement, à voir les choses de plus près, le prolétariat est surtout un isolé dans la nation. Du fait du régime de travail qui est uniquement le sien, à la fois manuel et salarié, soumis à la machine et soumis aux fluctuations des échanges, le prolétariat est à part. Il ne s'intéresse pas comme les classes moyennes à la rente. Il ne se soucie pas comme le rural de la petite propriété. Deux pôles définissent à l'exclusion de tous les autres sa pauvre vie : le salaire et les prix. Saisi dans cet étau, il a le sentiment d'être tombé dans un piège que la nation, génie malfaisant, lui aurait tendu, pour l'exploiter en le tenant tranquille. « Qu'il fasse son travail, fait-il dire au pays, c'est tout ce qu'on lui demande. Il sera toujours assez rétribué pour cela ».

« Lorsque l'on a bien compris, ajoute F. Perroux, que le tragique prolétarien résulte d'un isolement plutôt que d'une lutte entre les deux classes, une modification radicale s'opère dans les représentations que l'on a des oppositions et des antagonismes sociaux (1) ». Ainsi la conscience de classe devient la réaction spontanée d'un ressentiment provoqué moins par son propre dénûment, que par son *irrémédiable isolement*. Pareillement, la lutte des classes apparaît moins comme une course à la propriété, que comme la cessation d'un *exil à l'intérieur*, et sa transposition en un règne universel.

Bref, complexe d'infériorité et ressentiment d'isolé : telle nous paraît être la philosophie sous-jacente du prolétariat. Comprend-on alors l'antipathie, la haine même qu'il peut nourrir pour la nation qui le tient ainsi isolé ? Saisit-on l'attirance qu'offre pour lui une doctrine qui réduit la nation à n'être qu'une superstructure adventice, un paravent d'occasion derrière lequel se cacherait le jeu partisan d'une fraction seule de la société ? L'idée nationale ne serait alors elle aussi qu'un opium inventé pour l'endormir et l'anesthésier !

Si ces considérations ont quelque valeur, elles commandent le choix et les modalités du traitement destiné à rendre au monde des travailleurs le sens communautaire.

---

(1) *Op. cit.*, p. 148.

II. — L'EFFORT COMMUNAUTAIRE. EN QUOI IL CONSISTE POUR CHAQUE MILIEU SOCIAL.

Notre rapide prospection à travers les différents milieux sociaux, nous a livré les principales données du problème de la communauté française. D'une part l'individualisme des classes moyennes urbaines et rurales, et de l'autre l'évasion ou l'isolement farouche des partenaires antagonistes de l'économie capitaliste.

En d'autres termes, deux problèmes à résoudre : un problème d'éducation pour les masses de la nation, et un problème de réintégration nationale quand il s'agit du prolétariat ou d'une certaine oligarchie libérale.

Eduquer, a-t-on pu dire, c'est essentiellement « ménager des expériences ». Eduquer le sens national des masses reviendra donc à susciter des expériences communautaires qui soient des réussites dans la joie, et par là même des compensations sensibles aux sacrifices nécessairement consentis.

Or, avant même d'avoir trouvé la main experte, qui puisse l'adapter aux différentes catégories de la nation, la méthode dite des « expériences communautaires » a été appliquée en grand par les événements mêmes au pays. Qu'avons-nous fait depuis juillet dernier, et que faisons-nous encore sous la pression inéluctable des faits, sinon de communier dans une certaine douleur française. Douleur qui fut au début un sentiment de honte, la vision commune d'une plaie, d'une indignité sur le corps de la France. Douleur qui fit bientôt place à une volonté de redressement et de résurrection, nuancée de compassion miséricordieuse pour les plus infortunés d'entre nous. Puis communion dans le Secours National, dans le dévouement de tous au chevet des réfugiés, des prisonniers, des sans travail, en attendant la communion active de tous autour de l'homme au grand cœur, en qui il nous est donné de pouvoir nous reconnaître.

Car c'est une loi de l'histoire : aucun grand mouvement régénérateur de s'accomplit sans un entraîneur d'hommes ; sans le chef qui lie en gerbes serrées les dévouements, les

énergies, les dons des confiances individuelles, ou apeurées, ou hésitantes, ou dévoyées.

Lui-même le sait, et c'est en pleine conscience, pour ce grand service communautaire de ralliement, qu'il se met à notre tête :

« L'année 1941 sera difficile, nous disait le Maréchal aux premières heures de l'année nouvelle, elle doit être celle du relèvement de la France. Elle le sera *si vous vous serrez tous autour de moi,* ayant la même foi dans la Patrie, la même volonté de « servir ». Je me suis donné à la France, c'est-à-dire à vous tous » (1).

Communion dans la douleur première, communion dans l'entr'aide nationale, communion dans la foi au Chef : telles sont les expériences communautaires qui nous atteignent tous, mais qui, il faut bien le reconnaître ne nous atteignent pas suffisamment dans nos travers particularistes, et donc ne parviennent pas à les déraciner. Force est alors d'adopter une méthode appropriée à chaque milieu, un « traitement » comme disent les médecins et qui tienne compte du patient.

La jeunesse n'est encore engagée dans des mouvements, avons-nous dit, que dans la proportion de ses trois dixièmes. Comment atteindre les sept autres ? D'aucuns ont pensé rendre obligatoire l'affiliation à une association de jeunes. Certains même ont préconisé un mouvement de jeunesse unique.

Outre que le Français éprouve un recul instinctif pour tout embrigadement, il est notoire qu'en éducation on obtient toujours des résultats supérieurs, durables et conformes aux exigences de la nature humaine, par des méthodes de persuasion et d'attirance plus que par des procédés de contrainte. C'est d'ailleurs ce qu'ont reconnu des voix officielles :

« Qu'il s'agisse d'associations d'étudiants ou d'associations de scouts, disait hier le Secrétaire d'Etat à l'Instruction Publique, notre principe est formel : ne pas créer une association unique qui absorbe tout, mais une fédération de groupes autonomes. La France est un pays de liberté, il convient de maintenir l'initiative, mais il convient aussi de coordonner les initiatives individuelles » (2).

---

(1) Message radiodiffusé du 1er janvier 1941.

(2) Communication de M. Chevalier à la Presse, le 27 décembre 1940.

N'était-ce pas d'ailleurs la directive même du Maréchal dès le premier jour :

« Tous les mouvements de Jeunesse existants seront maintenus. Leur originalité sera respectée, leur action sera encouragée, étendue et complétée, par des initiatives nouvelles » (1).

Serait-ce déformer la pensée du Chef que de reconnaître dans l'institution des Chantiers de la jeunesse, une de ces « initiatives nouvelles » immédiatement dirigées contre le débordement de l'individualisme général ? Tout nous le ferait croire, depuis les résultats certains obtenus au cours de la première expérience tentée aux Chantiers, jusqu'à l'esprit tout fait de sympathie et de désir avec lequel les moins de vingt ans regardent vers leur incorporation dans ces chantiers.

« Avoir vécu ensemble une vie d'équipe, faisait remarquer un jeune de la classe 1940, avoir remué ensemble la terre de France, et puis, une fois retourné dans sa Bretagne ou sa Bourgogne, savoir que là-bas sur la frontière des Alpes il se trouve une route qui vous appartient, une route que l'on a contribué à empierrer, par endroits même à creuser dans le roc, voilà qui donne le sens de la France plus que tous les discours du monde ». Sens éducatif des expériences communautaires !

Mais qu'en pense à son tour le monde rural ! Pour une fois mis à l'honneur, (car sur la glèbe le paysan est roi, et il ne trouve pas son pareil pour manier la pelle ou la pioche, conduire le mulet et diriger l'attelage), ce paysan lui aussi s'arrache au complexe d'infériorité qui le paralyse en présence du citadin. Il sent de nouveau qu'il a lui aussi quelque chose à donner à la communauté nationale, et qu'enfin l'étudiant et le métallo en conviennent ! Libération, épanouissement ! Se sentir estimé, aimé ! Alors, revenu plus fier à sa terre, le jeune rural songe moins à s'évader vers la ville, il ne se soucie plus tant de copier servilement les citadins. Mais plus assuré en lui-même il découvre dans son propre milieu les

---

(1) Message radiodiffusé du 15 août 1940.

ois qui feront de lui et de ses semblables la future élite rurale. Ne fallait-il pas ce climat nouveau pour qu'enfin éclose lans nos campagnes, un sens communautaire, hier encore mpossible ?

Avec les classes moyennes et la bourgeoisie, l'effort comnunautaire revêt un aspect plus ascétique. Cette fois en effet, l s'agit de combattre un égoïsme naturel, d'ailleurs fortifie par l'aisance et le goût du confort, plus que d'affranchir d'un entiment d'infériorité.

L'égoïsme familial tout d'abord : celui qui se refuse à donner la vie lorsqu'il le peut. N'est-il pas coupable, plus qu'on ne veut ordinairement le dire, de tenir captif le sens national. l est parfois mauvais conseiller devant l'ennemi, il n'est en ous cas jamais le « noviciat » du plus grand sacrifice : le acrifice de sa vie à la patrie. A l'encontre, l'esprit patriotique des chefs de famille nombreuse est un fait connu. Il est n effet avéré que c'est dans leurs rangs qu'au cours de la lernière campagne, se trouvèrent le plus souvent les exemples d'audace et même de témérité. Familiers du risque à eur propre foyer, les pères de famille nombreuse n'ont pas le peine à se révéler les aventuriers de toute épopée nationale.

Classes moyennes et bourgeoisie ont encore de lourdes lettes vis-à-vis de la communauté nationale par des travers qui relèvent cette fois plus de l'avarice ou de la vanité que le l'égoïsme de classe ou de clan, et qui se manifestent surtout lans le domaine des dépenses et celui de la culture.

« Quand nous voyons cette foule d'indigents accablés par la misère, remarquait Pie XI, et pour des causes dont ils ne sont pas responsables, et à côté d'eux, tant de riches qui se divertissent sans penser ux autres, qui gaspillent des sommes considérables pour des choses ıtiles, nous ne pouvons nous empêcher de constater avec douleur ue non seulement *la justice n'est pas observée,* mais que le commanement de la charité reste encore incompris et n'est pas vécu dans la ratique quotidienne ! » (1).

(1) *Divini Redemptoris*, n° 47.

L'argent en effet, même honnêtement acquis, mais qui perd le souci de sa fonction sociale, est un des ennemis les plus dangereux de la communion des âmes. Et quand dans une période de restrictions comme celle que nous vivons présentement, l'argent de ceux qui en ont, clandestinement opère un « travail noir » que l'indigence se voit défendue, la faute anti-communautaire est plus grave encore.

Moins graves sans doute sont les entorses que nos vanités font au sentiment communautaire. Pourtant on a pu écrire :

> « Le problème français c'est peut-être avant tout celui de la communion et même de la communication entre des gens ayant reçu une culture différente. Dès qu'une culture se contente de distinguer et de séparer au lieu d'établir des unions et des convergences, c'est l'existence même de la nation qui est en jeu » (1).

Qui de nous peut se vanter de n'avoir pas, en fait de culture, cherché tout d'abord à « cultiver ses différences » ? « Si les bourgeois tiennent tant à ce que l'on appelle la culture classique — et qui en est devenue une caricature — ce n'est point afin que leurs enfants communient avec l'âme grecque ou latine, qu'ils ignorent à peu près complètement, mais pour qu'ils acquièrent certaines façons de se comporter caractéristiques de la bonne société » (2).

Les choses se passent alors comme si la culture bourgeoise avait pour but de fortifier les remparts que l'argent aurait commencé à élever. O communauté nationale ! Sans doute ne s'agit-il pas de procéder demain à un désastreux nivellement des intelligences, l'œuvre n'a été déjà que trop commencée ! Mais on ne voudrait pas non plus que se durcissent des distinctions dont le sens providentiel est au contraire de ménager de bienfaisantes osmoses. Témoins ces dirigeants Jocistes ou Jécistes, ces monitrices des maisons de chômeuses, hier élèves des Facultés, qui tous et toutes sont unanimes à dire que les échanges culturels entre milieux sociaux différents, deviennent pour eux l'occasion de prodigieux enrichis-

---

(1) J. Lacroix, *Classes et Culture*. Semaine Sociale de Bordeaux 1939, p. 429.
(2) *Op. cit.*, p. 435.

sement. Le sens du réel ouvrier passe chez l'étudiant, l'esprit de synthèse du secondaire satisfait l'E. P. S. qui reste disponible à une plus haute culture. Et nous voilà ramenés par la force des choses à l'autre problème que nous signalions plus haut : le problème de la réintégration du prolétariat et de son antagoniste dans la communauté nationale.



Dans son récent voyage à St-Etienne, le Maréchal a tout dit sur ce sujet. Lui aussi a posé le problème en fonction de l'isolement prolétarien et recherché des solutions dans le sens diamétralement opposé.

« En réalité, proclamait-il, les clauses de la lutte des classes ne pourront être supprimées que si le prolétaire qui vit aujourd'hui accablé par son isolement retrouve dans une communauté de travail les conditions d'une vie digne et libre, en même temps que des raisons de vivre et d'espérer » (1).

« Le prolétaire accablé par son isolement » ! L'heure est donc venue de tirer le monde prolétarien de cet isolement, mais de le tirer toutefois avec son aide et sa propre coopération ; autrement le remède serait pire que le mal, ou plutôt le remède se convertirait en mal. Il ne s'agit pas en effet de repêcher un noyé sans connaissance, ou de gaver un animal sous-alimenté. Il s'agit surtout de remplir un cœur qui souffre de son état d'infériorité, qui a perdu toute assurance en soi, à moins qu'il n'ait retourné cette défiance en présomption plus insupportable encore. Il s'agit de guérir quelqu'un d'un complexe qui le paralyse. Comment procédera-t-on alors ? En le « protégeant », en « l'assistant », en le « défendant » ? Soit, mais avant tout en le consultant, en provoquant sur le terrain où il est compétent, ses remarques, ses propositions, ses initiatives. Et ne croyons pas trop vite que le champ de ses compétences soit si vite limité. On est toujours surpris,

(1) Message du Maréchal aux ouvriers, techniciens et patrons de St-Etienne, mars 1941.

lorsqu'un travailleur est en confiance, et libre de s'exprimer sincèrement, de découvrir comme sa clairvoyance et sa perspicacité vont plus loin qu'on ne se l'était imaginé. En ce cas c'est notre perspicacité qui se trouve prise en défaut. Et la Maman ouvrière ? Parlez-lui budget, logement, taxes, primes, etc... que de suggestions enrichissantes pour l'esprit sans préjugés capable ensuite de reprendre et de synthétiser tant de remarques frappées au coin du bon sens.

C'est bien de fait dans cette direction que le Maréchal nous demande de chercher :

> « Ouvriers, techniciens, patrons, si nous sommes aujourd'hui confondus par le malheur, c'est qu'hier vous avez été assez fous pour vous montrer le poing. *Cherchez au contraire à vous mieux connaître.* Vous vous en estimerez davantage, vous aurez confiance les uns dans les autres. »

Et descendant dans des réalisations pratiques :

> « Une première loi sur l'organisation professionnelle créera des organisations simples qui ne seront pas des organismes de classes, mais des comités sociaux *où patrons, techniciens et ouvriers rechercheront ensemble* des solutions aux problèmes actuels dans une commune volonté de justice dans le souci constant d'empêcher par votre aide les misères et les angoisses de l'heure » (1).

« Ensemble » voilà le mot sauveur ! Ensemble, ce qui suppose donc une consultation ouvrière dans la profession, comme aussi une consultation de la famille ouvrière sur le plan municipal. La réintégration du monde prolétarien au sein de la communauté nationale est à ce prix ! Le jour en effet où l'ouvrier pourra en toute confiance, et dans une atmosphère apaisée par l'éviction de ses mauvais bergers, avouer que trois expériences lui manquent, la terre, le toit et le foyer, et que cette inexpérience le refoule au ban de la société, ce jour-là son complexe d'infériorité disparaîtra, et tout son amour de la Patrie Française, qu'au fond il n'a jamais perdu, reparaîtra.

---

(1) *Ibid.*

Quant à son antagoniste, celui qu'il appelle le « gros capitaliste », si la passion du lucre l'a parfois évadé à la suite de ses capitaux hors de sa nation, au point de l'empêcher de se sentir d'abord solidaire de ce monde du travail qu'il utilise pourtant, c'est suivant le conseil du chef de l'Etat, en revenant aux problèmes humains et en les traitant le plus loyalement possible avec ses ouvriers et ses techniciens, qu'il retrouvera le sens communautaire qui lui a manqué, qu'il retrouvera, pour tout dire en un mot, un sens plus purement français.



Le problème de la Communauté Française est donc un problème qui requiert de tous ceux qui sont appelés à le résoudre une grande dose de réalisme et un véritable effort ascétique de spiritualisation.

Réalisme, parce que chaque milieu social est à traiter séparément, suivant ce qu'il est. Les raisons qu'a l'agriculteur de chercher à se soustraire aux exigences de la Communauté nationale, ne sont pas celles du négociant, ni celles du consommateur. Les motifs qu'a le fonctionnaire de « se débrouiller » sur le dos des autres n'ont rien de commun avec ceux que le chef d'entreprise a de tirer son épingle du jeu.

Néanmoins l'on peut dire que l'effort communautaire se présente pour tous comme un effort d'ascèse contre l'égoïsme et l'individualisme, avec cette nuance que le monde rural et très spécialement le monde prolétarien ont en outre à s'affranchir d'un complexe d'isolement ou d'infériorité qui les paralyse plus ou moins.

Restent les grands responsables de l'économie ou de la politique. Plus que d'autres ils tiennent entre leurs mains la solution du problème communautaire. De leur sincérité et de leur dévouement dépendent en effet la confiance du pays et avec cette confiance la volonté générale de redressement, c'est-à-dire de renoncement et de sacrifice.

Le problème de la Communauté Française est donc au premier chef un problème moral, une recherche loyale et

tenace de spiritualisation personnelle et de charité sociale En second lieu seulement vient un problème de législation : « Une loi ne saurait créer un ordre social, disait à St-Etienne le Maréchal, elle ne peut être que la sanction dans une institution, après que les hommes l'ont établie ». Le dernier mot reste donc à l'amour : « car on ne construit que dans l'amour et la joie ».

Stanislas de LESTAPIS.

LE BAYARD DE LA GRANDE ARMÉE

.E MARÉCHAL BESSIÈRES, DUC D'ISTRIE

A Sainte-Hélène, Las Cases recueillera ce jugement de Napoléon sur Bessières : « Il avait vécu comme Bayard ; l mourut comme Turenne ». En publiant, d'après maints locuments inédits, une nouvelle vie de mon glorieux « pays », e voudrais montrer qu'on peut être un grand soldat et un parfait chevalier.

Nombre d'historiens ont étudié les campagnes du chef es « Invincibles ». Inutile de s'appesantir sur ce qui a été léjà dit. Mais, en une heure où le Maréchal Pétain nous exorte à chercher, dans notre trésor national, des leçons de oble humanité, il me paraît opportun de placer sous les yeux e notre jeunesse la figure d'un preux. Qu'il ait « mis Joseph ur le trône d'Espagne », cela nous importe peut-être moins ue ceci. Quand il tombera, à Lutzen, âgé de 45 ans, ces provinces d'Espagne qu'il gouverna deux fois, feront célébrer pontanément des services funèbres pour l'âme « du bon maéchal ». Ces provinces, alors hors de la tutelle française, se ouviennent l'avoir vu toujours respectueux des choses sain-es, intègre, humain, charitable, jusqu'à vider maintes fois a bourse, pour soulager la détresse des populations razziées ar ses prédécesseurs. Générosités d'autant plus méritoires u'il ne fut jamais riche, tout en ayant eu cent occasions de devenir.

Voici un autre trait que n'eût pas désavoué le roi-chevalier aint Louis. C'est à Marengo. Bessières, à la tête de la Cavaerie de la Garde, décide la victoire, par une charge irrésis-

tible, dira le *Bulletin officiel.* Or, c'est en pleine griserie du combat, que Bessières impose à ses « casse-cou » cet acte d'humanité. Tandis qu'il charge à coups redoublés la cavalerie de Lichtenstein, il aperçoit un cavalier autrichien qui, après s'être battu comme un lion, tombe blessé et supplie nos grenadiers : « Ne m'écrasez pas ! ». Bessières s'élance auprès de lui, le couvre, crie à ses soldats : « Ouvrez vos rangs ! Epargnez ce brave ! ». Eugène répète l'ordre. Les escadrons lancés en tempête obéissent, s'ouvrent. Bessières fait un signe au blessé : « Tu es libre » et recommence la charge victorieuse.

C'est au village de Prayssac, dans la vallée du Lot, que Jean Bessières (Tsann Bessiéro, en gascon) naquit le 6 août 1768. Son père Mathurin appartient à la vieille bourgeoisie du pays. Maître ès art, chirurgien et... perruquier, il a étudié sous les jésuites de Cahors. Riche en enfants (il en a 9) mais pauvre en écus, Mathurin travaille ferme et il y a du travail pour tous, à la vigne, au pré, à la basse-cour. Jean cavalcade, au long des chemins, en « gardant le cheval ». A la Bastide, sur les hauteurs du causse, Murat en fait autant, ce qui prépare les deux plus grands cavaliers de l'Empire. Famille chrétienne, où on compte trois prêtres dont Fabien Imberties, ancien Jésuite, curé de Villesèque. Vénéré pour sa bienfaisance, insermenté, il devra fuir en Espagne. A son retour, il sera nommé archiprêtre de Montauban, puis évêque d'Autun (le siège de Talleyrand).

L'intègre et charitable Mathurin est digne de ce saint prêtre. La tradition veut que son fils cadet, Bertrand, soit d'Eglise, il le confie donc au curé de Prayssac. Vains calculs Bertrand deviendra général de cavalerie. La même tradition veut que l'aîné, Jean (le maréchal), soit médecin de campagne. On l'expédie au Collège Royal de Cahors dirigé, depuis la suppression des Jésuites, par le clergé diocésain. Jean y fait d'excellentes études classiques. Napoléon, dont les maréchaux sont presque tous d'admirables reîtres, découvrira vite en lui le lettré de bonne souche ; cela explique partiellement l'amitié qu'il lui vouera. Au collège, comme dans sa famille, Jean

puisera ce sens chrétien qui ne l'abandonnera jamais ; en quoi il sera, dans le corps de maréchaux, une exception unique.

Au collège, Jean trouve toute une pépinière de grands soldats : Murat, futur roi de Naples, cinq futurs généraux. Les jours de sortie, il est accueilli chez le cousin Lapeyrière, receveur du clergé, où il remarque la belle enfant qui deviendra sa femme. En 1787, ses études terminées, il se dispose à gagner Montpellier, pour y étudier la médecine, mais une série d'orages ont ruiné Prayssac et son médecin... En attendant des jours meilleurs, Mathurin initie lui-même son fils, qui est un gars magnifique, au maniement de la lancette et du rasoir... En 1791, coup de théâtre : le Directoire de Cahors désigne Murat, Bessières, Ambert (trois noms inscrits à l'Arc de Triomphe) pour faire partie de la Garde constitutionnelle, chargée de veiller sur Louis XVI. Suspecte de modérantisme, elle est dissoute par les Girondins, au moment où se préparent les affreuses journées des 9 et 10 août 1792. Néanmoins Bessières et plusieurs camarades ont gardé leur épée, ce qui leur permet, quand les sans-culottes envahissent les Tuileries, après le départ de Louis XVI, de sauver les vieillards, les femmes et les enfants. Mis hors la loi, Jean se cache pendant trois mois. Mais l'inaction lui pèse ; il fuit et s'engage dans la Légion des Pyrénées-Orientales, au 22e Chasseurs à cheval. Un mois après, ses camarades le nomment adjudant. En 1794, il est capitaine. Pendant trois ans, il se bat en Cerdagne, en Catalogne ; terrible école, tout manque : solde, nourriture, chevaux, mais cette école forme les plus merveilleux soldats de la Grande Armée.

A la suite du 13 Vendémiaire, Bonaparte, devenu général en chef de l'armée d'Italie, pénètre dans ce pays où en trois semaines, il remporte six victoires qui lui ouvrent les portes de Milan. Il y entre en triomphateur, le 15 mai 1796, acclamé par la population.

Bessières a retrouvé, en Italie, Murat promu chef de brigade. A la tête d'une cavalerie improvisée, les deux amis rivalisent d'audace. Un jour, le jeune capitaine Bessières char-

geant, avec le 22e chasseurs, une batterie, a son cheval tué, se relève, court à un canon autrichien, attaque seul les artilleurs, puis, aidé de deux chasseurs, enlève la pièce. Plusieurs faits de ce genre attirent l'attention de Bonaparte sur ce jeune officier. Il l'attache à son escorte personnelle. Cette escorte deviendra la Garde. A Borghetto, tandis que Bonaparte se repose, dans un château, et prend un bain de pied... un détachement ennemi le surprend. Le général n'a que le temps de fuir, par les jardins, avec une seule botte. Dès le lendemain, Bonaparte crée le Piquet (bientôt Bataillon des Guides) dont il confie le commandement à Bessières. C'est là désormais la famille de Bessières. Il en connaîtra chaque soldat.

Après le triomphe de Milan, Bonaparte se retourne contre les Autrichiens. Des miracles de génie et de bravoure aboutissent à quatorze victoires. Les Guides, en des charges épiques, ont pris leur large part de ces triomphes qui valent à leur chef le titre de chef d'escadron. A la journée d'Arcole, comme le note Thiers, 25 de ces héros décident du combat. La conduite de Bessières lui vaut d'être choisi pour porter à Paris les drapeaux pris sur l'ennemi. Colonel de 28 ans, Bessières reçoit de Paris un accueil enthousiaste, mais se hâte de rejoindre ses Guides puis, après l'armistice de Leoben, accompagne Bonaparte en Italie, pour une campagne d'assimilation. En mai 1798, il est avec lui en Egypte, avec trois cents Guides à cheval. C'est, à ce moment-là, toute notre cavalerie. Après la bataille des Pyramides, Bessières est chargé de former un nouveau bataillon d'élite, les Guides à pied, de créer et d'entraîner une cavalerie, de former le jeune Eugène de Beauharnais que Bonaparte traite en fils adoptif. A la bataille d'Aboukir, Murat et Bessières, par leurs charges enragées, arrachent à Bonaparte ce cri : « La cavalerie a donc juré de tout faire aujourd'hui ! ».

Mais la France menacée d'invasion appelle un sauveur. Bonaparte s'embarque, emmenant Bessières, deux cents Guides. A Paris, Murat et Bessières participent au 18 Brumaire et à l'établissement du Consulat.

Le premier consul élargit encore le corps des Guides denu la Garde Consulaire. Lannes dirigera l'infanterie, Besères, la cavalerie. Général de brigade à 32 ans, Bessières t alors un des officiers les plus en vue. En cette période des mplots, lui et son élève Eugène de Beauharnais ne quitnt guère Bonaparte qui rêve pour Bessières d'une alliance illante. Mais celui-ci, qui songe à la cousine Lapeyrière, déare ne vouloir « qu'une modeste union, dans son pays, avec fille d'un honnête homme ». Avec Murat, devenu beauère de Bonaparte, il regagne le Quercy. Cahors et Prayssac ccueillent triomphalement.

Le mariage avec Mademoiselle Lapeyrière eut lieu, en ocbre 1801. Les deux époux sont dignes l'un de l'autre. Il istera entre eux une seule rivalité, celle de la bienfaisance. contrat civil a été signé par Bonaparte, son frère Louis, r Joséphine et ses enfants. Le mariage religieux du général ra pour témoins quatre officiers républicains dont Bertrand ssières, chef de brigade. Le mariage est béni dans la main des Lapeyrière, au château de Ferrussac, par un prêtre sermenté, Mr Pélissié, délégué par le vicaire général d'Agen. Informé de ce délit, Bonaparte n'en fera pas moins aux oux un accueil chaleureux. Il verra d'un bon œil le fauurg Saint-Germain se disputer Mme Bessières dont les anières tranchent avec celles de cette aristocratie consuire où on voit des « citoyennes générales » se moucher ec leurs doigts ». Mais la jalousie de Fouché veille.

Un jour, la générale, visitant à l'improviste Mme de Narnne, trouve réunies, au salon, plusieurs dames en grand uil. Après un moment de gêne, Mme de Narbonne explique : service funèbre va être célébré dans l'hôtel, par un prê réfractaire, pour l'infortuné Louis XVI. La générale deande une demi-heure pour aller prendre le grand deuil, vient et assiste très pieusement au service. Mais, le soir, Foué présente à Bonaparte cette réunion comme un complot. asperé par d'autres complots très réels où sont compromis isieurs généraux, Bonaparte fait à Bessières une scène olente. Celui-ci demeure interdit, demande des explications.

Fouché s'est prudemment esquivé. Bonaparte expose le roman imaginé par son ministre : « Je ne m'attendais pas à être trahi par celui que j'ai comblé de bienfaits ! ». Heureusement sa police personnelle et les explications de Bessières font tomber sa colère. Mme Bessières a cru néanmoins devoir cesser ses visites au salon des Tuileries. Joséphine, ses enfants, Bonaparte sont désolés. A la fin, celui-ci prie Bessières de ramener « la charmante boudeuse ». Grand remue-ménage parmi les habitués du salon. Quel accueil le dictateur réserve-t-il à la « suspecte ? ». Elle paraît. « Sa physionomie gracieuse, presque enfantine, était, ce soir-là, empreinte de gravité ». Dès que le Premier Consul l'aperçut, il s'avança et à haute voix : « Madame, je regrette de vous avoir fait adresser des reproches par votre mari. J'ai su, depuis, que le hasard seul vous avait fait assister à un service célébré pour Louis XVI ». — Général, répondit la jeune femme d'un ton ferme, Louis XVI ne méritait pas son sort. Il fut la victime des fureurs d'un peuple égaré. J'ai voulu prier pour lui et si j'étais à votre place, je sais bien ce que je ferais. — Eh que feriez-vous, Madame ? — Je ne permettrais pas qu'en France, on fût obligé de prier Dieu dans les maisons particulières ». Il y eut un profond silence. Bonaparte aimait le courage. — « Vous avez raison, reprit-il enfin ; et avant peu, j'exécuterai un projet que j'ai formé ».

En 1802, Bonaparte célèbre, à Notre-Dame, le rétablissement du Concordat. Mais les passions antireligieuses s'exaspèrent : Moreau, Bernadotte, Jourdan, Augereau, Lannes et Oudinot eux-mêmes, complotent. Rue Saint-Nicaise éclate la machine infernale. Tout cela aboutit au plébiscite qui proclame Bonaparte *Consul à vie*. Jamais l'amitié de Bonaparte pour le ménage Bessières n'a été plus vive. Il veut être le parrain de l'enfant qui vient de naître et lui donne le nom de Napoléon. Une cloche offerte à l'église de Prayssac rappelle l'événement. Dans son testament de Sainte-Hélène Napoléon léguera trois cent mille francs à son filleul, en exprimant le désir qu'il épouse la fille de son cher Duroc. Un mois

après cette naissance, il nomme Bessières général de Division.

Le complot de Moreau aboutit à une modification dans la Garde. Lannes presque compatriote de Murat et de Bessières a voué à tous les deux une solide haine ; à Murat qui a obtenu la main de Caroline convoitée par lui ; à Bessières qui utilisa son influence auprès de Bonaparte, pour assurer la victoire de son ami. Il en veut aussi au Premier Consul, le jalouse et tient table ouverte pour les mécontents, dans l'hôtel même de la Garde et aux frais de la Garde. Ces dépenses somptuaires et d'autres aboutissent à un déficit de 300.000 francs. Bessières, co-responsable du trésor de la Garde, avertit Murat qui se précipite chez son beau-frère et le met au courant. Fureur de Bonaparte qui, voulant donner un exemple, destitue Lannes, l'oblige à restituer et l'envoie en disgrâce à Lisbonne. Lannes cherchera dès lors une occasion de se venger et la trouvera à Essling. La volonté de préserver de nouvelles aventures cette Garde qui va devenir la Garde impériale, amène Napoléon à en faire le fief de Bessières. Le commandement de ses divers corps sera confié à quatre maréchaux. Mais Bessières, tout en commandant la Garde primitive, la cavalerie, aura l'administration générale et même souvent le commandement effectif de tout le corps. C'est, comme chef de la Garde, que Bessières âgé seulement de trente-cinq ans, est compris par l'empereur dans la première promotion de maréchaux.

En 1804, Bessières est à côté de Napoléon au camp de Boulogne. Ayant renoncé à sa tentative de débarquement, l'Empereur se retourne contre les Autrichiens et les Russes. Austerlitz... bataille des trois empereurs, la plus éblouissante de nos victoires. A Austerlitz, la Garde a joué son rôle habituel de décision. Elle joue le même rôle sur la route d'Olmütz. La cavalerie de Kutusow est chargée en vain par Murat. Avec quatre escadrons de la Garde, Bessières vole au secours de son ami. La cavalerie russe culbutée s'enfuit en désordre abandonnant son artillerie. De là Bessières reprend, avec Napoléon, le chemin de Vienne, puis regagne Paris, y

réorganiser la Garde accrue de six bataillons de dragons à pied et d'un corps de Vélites à cheval.

La campagne de Prusse s'ouvre en octobre 1806. Campagne foudroyante ; en quinze jours, nous serons à Berlin où la Garde, douze jours après Iéna, ouvre l'entrée triomphale. Cependant le Tzar Alexandre accourt, avec 100.000 hommes, pour venger son allié. Le 8 février 1807, la bataille s'engage à Eylau. Rafales de neige qui aveuglent nos soldats. Le corps d'Augereau presque détruit, les masses russes marchent vers le cimetière où se tient Napoléon. Pour tout sauver, celui-ci fait appel à Murat et Bessières. Ils partent comme la foudre. Les dragons et les cuirassiers de Murat, après avoir enfoncé les deux premières lignes, se replient épuisés. Mais Bessières accourt avec les « invincibles », les chasseurs de la Garde. Son cheval est tué, son aide de camp foudroyé. Sur un autre cheval, il avance toujours, culbute cavalerie, infanterie et artillerie ennemie. Pendant ce temps, une colonne de 5.000 Russes vient se heurter à l'Empereur. Berthier le supplie de fuir. Napoléon lui jette un regard sévère et ordonne de faire avancer simplement un bataillon de la Vieille Garde qui se trouve à quelque distance. Les grenadiers arrivent. Dorsenne leur crie : « Feu ! » Ils grognent : « Nos baïonnettes suffiront ». De fait, à la vue des hauts bonnets à poil, les grenadiers russes sont comme frappés de stupeur. Sans tirer une cartouche, les grognards nettoient la plaine à la baïonnette.

« La boucherie d'Eylau » n'a rien résolu. Pour combler les vides de l'armée, il a fallu lever les conscrits de l'année suivante. Bessières les entraîne et à Friedland ces enfants seront des héros. L'Empereur entre à Tilsitt où le Tsar et le roi de Prusse réclament un armistice. L'entrevue des trois souverains a lieu sur un radeau du Niémen. Le roi de Prusse n'a été admis aux négociations que sur les prières d'Alexandre et c'est Bessières qui est chargé de l'accueillir, ce qu'il fait en gentilhomme. En regagnant l'Italie, Napoléon l'a chargé d'organiser et de présider le grand triomphe de la Garde.

Le 25 novembre 1807, dix mille hommes de la Garde entrent dans Paris, Bessières en tête, par un arc de triomphe

monumental. Une immense foule acclame follement les Invincibles. Nul maréchal, note le général Ambert, n'avait alors en France une popularité comparable à celle de Bessières. Il personnifiait la vieille Garde.

Dévoué à l'Empereur, Bessières ne fut jamais courtisan. Tandis que Napoléon parcourt l'Italie, le maréchal apprend les projets de divorce. Il attribue ces bruits à Fouché et lui fait une scène violente. Ravi, le Ministre de la police informe l'Empereur qui, à son retour, traite froidement le maréchal. Celui-ci n'en combat pas moins le projet. Il combat aussi la folle entreprise espagnole. — « Vous êtes donc fatigué de combattre ? », réplique sèchement le demi-dieu. — « Non, Sire, mais la France a besoin de repos et Votre Majesté ne pourrait que grandir, en s'occupant du bonheur de son peuple, pendant une paix durable ». Adulé de tous, l'Empereur n'est plus capable d'entendre un conseil de sagesse.

Il continue d'ailleurs à témoigner son affection à un des seuls hommes qui aient le courage de le contredire. En 1808, il fait Bessières duc d'Istrie et le charge d'aller mettre un peu d'ordre dans l'affreux guêpier espagnol. Des consignes lui arrivent de Paris : 1°) Réduire des deux tiers le nombre des couvents qui prêchent la guerre sainte, confisquer leurs biens ; 2°) faire des exemples terribles dans les populations révoltées ; 3°) ruiner, par des pamphlets envoyés de Paris, la réputation des Bourbons, exalter leur successeur Joseph.... Bessières estime ces méthodes déplorables, temporise, affecte les biens des couvents dissous aux curés de campagne, sauve plusieurs monastères en y hospitalisant ses officiers blesssés. Ce geste sera récompensé. Les moines s'exposeront plus tard à la mort, pour défendre le dépôt confié. Sévir contre les révoltés ? Le maréchal sait très bien que les grands responsables ne sont pas les paysans, mais, comme l'écrit Fr. Masson, tels de nos généraux : « gredins de marque qui exaspérèrent les populations et ne négligèrent aucun moyen pour les amener à la révolte ouverte ». Bessières prend une méthode opposée et vide sa bourse pour secourir les régions dévastées. Semer des pamphlets ? Il écrit à Napoléon qu'une telle tac-

tique, outre qu'elle manque de noblesse, sera inopérante. A quoi Napoléon répond : « Mon cousin... ce sont des contes. Les Espagnols sont comme les autres peuples... ». Mais la brillante victoire de Medina-del-Rio-Seco où Bessières, avec 15.000 hommes, balaie les 30.000 soldats de Blake et Cuesta enchante l'Empereur. « Bessières, s'écrie-t-il, a mis mon frère Joseph sur le trône d'Espagne ». Hélas ! la capitulation de Dupont à Baylen que la victoire de Burgos remportée par Soult et Bessières ne répare pas, exige la présence de Napoléon. Il arrive. A la tête de la Garde, Bessières nettoie la route de Madrid où il entre le 4 décembre 1808. Et tandis que Napoléon regagne la France, il est chargé par lui de gouverner les neuf provinces du Nord de l'Espagne. Poste infiniment délicat. C'est par là que passe le chemin de France. De janvier à mars 1809, le duc d'Istrie achève de pacifier le Nord et y laisse un souvenir impérissable de bonté et de justice.

Napoléon rappelle le maréchal pour réorganiser la Vieille Garde, entraîner la Jeune. A l'entrée en campagne, Bessières commande un corps de 20.000 cavaliers. Par des charges épiques, en cette campagne de cinq jours qui compte cinq victoires, il contribue à balayer l'armée autrichienne dont les effectifs sont le double des nôtres et poursuit l'armée de l'archiduc Louis. A Neumarkt, l'ennemi enfin renseigné sur les faibles effectifs du maréchal fait volte-face. Jacquinot prévient Bessières que les masses autrichiennes déferlent sur notre frêle avant-garde. Bessières répond en patois de Cahors : « Dites à votre général que plus ils seront, plus nous en prendrons. Nous allons les écraser comme fromage de Rocamadour » : « Anen lous espouti coumo de froumatché dé Rocamadou ». Bessières est, le 10 mai, sous les murs de Vienne qui capitule.

Napoléon doit encore faire face à deux armées. Deux ponts sont jetés sur les deux bras du Danube que sépare l'île de Lobau. Bessières avec la division de Lasalle, Masséna avec deux divisions d'infanterie ont à peine traversé, occupé Aspern et Essling que le grand pont se rompt. Les effectifs en ligne vont avoir à se battre un contre trois, sans vivres et

sans munitions. Bessières est sous les ordres directs de l'Empereur. Néanmoins, vu les circonstances, comme il avait, en la marche sur Vienne, subordonné Lannes à Bessières, il subordonne ici le duc d'Istrie à Lannes. Celui-ci va y chercher l'occasion d'humilier l'homme qui valut à Murat, avec la main de Caroline, le royaume de Naples. Submergé par les troupes autrichiennes, il expédie à Bessières un ordre volontairement offensant : « Je vous *ordonne* de charger à la tête des cuirassiers et de charger à *fond* ». Dominant sa juste indignation, le duc d'Istrie charge, avec les cuirassiers d'Espagne déjà décimés, laissant Lasalle en réserve. Cette charge enragée enfonce cavalerie et infanterie autrichienne. Mais vingt-cinq régiments de cavalerie ennemie arrivés en renfort submergent nos cuirassiers réduits à l'effectifs de deux régiments. Tête nue, Bessières, entouré des uhlans, se bat au sabre ; tous ses aides de camp, sauf Baudus, sont tués. Le général Espagne et trois de ses colonels tombent. Lasalle arrive enfin avec deux brigades légères. La situation est sauvée mais la division Espagne n'existe plus ; Lannes va être coupé de Masséna. Par une nouvelle charge de cavalerie, Bessières le sauve encore. « Deux fois écrit Rabel, en cette terrible journée du 21, le maréchal avait sauvé l'armée ».

Le lendemain, 22 mai, Bessières sauvera l'armée et Lannes une troisième fois. Mais Napoléon ordonne la retraite. L'archiduc Charles en profite pour essayer de nous précipiter dans le fleuve. Bessières charge au triple galop avec ses cuirassiers, Lasalle l'appuie avec ses chasseurs. L'offensive ennemie est brisée. Lannes se repose au bord d'un fossé, les jambes croisées l'une sur l'autre, quand un petit boulet perdu vient, en ricochant, lui briser les deux jambes. Noblement oublieux des injures de la veille, le duc d'Istrie accourut « reçut son adversaire frappé à mort, dans ses bras, serra sa main défaillante ».

Le 5 juillet 1809, nous abordons les Autrichiens à Wagram. Bessières charge les carrés autrichiens, puis passant entre la cavalerie et l'infanterie, fond en avalanche sur l'artillerie. C'est alors qu'un boulet passe entre la selle et le corps de son

cheval qui est tué. Lui-même est jeté à terre profondément blessé. Les grognards le voyant passer sur une civière et le croyant mort, pleurent et jurent de le venger. Napoléon accouru auprès de Bessières, lui dit affecteusement : « Oh ! le beau boulet ! Il a fait pleurer ma Garde ! ». Mais, ajoute-t-il, « Votre blessure me coûte vingt mille prisonniers que nous aurions faits si vous fussiez resté à la tête de ma cavalerie. Il lui a manqué un chef. Sans ce malheureux coup de canon, c'en était fait de la monarchie autrichienne ».

A Paris où il a guéri de sa blessure, Bessières, qui n'a cessé de blâmer le divorce, continue à voir Joséphine à la Malmaison.

Quelques semaines plus tard, l'Empereur, loin de garder rancune à Bessières pour son opposition, le choisissait pour aller accueillir la future impératrice à Strasbourg. « Elle verra en même temps, dit-il, un homme de guerre, un gentilhomme et l'honneur en personne ».

Mais l'incendie espagnol s'étend. Le fantasque Junot, le vieux Masséna — qui, malgré ses infirmités, garde le même goût immodéré pour le plaisir et le vol, la même jalousie maladive qui le brouille avec tous ses lieutenants — n'ont fait que des sottises. Napoléon « ensorcelé par sa Dalila » et attendant la naissance de son héritier, n'a pas le courage d'aller en Espagne. Il y expédie Bessières qui est accueilli avec enthousiasme par l'armée et les habitants. Comme à la précédente campagne, il commence par réparer les rapines, les violences de ses prédécesseurs, délivre les prisonniers injustement incarcérés, vide sa bourse personnelle pour secourir les populations mises au pillage, il s'attache à faire aimer la France. Il y parvient si bien que son départ pour Paris, en septembre 1811, est un deuil public. L'Empereur le rappelle, pour préparer la Garde à la campagne de Russie, et aussi pour lui confier la tutelle du Roi de Rome.

Avant de gagner les steppes de Russie, pour cette campagne désastreuse dont il s'est efforcé de détourner l'Empereur, le Maréchal va faire ses adieux au pays natal. Cahors, Prayssac font à celui qui, parti simple cavalier, revient maréchal et

duc, un accueil triomphal et reconnaissant. En effet, fidèle à la tradition paternelle il n'est pas d'entreprise charitable qu'il n'ait discrètement secourue. Dans une vaste grange de Prayssac, le maréchal offrit un banquet à ses compatriotes. A sa droite se trouvait son vieux père, à gauche M. le Curé qui fut prié de dire le *benedicite.* On parla patois, on trinqua. Tsanntett promit de revenir pour toujours, dès que la paix serait signée... Hélas ! Prayssac ne le reverrait plus. Mais sa statue de marbre blanc, sur la grand'place, veille toujours, en face du monument aux morts de 1914-1918.

En 1812, l'armée « des vingt nations » est prête. Bessières assure, avec la direction générale de la Garde, le commandement particulier de sa cavalerie. L'armée russe accepte enfin le combat à Borodino, sur la Moskova. Murat, Ney, en fin de combat, demandent à l'Empereur de faire donner la Garde, pour anéantir l'armée russe. Bessières, affirme Baudus, supplie aussi l'Empereur qui répond : « Je ne ferai pas démolir ma Garde. A huit cent lieues de France, on ne risque pas sa dernière réserve ». Pendant la nuit tragique du 15 au 16 septembre, Bessières voyant les flammes gagner le Kremlin, fait violence à Napoléon qui loge dans ce palais et l'oblige à se retirer.

Ici, se place un nouveau trait d'humanité raconté par Baudus et digne de Bayard. Pendant ces heures horribles où l'exaspération des Français ne connaît plus de bornes, une foule de pauvres Russes, vieillards, femmes, enfants, chassés de leurs maisons incendiées, se porte vers le quartier du maréchal. Un soir, au moment de se mettre à table, avec son état-major, il voit son palais envahi par ces pauvres gens qui réclament du pain. Ses officiers veulent les éloigner. Mais Bessières s'interpose : « Messieurs, allons ailleurs chercher à dîner ». Puis tout bas à Baudus : « Faites asseoir à notre table ces pauvres gens. Qu'on leur donne toutes nos provisions et ne les quittez pas ».

A ce sujet Baudus glane encore ce trait : au moment le plus affreux de la débâcle, au passage de la Bérézina, quelques grognards découvrent, dans la neige, une fillette de 11 à 12

ans presque nue, gelée. Transportée dans la hutte du maréchal, on la frictionne avec de la neige. Elle rouvre les yeux en appelant : « Maman ! ». Ses parents qui appartiennent à la colonie française de Moscou sont morts. Bessières la fait habiller, l'adopte, finit par trouver une voiture pour la transporter. La gangrène se met aux pieds et aux mains répandant « une odeur insupportable ». Par des miracles de charité, le maréchal conduira néanmoins l'infirme jusqu'à Vilna, la confiera à des religieuses, en versant « une somme considérable ». Il manifeste l'intention de ramener l'enfant en France dès sa guérison. Il se préparait à demander des nouvelles de sa protégée quand il fut tué.

L'affreuse retraite commença, en octobre 1812. Un soir, le 21 de ce mois, Napoléon rejoint Bessières à Malo-Jaroslawetz ; le combat a été horrible. Bessières, après avoir parcouru, à dix heures du soir, l'affreux champ de bataille, rend compte à Napoléon réfugié dans une hutte de Ghorodnia. Un silence de mort suivit ce rapport. Effondré Napoléon baissait la tête. Le lendemain, la situation devint plus critique encore. Napoléon se concertait avec son état-major quand 5.000 Cosaques tombèrent au galop sur le petit groupe. Heureusement Bessières arriva avec les grenadiers et les dragons de la Garde, dégagea Napoléon, chargea les Cosaques et les dispersa.

On repartit sur Smolensk, Napoléon ne quittait plus la Garde, la seule formation qui gardât figure d'armée. L'affreux hiver se déchaînait. Et l'on arriva à la Bérézina. Napoléon eut alors l'appréhension du suprême malheur et Bessières put se souvenir des mots de Napoléon revenant de Milan recevoir la couronne des Empereurs d'Occident. Appuyé à son bras, tandis qu'ils passaient le mont Cenis, il disait : « Vous trouvez cela beau, n'est-ce pas ?... Eh bien, je ne me fais pas illusion. Je ne suis que l'instrument de la Providence. Aussi longtemps qu'elle aura besoin de moi, elle me conservera. Quand je ne lui serai plus utile, elle me brisera comme un verre ».

Le passage s'opéra dans un affreux désordre dû à l'im-

mense troupeau de traînards. On parvint à Smorgoni. La conspiration Malet avait faillit réussir... Il fallait, à tout prix, que l'Empereur gagnât la France, pour sauver le pays et reconstituer une armée. Les maréchaux convaincus pour la plupart que cette fuite est nécessaire, n'osent néanmoins en parler. Ils confient cette difficile mission à Bessières. Mais, dès les premiers mots, l'Empereur entre dans une vive colère : « Il n'y a que mon plus mortel ennemi qui puisse me proposer de quitter l'armée, dans la situation où elle se trouve ». Bessières insistant, Napoléon porta la main à son épée : « Quand vous m'aurez tué, dit froidement le maréchal, il n'en sera pas moins vrai que vous n'avez plus d'armée, que vous ne pouvez plus rester ici, parce que nous ne pouvons plus vous garder ». Murat et Eugène entraînèrent le maréchal. Mais sa colère passée, l'Empereur le rappela : « Puisque vous le voulez tous, dit-il, il faut bien que je parte ». Dans la nuit du 5 au 6 décembre, l'Empereur quittait l'armée, en laissant le commandement à Murat.

Dès le 24 janvier 1813, Bessières est rappelé à Paris, pour réorganiser une nouvelle Garde. La France n'a plus d'hommes, elle donne des enfants : les *Marie-Louise*. Encadrés par les grognards, ils se révéleront des héros. L'Europe est debout pour nous écraser. Avant de quitter Paris, pour l'Allemagne, Bessières répète aux siens : « Je ne reviendrai pas. Avec nos jeunes soldats, c'est à nous autres chefs à ne pas nous épargner ». Napoléon a mis sous ses ordres une armée de plus de cinquante mille hommes : la Garde et toute la cavalerie. Bessières passe la nuit du 30 avril 1813 à Weisenfels. Il se prépare à attaquer et à mourir. L'excellent Baudus est frappé de sa gravité. Comme l'héroïque Lasalle, Bessières, pendant vingt ans se croit et paraît à l'abri des coups du sort. Au cours des charges les plus folles, il plaisante ses officiers sur qui pleuvent balles et boulets. Or, le 1er mai, à l'aube de Lutzen, cette certitude l'abandonne : son heure est venue. Baudus, déjeunant avec lui, est longtemps sans pouvoir lui faire rien accepter. Il insiste. — « Au fait, lui répond enfin le maréchal, si un boulet de canon doit m'enlever ce

matin, je ne veux pas qu'il me prenne à jeun ». En sortant de table, le maréchal me donna la clef de son portefeuille et me dit : « Faites-moi le plaisir de me chercher les lettres de ma femme ». Il les prit et les jeta au feu, après les avoir considérées pendant quelques minutes. Geste singulier car, depuis son mariage, il gardait toutes les lettres de sa femme. Frappé de ces détails, Baudus dit à un camarade : « Si l'on se bat aujourd'hui, le maréchal sera tué ».

Ney engageait déjà la bataille, enlevait le village de Rippach, Bessières vint reconnaître le défilé et se trouva ainsi en face d'une batterie prussienne. Le premier boulet tiré emporta la tête d'un maréchal des logis des chevaux-légers polonais, ordonnance de Bessières. Celui-ci très affecté par la mort de ce bon serviteur poursuivit néanmoins son inspection. Il rejoignit Ney qui, lui montrant la plaine couverte par la cavalerie prussienne, cria : « Que viens-tu faire seul ? vois, si ta cavalerie était ici, la belle besogne ! — Je vais l'envoyer chercher, répondit Bessières, et elle va venir là ». Comme il s'éloignait, pour donner ses ordres, passant près du cadavre décapité de son ordonnance, il dit à Bourjolly : « Je veux qu'on enterre ce jeune homme. D'ailleurs l'Empereur serait mécontent, s'il voyait un sous-officier de la Garde tué là. Car si ce point était repris, il serait fâcheux qu'à la vue de cet uniforme l'ennemi pût croire que la Garde a donné ». Comme il remettait sa lorgnette à la poche, un boulet de la même batterie qui avait décapité son ordonnance, arriva en ricochant, le frappa en pleine poitrine, l'enleva de cheval, le jeta à terre, le corps traversé de part en part. Pas un cri ne s'échappa de ses lèvres.

« Un acte de charité envers un de ses semblables, conclut Baudus et l'accomplissement de ses devoirs envers sa patrie, tels furent les sentiments qui occupèrent les derniers moments du maréchal, comme ils avaient noblement rempli son âme pendant sa vie. Nous considérerons toujours l'avertissement qu'il reçut de la Providence, sur sa fin prochaine, comme une récompense de tout le bien qu'il a fait sous nos yeux aux malheureuses victimes de la guerre ». Plus tard,

dans cette plaine de Lutzen, le roi de Saxe élèvera un monument à la mémoire de Bessières, près du tombeau de Gustave-Adolphe.

Le chef de la Garde, écrit le général Ambert, « porta très haut le bâton de maréchal de France. Ce qui distingue surtout le duc d'Istrie, c'est la beauté de son caractère... Il fut vertueux à une époque où la véritable vertu se voyait rarement. Il se montra religieux en un temps d'indifférence. Il fut désintéressé. Tout était noble en lui, jusqu'au regard. Jamais mauvaise pensée n'entra dans son âme ».

L'armée et Napoléon pleurèrent le maréchal. Comme le baron Fain allait expédier à la maréchale la lettre de l'Empereur qui lui annonçait son malheur : « Vous connaissiez Bessières, interrogea Napoléon. — Oui, sire, sa perte sera un deuil pour l'armée qui le chérissait. C'était pour Votre Majesté un ami fidèle. — Dites aussi que c'était un honnête homme. Ce mot comprend tous les éloges ».

Le corps embaumé fut reçu triomphalement à Paris, transporté aux Invalides. Veillé par les soldats de cette Garde à qui il léguait son âme, exposé aux hommages de la foule, il descendit enfin dans cette tombe où il allait attendre les cendres de Napoléon et celles de Foch.

A Cahors et à Prayssac, l'inscription gravée sur le socle de sa statue et empruntée au Mémorial de Sainte-Hélène résume noblement sa vie : « Il avait vécu comme Bayard ; il mourut comme Turenne » (1).

Albert Bessières.

(1) Voir notre volume : *Le Maréchal Bessières*, qui vient de paraître chez Charles Lavauzelle, Paris-Nancy-Limoges. (304 p., in-8°).

EN CAMPAGNE
AU PAYS DE NORVÈGE

Le 18 avril, le 6e bataillon de chasseurs alpins, fanfare en tête, défile une heure durant dans Brest, avant de se rendre au quai d'embarquement. Le « Djenné », coquet paquebot mixte de 9.000 tonnes de la compagnie Paquet, nous attend. Nous embarquons à 15 h. 30. A 19 h. la passerelle est enlevée. Et tandis que la fanfare du 6e B. C. A., massée entre le château et la dunette, joue un pas redoublé devant les représentants du G. O. G., du ministère de la guerre et du préfet maritime, le « Djenné » appareille salué à son tour par la Musique de la flotte qui sonne en l'honneur de la 27e demi-brigade, les refrains des bataillons et la Sidi-Brahim.

A 20 h. en rade, on jette l'ancre, pour attendre le « Flandres » et le « Paul Doumer » qui forment convoi avec nous et à bord desquels ont embarqué respectivement : le 14e B. C. A. et un groupe du 10e régiment d'artillerie coloniale — le 12e B. C. A. et l'état-major de la brigade de haute montagne. Enfin à 21 h. les trois paquebots, escortés par les torpilleurs X. 71 (*Vautour*) et X. 73 (*Albatros*), franchissent le goulet de Brest. L'aventure est commencée ; avant de retrouver le ciel de France, le 21 août, nous aurons fait 40 jours de mer et parcouru 12.000 kilomètres.

Le Père Xavier de la Baume, officier comme moi au 6e chasseurs alpins, partage ma cabine. Quelles bonnes heures passées ensemble. Et pourtant, — simple pressentiment ou avertissement providentiel, — lui, toujours joyeux et enthousiaste tout en goûtant, comme son tempérament ardent l'y poussait, cette perspective d'aventure, ramenait souvent la conversation sur « ses » dangers et en particulier sur les difficultés d'évacuation et de soins aux blessés dans ce pays de neige et de montagnes.

Le lendemain, 19 avril, on aperçoit dès 6 h. 30 par tribord les côtes anglaises de Cornouailles. L'aumônier du bataillon dit la Messe dans sa cabine, ainsi que les trois autres prêtres à bord. La mer est calme malgré le temps couvert. La terre apparaît et disparaît. Nous ne filons guère plus de 15 nœuds pour nous maintenir à l'allure du « Flandres », le moins rapide du convoi. Dans la matinée, le commandant du bord donne à chaque unité son emplacement d'alerte et, en guise d'exercice, chacun s'y rend au son de la sirène du vapeur et de tous les timbres électriques. Tous les chasseurs doivent continuellement porter leur ceinture de sauvetage, car on craint les sous-marins allemands.

En exécution des ordres donnés par le capitaine de frégate qui commande le convoi et que transmettent les gros yeux clignotants des projecteurs Morse, les bateaux modifient souvent leurs positions respectives, de façon à gêner le pointage des torpilles du corsaire toujours possible. Vers 18 h. un hydravion anglais nous survole et lâche quelques rafales de mitrailleuse. Aussitôt après, il lance une fusée à deux feux rouges. Que veut-il dire ? Le contre-torpilleur « Albatros » vire alors de 180 degrés et s'éloigne. A bâbord, le « Vautour » forçant de vitesse coupe la route du « Paul Doumer » et vient sur notre avant. A bord on a pris les dispositions d'alerte. La surprise, l'intérêt plutôt que la peur, se lisent sur les visages. Il semble qu'on soit en sûreté parce qu'on ne voit rien. Le « Paul Doumer » vient à bâbord, en faisant de brusques changements de barre, ainsi que le « Flandres ». L'hydravion, lui, survole un endroit autour duquel « l'Albatros » décrit des cercles. Bientôt le » Djenné » est ébranlé par trois chocs consécutifs ; cinq minutes après, deux nouveaux grondements. Et à 19 h. l'alerte est terminée et fait l'objet de toutes les conversations autour des tables dont le service n'a même pas été retardé. Par bribes, on reconstitue l'aventure. L'hydravion, croisant providentiellement dans ces parages, a aperçu un sous-marin en plongée à deux milles sur notre avant ; pour signaler le danger il a tiré sur l'endroit suspect et lâché une fusée. Les trois paquebots ont reçu l'ordre d'abattre sur bâ-

bord de 180 degrés pour laisser libre le champ d'attaque de l'ennemi par les torpilleurs. « L'Albatros » a lancé trois, puis deux grenades sous-marines, qui nous ont un peu ébranlé. Quant au sous-marin, touché ou non, il a disparu sans laisser de traces. Ce sera la seule alerte de nos nombreux jours de navigation.

Pour célébrer l'événement, notre chef de bataillon invite les officiers à sabler le champagne au bar après dîner. Le capitaine de frégate, qui a commandé un sous-marin pendant l'autre guerre, raconte des souvenirs de plongée. On plaisante et l'on rit comme c'est naturel après un danger. Mais je ne puis m'empêcher de penser qu'il y a peut-être maintenant, à quelques milles de nous, au fond de la mer, tout un équipage qui attend la mort ou s'y est déjà engouffré. C'est notre premier contact avec le brutal : « Meurs ou tue », de la guerre, et l'on ressent plus âprement sa discorde criante avec la loi d'amour.

Le samedi 20 avril, nous stoppons vers 9 h., vers l'entrée de la Clyde, pour embarquer le pilote qui nous conduit à travers les passes du filet de protection contre les sous-marins. Vers 10 h. nous mouillons en rade de Greenock, à quelque 20 kilomètres de Glasgow. Une verte pelouse, piquée de grands arbres, monte en pente douce de la mer à un petit château-cottage. De jolies petites vaches, qui semblent faites pour le petit Trianon, paissent au soleil. Au second plan un village, dont on ne distingue nettement qu'une grosse tour carrée, où passent et repassent les vols de grands oiseaux blancs. Dans le lointain, les monts d'Ecosse se découpent à arêtes vives, d'autant plus tourmentés d'allure qu'ils tranchent sur les petites boules blanches des nuages d'un beau ciel.

Contrastant avec le calme de ce paysage idyllique, de gros bâtiments de guerre balancent leur masse sur les flots : Le « Resolution », les deux porte-avions « Glorious » et « Ark Royal ». Sans descendre à terre nous reprenons tout de même contact avec elle, grâce au courrier qui part pour la France et aux journaux anglais qui nous apprennent que les Anglais

ont débarqué à Namsos. Irons-nous les renforcer, ou bien pousserons-nous plus au nord, vers Narvik ? Dans la première hypothèse, Namsos étant à 64 degrés 28 minutes latitude nord, nous ne franchirons pas le cercle polaire qui est à 66 degrés 33 minutes. Or, vers le soir, arrivent des ordres concernant notre destination finale : c'est Namsos. Aussitôt les cartes, distribuées la veille du départ, sont déployées et l'étude de la région commence. La ville compte 3.615 habitants. C'est un bon port situé au fond d'un fjord de 20 milles de long, sur 1 à 2 milles de large. Et chacun s'en va bâtir des rêves sur ces grêles données.

Au réveil, nous voyons défiler à tribord des côtes écossaises jalonnées de phares peints en blanc éclatant, puis nous entrons dans le canal des Hébrides, long de plus de 200 kilomètres, où nous naviguons jusqu'au soir. La mer est à peine agitée par le clapotis du courant de flot, très fort en ces parages. Le soir, nous doublons le cap Dunorgan Head, à la pointe de l'Ile de Skye ; de hautes falaises de basalte d'un noir sinistre se dressent, hérissées de figures étranges, et de crêtes en forme de table. Çà et là quelques villages. Vers le soir, ayant franchi le petit Minch, nous entrons dans le Minch du Nord qui nous mène vers les Iles Orkney, où s'abrite la célèbre base de Scapa-Flow.

Nous y mouillons le lendemain à 7 heures, dans une des rades nord-est près de la passe par où s'est introduit le sous-marin allemand qui coula le Royal-Oak. En rade on trouve le cuirassé « Rodney » dont le pont a résisté à une bombe d'avion allemand, et des torpilleurs anglais et français que survolent plusieurs saucisses. Comme il fallait s'y attendre les Allemands sont curieux de savoir ce qui se passe ici, et nous avons plusieurs alertes aux avions dans la journée. Le signal en est un pavillon rouge hissé sur tous les navires en rade ; une flamme vert-blanc-vert indique la fin de l'alerte. Les marins ont d'ailleurs l'air d'être habitués à ces petites plaisanteries. Aussi ont-ils pris d'autres précautions. En flânant sur le pont, chacun tire ses jumelles pour admirer la marine de Sa Majesté. Bientôt des exclamations de surprise ;

on se désigne un cuirassé d'allure magnifique qui balance ses tourelles à quelques encâblures ; après quelques secondes d'examen plus sérieux, on découvre la réalité : c'est un bateau en bois peint ; ses canons, fièrement pointés, sont de beaux troncs bien pleins, sa cuirasse n'est que de bonnes planches. Cette découverte a aiguisé les perspicacités ; on découvre aussi un faux porte-avions avec quelques appareils postiches. Quand les Allemands viennent survoler la rade pour vérifier les forces maritimes, leur évaluation risque bien d'être imprécise et s'ils veulent bombarder l'escadre, ils ne casseront que du bois.

Nous apprenons que notre départ pour Namsos est différé et le lendemain 23 avril, la radio confirme la nouvelle du bombardement de cette ville et la destruction de l'appontement. La lutte paraît vive entre Trondjhem et Namsos, à Steinkjer. Mais pour nous, il n'y a qu'à attendre. Pour tuer le temps, on fait force bridges. C'est peut-être aussi pour nous occuper qu'arriva l'ordre de tout préparer pour un transbordement du « Djenné » sur les transports qui viennent de conduire en Norvège la 5e demi-brigade. En effet le « El Djezaïr », le « El Kantara » et le « El Mansour » sont plus petits et plus maniables et se prêteront mieux à un débarquement qui risque d'être difficile, vue la destruction des quais ; mais ils ne pourront emporter que la moitié environ des hommes et du matériel, dont tout le 6e B. C. A. Quand tous les paquets sont prêts et toutes les dispositions prises, arrive naturellement le contre-ordre. Nous resterons sur le « Djenné », qui après avoir mazouté, appareille le 24 à 15 heures non plus pour Namsos, mais bien pour Narvik, port situé hors de la limite des bombardements massifs allemands.

Pour cette dernière étape nous avons une escorte plus imposante : 4 torpilleurs, dont 3 français : « Tartu », « Chevalier-Paul », « Milan » et un anglais : « Faine ». Les contre-torpilleurs « Vautour » et « Albatros » regagneront la France en emportant notre courrier. Pour nous permettre de donner rapidement de nos nouvelles, on nous a remis des cartes de priorité navale : le travail de rédaction est restreint à quel-

ques mots répondant à une série de rubriques, véritable anticipation des correspondances actuelles entre zones libre et occupée. Le voyage se poursuit sans incident ; à minuit nous passons entre les Shetland et les Faroe, dans des parages où la veille un avion anglais avait signalé deux sous-marins allemands ; nous l'apprendrons le lendemain sans avoir été dérangés dans notre sommeil. Mais par exemple la mer commence à se faire mauvaise. Une brise « bien établie » — c'est le terme marin, et il n'est pas hyperbolique — souffle de l'est, et entretient une grande houle. Le tangage commence à se faire sérieusement sentir. Au repas, de nombreuses places restent vides.

Le lendemain, 26 avril, la houle a disparu ; la brise d'est continue et la mer est légèrement moutonneuse. Chacun s'en trouve mieux et reparaît, ragaillardi. A 8 h. 45, le « Tartu » nous transmet par optique un message d'un certain « Amiral Narvik » ainsi libellé : « Je suggère que votre plus petit bateau contenant un bataillon débarque à Skaaland, après avoir pris pilote à Harstad. Le reste du convoi continuerait sur le Fjord de Sag. Les bâtiments ne mouilleront pas ». C'est la première indication un peu précise ; on se jette en hâte sur les cartes pour repérer les lieux. Le communiqué du matin nous fait comprendre cet ordre : on signale que des 2.500 Allemands de Narvik, 1.000 sont aux abords de la ville, et 1.500 au nord, autour de Gratangen. C'est précisément vers cette région que nous nous dirigeons. Par ailleurs on signale dans le même radio-journal que 8 divisions allemandes sont prêtes à être embarquées en Baltique et que l'Allemagne est sur le point de remettre à la Suède un ultimatum concernant l'exploitation du fer par Lulea.

Le samedi 27 avril, le soleil se lève à 2 h., paraît-il. Les gens courageux disent avoir aperçu des côtes neigeuses dès cette heure. En tous cas la Providence nous a préparé un premier contact vraiment féerique avec cette terre inconnue. Quelques jours auparavant, le communiqué avait signalé une abondante chute de neige, gênant les opérations scandinaves ; elle a revêtu de blancheur éclatante les côtes, dont on

commence à apercevoir le dessin. De plus une bonne brise a chassé tous les nuages, et la mer se partage avec le ciel les tons du bleu, sous un soleil de Provence, qui réchauffe les passagers montés sur les ponts pour jouir du coup d'œil.

De hautes montagnes sans une tache se dressent devant nous. Au premier abord, on n'aperçoit pas trace de présence humaine. Le bateau glisse sans bruit sur une mer d'huile. Est-ce le pays de Blanche-Neige ou le royaume de la Belle au Bois Dormant ? Les pics, pourtant, font songer aux Alpes que nous venons de quitter ; mais le fjord où nous entrons ne ressemble pas tout à fait à ce qu'on peut imaginer sur la foi des géographies. Dans le Nord en effet, les montagnes laissent courir, le long de la mer, une bande de rivage plus ou moins large, alors que dans le Sud, où se trouvent les fjords les plus célèbres, les parois tombent souvent à pic dans les flots, en créant de gigantesques cañons.

Hier nous avons dépassé le cercle polaire à 66° 33'. Sans être encore bien terrible, le froid se fait plus vif à mesure que le convoi se faufile plus avant dans le Topsundet, étroit défilé qui conduit à Harstad, petit port de la province de Tromsö. Maintenant que nous sommes à quelques centaines de mètres des rives, elles se révèlent moins désertes qu'à première vue. De ravissantes maisons de poupées, construites uniquement en bois et toutes cubiques, sauf leurs toits en pente, sont piquées çà et là en chapelet multicolore le long de la mer ; rouges, jaunes ou blanches, elles abritent les pêcheurs qui vivent de ces eaux très poissonneuses. De loin en loin, quelques villages ; mais on ne distingue ni temples, ni églises : là où il s'en trouve, ce sont simplement de grandes bâtisses, peintes en blanc éclatant. Intrigués par les spectacle de notre cortège, — trois paquebots, escortés par quatre bateaux de guerre — quelques indigènes restent plantés sur le seuil de leurs demeures. Pas un cri, presque aucun geste ; on n'a nullement l'impression d'un pays récemment envahi. En tous cas nous ne sommes pas attendus par la population, c'est visible.

La visite d'un capitaine français de la mission de liaison

auprès du commandement anglais, nous confirme assez dans cette impression. Il monte à notre bord en rade d'Harstad, où nous stoppons vers 17 h. « Beaucoup de circonspection une fois à terre », nous recommande-t-il : il y aura à se méfier des traîtres et des espions (on ne parlait pas encore de la 5e colonne) qui foisonnent dans le pays. Mais le général Béthouard, commandant les forces alliées de la région, attend beaucoup de nous : malgré les communiqués anglais qui en annonçaient la prise, Narvik en effet est aux mains des Allemands, qui l'ont réoccupée aussitôt après le départ des compagnies anglaises de débarquement. Il s'agit de monter des opérations pour reprendre ce port.

Vers 19 h. nous quittons Harstad ; ce sera la première et dernière ville norvégienne que j'aurai vue de près ; elle n'est pas attrayante, toute noire d'entrepôts et d'usines, comme une tache sur la belle page blanche du paysage, enluminée par les petites maisons isolées et les hameaux multicolores. A minuit, nous stoppons dans le fjord de Salangen, et le débarquement commence, grâce à ces petits chalutiers norvégiens qui nous transporteront souvent d'un fjord à l'autre, et qui cette fois nous transbordent du « Djenné » à la terre.

La lune et les étoiles brillent faiblement dans une nuit à peine ébauchée que l'éclatant décor de neige rend à la fois moins sombre et plus mystérieuse. Sur le petit bateau où nous sommes entassés, bientôt personne ne parle plus : seuls retentissent des ordres de manœuvre en anglais et en norvégien, scandés par le perpétuel battement à deux temps du moteur. On n'ose pas espérer que le débarquement se fera sans plus de difficultés et en même temps, il faut faire effort pour imaginer que dans ce théâtre de féerie, un acte de guerre est en train de se jouer.

Sans encombres, nous débarquons à 1 h. 30 dans le petit port de Sjôveien. Le soleil se lève, mais pas encore les Norvégiens, et il s'agit de répartir le bataillon à raison d'une dizaine de chasseurs par maison. Aussi, l'on tambourine un moment, puis si rien ne répond, on entr'ouvre la porte, rarement fermée, on risque un œil, et l'on rentre. Beaucoup de maisons

semblent désertes et pourtant elles sont encore chaudes, des vêtements traînent aux porte-manteaux. Les groupes s'installent, quitte à voir surgir parfois d'une petite pièce inexplorée, le propriétaire, barbouillé de sommeil et tout ahuri. On essaye de s'expliquer et les attitudes varient : les uns nous prennent pour des Allemands, et leurs visages s'éclairent en apprenant qui nous sommes, mais cette nouvelle en laisse plusieurs absolument indifférents. D'autres profitent de la différence des langues pour rester impénétrables et faire la sourde oreille à nos demandes. Peu à peu, d'ailleurs, à mesure que nous ferons connaissance, les rapports s'amélioreront, et presque partout, deviendront très cordiaux. Dès notre arrivée même, de braves gens nous ouvrent toutes grandes leurs portes et servent du café chaud aux chasseurs qui battent la semelle, en attendant d'être casés.

Mais pour beaucoup de maisons, la première impression d'abandon n'est pas trompeuse. Nous apprenons bientôt que les Allemands ont déjà plusieurs fois bombardé le village. Aussi de nombreuses familles ont-elles évacué, se retirant dans des demeures plus isolées, car c'est la coutume en Norvège, d'avoir, même si l'on n'est pas très fortuné, deux habitations, l'une « en ville », l'autre « à la campagne ». C'est ainsi qu'un groupe de ma section se voit attribué, avec une satisfaction non dissimulée, le logis d'un dentiste qui a laissé son cabinet ouvert et ses instruments en vrac. L'aubaine se corse d'un poste de T. S. F., et d'un phono, fort bien monté en disques variés...

Etant chargé du cantonnement de ma compagnie, j'ai l'occasion de me faire, dès ce premier contact, une idée assez précise de maison-type : les habitations, en effet, se ressemblent assez et ont toutes l'apparence des plus coquets chalets de nos montagnes. Entièrement en bois, elles présentent, sur la face principale, une entrée donnant dans une sorte de tambour où l'air peut se réchauffer un peu, et une autre petite porte sur le côté, ou par derrière. Dès l'entrée, on est agréablement surpris par la douce température qui règne à l'intérieur des petites pièces coquettes, au plancher, non pas

ciré, mais verni en gris, ocre ou marron. Des fenêtres de poupée les éclairent, dont l'une au plus, et parfois un seul battant peut s'ouvrir. La lumière ne manque pourtant pas, car les parois de bois sont peintes en tons clairs, et sur le parquet se déroulent de longues et étroites bandes de tissus voyants où se mêlent rouge, vert, bleu et blanc. Des meubles en bois laqués clairs, aux murs de nombreux tableaux ou des photographies de famille, avec des pièces de tapisserie, où se détachent, en guise de motifs décoratifs, des proverbes et des maximes brodés en beaux caractères gothiques par les futures maîtresses de maison. De grands poëles rectangulaires en fonte ouvragée, montant à plus de deux mètres, embellissent les pièces tout en les chauffant. L'ensemble donne une impression de gaîté propre et nette que l'on retrouve dans tous les intérieurs ; avec des soins amoureux, le Norvégien s'applique, quel que soit sa condition, à faire de son home un nid chaud et coquet pour les longues nuits d'hiver.

Nous ne jouirons pas longtemps de pareilles délices. Dès le lendemain, nous devons être engagés pour déloger les Allemands qui occupent la vallée de Bjerkvik, et le fond du fjord de Gratangen.

Quelques précisions géographiques : Sjôveien (où nous sommes), est à 40 kilomètres à vol d'oiseau au nord de Narvik, et séparée d'elle par 4 bras de mer de direction générale est-ouest ; les fjords de Salangen, de Lavangen, de Gratangen et de Rombak. Ce dernier n'est lui-même qu'une des branches de l'Ofotfjord, dont l'autre branche, l'Herjangsfjord, baigne à son extrémité nord la petite ville de Bjerkvik, située à 15 kms de Narvik. C'est donc dans la région de 20 kilomètres qui sépare le Gratangenfjord de l'Herjansfjord que nous allons nous battre. Les renseignements sur l'ennemi ne nous sont pas donnés avec beaucoup de précision. On nous assure qu'il n'y a par là que très peu d'Allemands, et chacun s'imagine qu'il aura vite franchi les quelques kilomètres qui nous séparent de Bjerkvik. En fait on y mettra 15 jours.

***

Le mardi 30 avril, nous débarquons à Foldvik et le batail-

lon, S. E. S. (section d'éclaireurs skieurs) en tête, s'ébranle bientôt. 15 kilomètres dans la neige, en tirant les traîneaux chargés de notre matériel, et nous arrivons vers 20 h. à Laberget, où l'ordre est donné de s'arrêter, pour passer la nuit. L'aventure se précise : à 15 h. 30 un groupe de 20 Allemands, averti de notre avance, a quitté ce même petit village où nous allons dormir. Il a dévalisé l'épicerie et s'est retiré dans les petites maisons de Labergdalen, à 6 kms, au sud. Il faut redoubler de précautions, même dans notre installation, car ils pourraient bien avoir laissé en souvenir des mines ou des pièges ; en entrant dans une maison, je découvre des lits en désordre, trace de leur passage ; le feu qu'ils ont allumé brûle encore dans un poële. Pour se garder de toute surprise, on installe quelques postes de surveillance, et les guetteurs se succèdent près des F. M. On doit reprendre la progression demain matin, aussi la nuit dans le foin passe bien vite, malgré le froid qui commence à piquer.

Le 1er mai, temps superbe. La neige, gelée la nuit, permet aux skieurs de chausser. La S. E. S. en profite pour partir dès 6 h. Elle doit déborder par les hauteurs de l'est les maisons de Labergdalen, pendant que les skieurs norvégiens, progressant des deux côtés du ruisseau qui en suit le fond, fixeront la résistance de l'ennemi. Pour nous, raquettes aux pieds, et délaissant le chemin, nous avançons au milieu des taillis et des bouleaux qui croissent en abondance. Au début, on se croirait en simple marche d'hiver dans les Alpes. Puis soudain, dans le grand silence blanc, un bourdonnement sourd en crescendo et decrescendo : nous allons faire connaissance avec les « Tysk flue » (avions allemands en norvégien). Heureusement nous sommes en blanc, par dessus nos blousons, et le camouflage dans la neige est vite réalisé ; seuls les sacs pourraient nous faire repérer : on s'étend dessus, ou bien on les jette dans les buissons. Les « Croix noires » nous survolent pour la première fois ; on voit le jet de flammes des rafales de leurs mitrailleuses, avant d'entendre le tac-tac-tac-tac ; puis ce sont les bombes, mais malgré notre impression — on se croit toujours visé — ce n'est pas

sur nous qu'ils les lâchent. Nous apprendrons ce soir, que c'est la troisième compagnie à Maberget, qui a surtout été attaquée : un chasseur a été tué sur le coup par une bombe.

La première compagnie, sur notre gauche, est aussi sérieusement prise à partie ; on entend des rafales partir de ce côté. Pendant toute la journée, ce seront des alertes continuelles, et les Allemands réussiront à atteindre d'une bombe incendiaire, un bateau-hôpital qui sombre en quelques minutes. Devant nous, la S. E. S. elle aussi, a dû prendre le contact ; on reconnait les rafales des mitrailleuses légères allemandes, beaucoup plus longues, grâce à leurs bandes articulées, que celles de nos F. M. Elles se répondent pendant quelques instants. Puis plus rien. Qu'est-il arrivé ?

Vers 13 h. 30 nous nous arrêtons pour manger un peu. Au-dessus de nous, les avions continuent de rôder, lançant souvent des signaux lumineux, qui doivent être observés de la terre. Nous allons nous remettre en route, lorsque survient un sergent de la S. E. S. avec quelques éclaireurs : « Ah ! mon lieutenant, je suis bien content de vous trouver ; il faut que je vous passe en consigne les 18 prisonniers que nous venons de faire ». Grand émoi, qui s'augmente encore, à la vue de la colonne en feldgrau, qui ne tarde pas à arriver sous bonne escorte. Un seul Allemand porte un bras en écharpe ; c'est sa blessure, simple égratignure, qui a dû décider ses compagnons à capituler.

Après une pénible marche à la boussole par les hauteurs, le lieutenant commandant la S. E. S. est parvenu à déborder les maisons de Labergdalen. Il a posté ses armes automatiques sur le flanc et sur les arrières de la position, et fait ouvrir le feu de tous ses F. M. à courte distance. Les ennemis surpris essayèrent de faire face à l'imprévu et ripostèrent ; mais ils virent bientôt que la partie était perdue ; très bien installés face à la direction générale dont ils se gardaient, leur défense était trop faible du côté où on les attaquait. Ils levèrent les bras en criant « Kamerad ». Pour les impressionner et prévenir toute manœuvre, la S. E. S. leur asséna encore quelques rafales en visant volontairement trop haut. Aussi tout trem-

blants, les Allemands ne se firent pas répéter l'ordre de jeter les armes. Et une heure après, un groupe de ma section, tout fier de cet honneur, qui ne lui avait pas coûté beaucoup, les conduisait à l'E. M. de la Division.

La campagne s'annonce bien : 18 prisonniers pour le premier jour, c'est un beau coup de filet ; aussi malgré les alertes continuelles aux avions, la marche reprend allègrement, et quelques heures plus tard, nous arrivons aux maisons de Labergdalen.

A mesure que nous montons, la neige se fait plus profonde et le froid plus vif. Aussitôt arrivés, nous prenons position, car les Allemands ont dû s'apercevoir de quelque chose, et des coups de feu partent de temps en temps. Sur notre gauche des Norvégiens patrouillent dans les hauteurs ; on les suit à la jumelle ; tout à coup, une détonation et l'un d'eux tombe ; des infirmiers et un médecin français se hâtent vers lui, et je les vois revenir tirant un grand corps sur un traîneau : c'est le premier blessé que nous voyons, et les cœurs se serrent.

Mais il faut songer à passer la nuit ; plusieurs sections sont allées se poster aux crêtes qui nous entourent, et bivouaqueront à la belle étoile dans des trous de neige, creusés dans les bois clairsemés. Pour moi, j'ai un groupe confortablement installé dans une petite baraque, un autre en route avec ses prisonniers, mais le troisième reste sur un terrain aussi nu que la main. Mettant à profit un article lu dans « La Montagne », je mets en train la construction d'un igloo : on découpe des blocs de neige, et les parois s'élèvent en forme de cône. Malheureusement l'expérience nous manque, et nous n'arrivons pas à boucler convenablement notre voûte ; qu'à cela ne tienne, des toiles de tentes fermeront le ciel au-dessus de nos têtes, et nous nous enfouissons dans notre hutte aux parois translucides. Des essais de feu sont tentés, mais au bout de quelques minutes nous devons fuir comme des abeilles enfumées. Je songe à mon bel article où l'auteur affirmait que dans un igloo bien construit, une flambée de quelques feuilles de journal, suffit à attiédir la température ! Pour cette nuit nous nous contenterons de nous communiquer un

peu de chaleur animale, en nous serrant sous nos longues pèlerines. Et ma foi, il faut reconnaître qu'à la condition d'aller battre de temps en temps la semelle, pour ne pas risquer des pieds gelés, on peut fort bien passer la nuit, et même dormir quelques heures.

C'est la première de nos « nuits blanches » ; le soleil qui, sans se coucher complètement, s'est dissimulé derrière les montagnes, ne fait plus resplendir la neige ; le ciel pâlit, l'atmosphère elle-même est imbibée de blancheur ; des bois de bouleaux aux troncs mat et aux feuilles d'argent, les petites maisons peintes, quelques hommes camouflés à la finlandaise, se confondent à en perdre leur relief, dans le paysage moins lumineux. De temps en temps, dans les marais du fond de la vallée, s'élèvent des cris étranges, au roulement aigre de crécelle, qui s'achèvent en plainte musicale très douce ; à la première fois on se regarde étonnés, un peu gênés ; ce sont les oiseaux qui nichent dans les roseaux bas, sorte de sarcelles dont je ne vis jamais qu'un sillage dans les herbes froissées. En lisant, à notre retour, quelques romans de Sigrid Undset, je n'aurai pas de peine à imaginer que les Norvégiens puissent allier une solide foi protestante avec de vieilles croyances superstitieuses aux elfes et aux fées, dont leur pays forme un merveilleux décor.

On apprend d'ailleurs des choses étranges : une patrouille de skieurs s'étant aventurée en avant des lignes, a rencontré un homme, qui, prenant la course, s'est mis à gesticuler comme un fou ; ils l'ont suivi quelque temps, puis, craignant un piège, l'ont abandonné. Sur la direction reconnue par eux, la S. E. S. — toujours elle — part à minuit pour essayer de réaliser la liaison avec la première compagnie qui a, elle aussi, le contact à notre gauche. A 3 h. 30 un coureur apporte un message, annonçant que la S. E. S. est clouée sous le feu de plusieurs armes automatiques installées à la cote 694. Trois sections de la troisième compagnie, qui ont entendu la fusillade, se sont portées en avant, pour essayer de la dégager. Pendant quelques heures la situation reste indécise ; on craint une tentative ennemie de débordement par les hauteurs. En-

fin à 6 h. 15 la troisième compagnie signale : « La S. E. S. dégagée » et à 6 h. 45 elle rentre au P. C. On apprend alors qu'un éclaireur a été tué, et que cinq autres ont été blessés. Ils méritent aujourd'hui leur exploit d'hier.

Les Allemands les ont laissé s'engager carrément sur un glacis parfaitement battu de 694, puis ils ont déclanché leurs feux balayant six chasseurs. Pendant trois heures, couchés dans la neige, les autres essayèrent de se décrocher, mais au moindre mouvement les balles sifflaient. Parfaitement installés et retranchés sur 694, — nous nous en apercevrons par leur résistance les jours suivants — les ennemis n'étaient nullement inquiétés par les feux de la troisième compagnie, venue à la rescousse. Ce n'est que grâce au passage providentiel d'un banc de brouillard, que les éclaireurs skieurs, traînant leurs blessés, mais contraints de laisser sur le terrain leur camarade mort, purent gagner une crête derrière eux et se replier. L'immobilité, le froid et le manque de soins avaient aggravé les blessures, et quelques jours plus tard, un des blessés, que j'avais vu ramener, tout transi, succombait à la gangrène de sa jambe amputée.

Pour tous d'ailleurs, la température commence à devenir gênante, d'autant que beaucoup n'ont pas leurs sacs, et que personne n'a de couverture. De plus, les effets spéciaux de protection contre le froid, cagoules imperméables, canadiennes, bottes de caoutchouc, chargées en dépit du bon sens sur d'autres cargos, ne nous parviendront qu'à petites doses les jours suivants. Quelques évacuations deviennent nécessaires. Le capitaine commandant la troisième Compagnie, ancien combattant de 1914, fatigué par le voyage, et dont l'unité est dans un secteur de montagnes glacées par le vent, doit être dirigé sur l'hôpital pour s'y reposer. Je suis désigné pour le remplacer. Il m'est pénible d'abandonner ma section : nous nous connaissions bien, et c'est maintenant surtout qu'il aurait été intéressant de rester avec mes hommes. Tandis que c'est l'inconnu : A Dieu vat... Le temps de boucler mon sac, de faire mes adieux en passant les consignes à mon

successeur, et je monte rejoindre la troisième Compagnie, avec sa corvée de ravitaillement.

Au bout de trois quarts d'heure d'ascension, nous arrivons sur un plateau presque entièrement dénudé, tout blanc sous le soleil. Le P. C. est installé au milieu de quelques vagues arbustes, dans des trous de neige profonds, recouverts et camouflés avec des branchages et nos toiles de tente blanches. On a en effet adopté presque partout la solution du creux, en abandonnant la formule « relief », des igloos : on y gagne plus de facilité de construction et moins de visibilité ; mais pour peu que le soleil tape trop dans la journée, ou que les corps dégagent un peu de chaleur en dormant, les parois se mettent à dégoutter, et l'on se réveille dans quelques centimètres d'eau glacée. Il faut prendre la précaution de garnir le fond de branchage qui font claie, ou ce qui est mieux, s'étendre sur les faces glissantes d'une paire de skis : là-dessus on arrive à dormir quelques heures.

Mais on a guère le temps de songer à dormir. Il faut faire connaissance avec les hommes et le secteur, recueillir et interpréter les renseignements sur l'ennemi, rédiger force comptes rendus, puis combiner un plan d'attaque, et bâtir des ordres de détail après avoir mûrement potassé cartes et directives du bataillon. Si bien que les quelques jours passés là-haut ne font plus, l'absence de nuit aidant, qu'un long jour unique dans ma mémoire. Naturellement, quand tout est préparé pour l'attaque, après une journée d'attente et un tir des mortiers, l'affaire est jugée trop aléatoire, et nous restons sur nos positions, mais cela m'a valu ma première Communion en viatique.

Pendant le reste de notre séjour, nous en serons réduits à surveiller les crêtes et à tirer sur tout ce qui se présente. Entre temps nous sommes assaisonnés d'un tir de réglage d'artillerie, de 77 norvégiens, dont les Allemands ont réussi à s'emparer avant notre arrivée. Mais les munitions doivent manquer, car ils n'insistent pas. Les évacuations pour gelures se font de plus en plus nombreuses, des conjonctivites se décla-

rent. Il est temps de partir. Du P. C., par bonheur, montent des bruits réconfortants de relève prochaine.

Et enfin voici l'instant bienheureux où, délestés de nos soucis et de nos peines, nous descendons vers notre cantonnement de repos. Au fond de soi, chacun pense avec reconnaissance et un petit serrement de cœur, à ceux qui nous remplacent, et qui nous valent ce moment tant rêvé.

Pendant que nous nous éloignons, les longues rafales des mitrailleuses allemandes répondent à nos Hotchkiss calmes et nos F. M. rageurs. Déjà, nous sommes loin en dehors de la scène, et tout nous paraît loin. La bataille continue pourtant. Une attaque norvégienne à réussi à l'ouest de Labergdalen. Il s'agit d'exploiter ce succès. Le repos du bataillon sera donc de courte durée.

A peine un jour de relâche, et nous repartons pour un petit village à l'extrémité du Gratangenfjord. Des maisons sont éventrées par des bombes ; d'autres ont leurs vitres brisées, et des traces de balles sont visibles un peu partout dans les parois de bois. Sur les chemins, gisent des cadavres de chevaux, d'ânes, de vaches, tandis que d'autres bêtes, abandonnées dans leurs écuries, poussent de temps en temps des cris lamentables pour réclamer leur pitance.

Nous voilà en route, partant du niveau de la mer pour une marche de huit heures dans un paysage inconnu.

Cette fois, c'est vraiment de la haute montagne. Plus de chemin, plus de vallée à suivre : une vague piste, et de temps en temps, dans le brouillard et la neige, qui tombe à petits flocons, une forme blanche accroupie sur des skis, dévalant la pente, dans un chuchotement de neige froissée. C'est un Norvégien qui descend porter un compte rendu, ou peut-être... coucher au chaud : car la plupart des soldats ont été mobilisés sur place, et nous confiant l'honneur de garder les position la nuit, ils rentrent le soir venu, dans leur maison ou chez des amis ; ils s'y reposent, se ravitaillent et repartent de bonne heure au combat.

Pendant trois jours il nous faut reprendre le même chemin, sacs au dos, pour aller ravitailler la deuxième Compa-

nie qui reste en position dans des conditions vraiment dures. 'uis, le troisième jour, à peine de retour de notre ascension ous recevons l'ordre de remonter, et cette fois pour de bon : ı deuxième Compagnie ne suffit pas pour l'opération ; tout bataillon doit monter au Roasme. Du courage donc, et en oute ; je suis agréablement surpris de constater le moral xcellent qui anime tout le monde ; et pourtant, certains peuent à peine quitter leurs chaussures, à cause de l'enflure de eurs pieds, et l'on enfonce parfois dans la neige jusqu'au entre. Ce jour-là, la plupart des hommes feront 16 heures e marche sur 24.

Comme les Allemands ont l'air solidement accrochés au errain, le général a conçu la manœuvre suivante : En même emps que nous attaquerons de face, deux bataillons de la égion étrangère avec une section de chars B. 1939 transportés ar mer sur l'Herjangsfjord débarqueront de vive force à Bjerkvik, sous la protection des canons des unités navales rançaises et anglaises. Pris des deux côtés, il y a de fortes hances pour que les Allemands abandonnent leurs positions. 'our empêcher leur retraite le long du fjord, les légionnaires ousseront aussitôt vers le nord et s'y établiront en tête de ont. L'heure H. est fixée à 1 h. du matin. Malheureusement mauvais temps a gêné l'ascension et l'installation sur la ase du départ. L'attaque ne pourra partir de notre côté u'avec un peu de retard.

A minuit, vers Bjervik, l'horizon s'enflamme tout-à-coup. ans la neige qui tombe et le brouillard qui assombrit le iel, on voit se dessiner vaguement sur le fjord les grosses lasses d'un croiseur et de plusieurs destroyers. A cadence apide des jets de flammes nous signalent les départs des oups, dont la détonation nous parvient quelques secondes lus tard. En même temps, sur les rives, s'allument instantaément des foyers d'incendie, qui prouvent que le tir est bien juste : les pauvres petites maisons n'en demandent pas tant our flamber de tout leur bois.

Le massif du Roasme est un vaste plateau très enneigé, omposé d'une infinité de mamelons enchevêtrés et dont la

topographie est confuse. Du sommet, l'observateur domine au sud la route de Bjervik et l'Herjangsfjord. A la jumelle on voit au fond du tableau les églises et les maisons de Narvik. Malgré l'heure, il fait jour, mais heureusement l'attaque débouche dans la tourmente. Le terrain dans lequel elle progresse est chaotique. Par endroit, les chasseurs sont obligés de se laisser glisser sur d'énormes rochers entièrement gelés et qui ont plusieurs mètres de hauteur ; à d'autres moments, ils traversent des glacis dénudés et enneigés. A la tourmente succède la brume, mais dès qu'elle se lève, le feu de l'ennemi devient ajusté et meurtrier ; la progression s'en trouve ralentie. Cependant, malgré les tirs de minens, de mitrailleuses et de 77, malgré les difficultés du terrain, le froid et le vent glacial, surmontant leur fatigue, ne se laissant pas arrêter par les pertes, les éléments de tête coiffent le premier objectif.

Le lieutenant de la Baume, le jeune religieux jésuite dont j'ai parlé plus haut, commande l'une des sections de l'échelon d'attaque. L'objectif de cette section est constitué par un mouvement de terrain prolongé vers l'ennemi par un léger ressaut masquant un thalweg. En arrivant, la Baume a envoyé des guetteurs jusqu'au ressaut ; lui-même s'y est porté. Rassuré par ce qu'il a vu, il a installé ses hommes. Soudain, un violent tir de mortiers s'abat sur eux ; les guetteurs, appliquant leurs consignes, se replient et rendent compte qu'ils ont vu des mouvements en avant d'eux. Les sections voisines sont loin ; le terrain facilite les infiltrations de l'adversaire. Le chef craint une contre-attaque dont le succès pourrait compromettre la réussite de l'attaque. Malgré la violence des tirs de l'ennemi, il quitte son abri, se porte en avant pour voir par lui-même. A ce moment il est frappé de deux balles. Ses hommes le voient tomber. Il n'est qu'à une cinquantaine de mètres d'eux. Mais les minens tombent de tous côtés et les balles claquent. Leurs trous sont déjà creusés dans la neige, ils ont réussi à se glisser sous des rochers en surplomb, ils sont dans une sécurité relative. Cependant les chasseurs Tyrolle et Plat, d'eux-mêmes, bondissent et quittent leurs abris, Ils emmènent leurs fusils-mitrailleurs et malgré

les éclatements des bombes et les rafales de mitrailleuses se portent à la hauteur de leur officier, se mettent en batterie et ouvrent le feu. Pendant ce temps l'adjudant Kernel prend quelques hommes, va chercher le lieutenant et le ramène à l'abri. Lorsque Tyrolle et Plat regagnent leurs lignes, le fusil-mitrailleur de l'un d'eux porte dix éraflures de balles, le capuchon du surtout de l'autre est percé de cinq balles. La Baume reprend alors connaissance ; négligeant ses souffrances, ses premières paroles sont pour exhorter ses hommes à la résistance, puis il donne ses ordres à l'adjudant auquel il passe le commandement. Lorsque celui-ci lui parle d'évacuation, il refuse. Mais ses blessures sont graves : il a reçu deux balles dans le ventre, et un éclat dans la cuisse. Ses forces l'abandonnent petit à petit, il s'évanouit et quand il reprend connaissance il ne peut plus que répéter « Résistez ». Exaltés par cet exemple, les hommes se battent magnifiquement. L'élan offensif des Allemands est définitivement brisé. Le lieutenant accepte alors de se laisser évacuer. En Norvège, être évacué signifiait un long trajet sur un traîneau composé de skis reliés par des montures légères. Le blessé, placé dans un sac, était soumis pendant des heures aux secousses provoquées par les chutes des skieurs, le renversement du traîneau, les franchissements des obstacles de toutes natures. Pendant des heures, malgré les couvertures et le duvet, il subissait le froid sans pouvoir bouger. Puis c'était l'embarquement sur de petits bateaux de pêche et enfin l'hôpital. Ce n'est qu'après 14 heures de trajet que le blessé put être opéré. En refusant de se laisser évacuer, il savait qu'il retardait l'intervention chirurgicale d'une manière dangereuse pour son existence, mais il savait aussi que sa présence au milieu de ses hommes empêcherait tout fléchissement de leur résistance...

Je laisse ici la parole à l'aumônier qui l'accueillit à l'hôpital :

« Je me trouvais au Q. G. de la division de haute montagne à Haarstad, en qualité de secrétaire au service de santé et d'aumônier des hôpitaux, lorsque le 14 mai au matin, vers les 6 heures, un infirmier anglais me fit appeler pour administrer un malade. Hâtivement je me rendis au « Military Hospital » d'Haarstad et me trouvais en présence

d'un malade français qui réclamait en anglais un prêtre catholique. Dès que je me fus présenté, le P. de la Baume se fit connaître comme scolastique de la Compagnie de Jésus. Je lui demandais s'il désirait recevoir le sacrement d'Extrême-Onction, il me répondit qu'il avait déjà été extrémisé par l'aumônier de son bataillon avant son évacuation, mais il me réclama l'absolution. Il paraissait beaucoup souffrir, mais m'apparut moins gravement blessé qu'il n'était en réalité. Ensuite je le réconfortais, mais il parut sceptique sur l'espoir de guérison que je lui laissais entrevoir. Pendant que je parlais, soudain plus fatigué, il me demanda de chercher un médecin pour être renseigné exactement sur la gravité de son état. Je me rendis au Q. G. Ce fut le capitaine Merklen, chef du service de santé, qui se rendit près de lui. A la demande du blessé, le médecin lui révéla qu'il n'avait que quelques heures à vivre. Alors, avec calme, de la Baume lui répondit : « Vous écrirez à mes parents et leur direz que je meurs en pensant à eux. Je suis en paix avec Dieu. J'offre ma vie pour l'Eglise, la France, la Paix. » Pendant ce temps, j'étais allé achever ma messe que j'avais interrompue pour me rendre auprès du blessé qui me demandait. Quand je le rejoignis, c'était un moribond. D'une voix faible, en anglais, il demandait encore un prêtre catolique. Une nouvelle fois, sur sa demande précise, je réitérais l'absolution, et de nouveau il offrit sa vie pour l'Eglise, la Compagnie, la France, la Paix. Il répétait chacune de mes paroles et les devançait parfois. J'étais ému de cet héroïsme, de ce courage avant la mort. Puis il baisa le crucifix que je lui présentais et commença la prière des agonisants. Ce fut alors qu'il expira, en vrai chevalier et en vrai religieux. »

Je tenais, à cet endroit de mon récit, à saluer le sacrifice de ce camarade que j'avais tant aimé.

Pendant que se déroulait l'attaque des Compagnies de tête, nous attendions plus ou moins patiemment le moment de partir. Trois fois dans la journée, l'ordre vint de nous préparer, mais jamais de démarrer. Il fallut donc passer une deuxième nuit sur ce plateau, balayé par un vent glacé, soufflant en tornades presque continues.

C'est avec joie que le lendemain, nous partîmes enfin par un beau soleil, l'arme à la bretelle, grâce au succès de l'attaque. Nous n'avons qu'à nous méfier des mines et autres pièges que les Allemands ont dû laisser en partant, en plus du matériel considérable, que nous voyons de tous côtés abandonné sur le terrain. Après avoir avancé le matin en pleine montagne dans un terrain difficile, nous recevons l'ordre de rejoindre la route, puis notre ancien cantonnement. L'assu-

rance de le retrouver bientôt donne du courage et des forces à tous, et malgré les 16 heures de marche de la journée, tout le monde arrive à bon port.

***

Nous tournons une page de l'histoire du Bataillon, puisque nous ne devons plus nous battre jusqu'à notre départ. Pendant notre repos, Narvik sera pris le 29 mai, grâce à un nouveau débarquement de vive force des légionnaires, et les 3.000 Allemands restants seront progressivement cernés contre la frontière suédoise. Pourtant, dès ce moment notre départ était décidé. Pourquoi pareille hâte au milieu des succès, dira-t-on ? Outre les affaires de France, qui commençaient à tourner mal, les principales raisons me semblent les suivantes :

Après l'échec de Namsos, où nos troupes, à tort ou à raison, avaient dû réembarquer précipitamment, toute action en vue de reprendre la Norvège du Sud devenait illusoire : aucune véritable communication terrestre n'existe entre Narvik et Namsos. D'autre part, l'exportation du fer — la bête noire des Anglais — par la voie ferrée de Kiruna à Narvik, était d'ores et déjà rendue impossible par le bombardement des ouvrages d'art qui pullulent sur la ligne, et par la destruction des quais de Narvik. Enfin, du fait surtout de l'aviation ennemie, le ravitaillement de l'expédition de Norvège coûtait chaque jour à l'Angleterre, un bateau, soit de commerce, soit de guerre, et immobilisait, sans profit notable, une partie de la flotte, qui pouvait devenir nécessaire à la défense des côtes britanniques.

Aussi, réalistes avant tout, les Anglais renoncèrent-ils à l'affaire, et c'est pourquoi, après 40 jours à peine passés dans le grand Nord, la première division légère de chasseurs, sans même éveiller l'attention des Allemands qui se croyaient déjà prisonniers, reprenait la mer, et voyait défiler le long des fjords dépouillés de ses neiges, la campagne norvégienne souriant au printemps.

Georges CHENU.

REGARDS SUR LE MONDE

EUROPE

ALLEMAGNE. — Au cours de janvier et de la première quinzaine de février la presse a fait écho à des *bruits de médiation* entre les belligérants.

Certains commentaires des voyages et des rencontres diplomatiques qui se multipliaient purent faire un instant penser que si 1940 avait été l'année des guerres-éclair, 1941 pourrait être celle de la paix-éclair.

En Suisse, on croyait savoir qu'un envoyé spécial du président Roosevelt avait entrepris des démarches pour provoquer une conférence internationale de tous les Etats, belligérants ou non, vainqueurs ou vaincus. Le Saint-Siège dut démentir la portée attribuée aux visites que firent à Rome de hautes personnalités ecclésiastiques françaises et allemandes, ou le sens que l'on voulait attacher aux démarches charitables qu'à l'occasion de Noël les nonces apostoliques multiplièrent en faveur des prisonniers et des victimes de la guerre. A plusieurs reprises, les déclarations officielles des dirigeants de l'Axe rectifièrent les interprétations données aux rencontres du général Franco avec M. Mussolini et le maréchal Pétain, et aux déclarations de personnalités japonaises sur les bons offices que leur pays pourrait rendre pour apaiser le conflit européen.

Ces bruits de paix ont fait long feu. Dans la deuxième quinzaine de février ils se sont dissipés. Deux discours synchrones du Duce et du Führer ont marqué la volonté des dirigeants de l'Axe de mener la guerre jusqu'à décision complète, et ont fait prévoir de vastes opérations dont le déclenchement ne saurait tarder.

De fait, l'intense *activité diplomatique* dont les Balkans ont été l'objet ne paraît avoir rien eu de pacifique. Le résultat cherché par l'Allemagne et la Grande-Bretagne fut, semble-t-il, de placer leurs forces en meilleure position de combat pour régler le conflit italo-grec, pour acquérir d'importantes bases en Méditerranée et dans le Proche-Orient et, peut-être, pour contrôler les Dardanelles.

L'adhésion de la Bulgarie au pacte tripartite permet l'utilisation des troupes allemandes massées en Roumanie. Elle éclaire les pourparlers du Reich avec la Yougoslavie et le renouvellement des déclarations turques de fidélité à l'alliance anglaise.

Tout se passe donc comme si l'Allemagne se préparait à une action militaire puissante dans le Proche-Orient, au moment même où le chancelier Hitler déclare que la lutte contre les Iles Britanniques va s'intensifier et prendre des formes nouvelles. Le *Journal de Genève* va jusqu'à en préciser les préparatifs :

« Le Reich fait d'immenses et minutieux préparatifs en Belgique et dans le Nord de la France, accumulant les escadrilles d'avions, mettant au point des planeurs remorqués par de gros appareils, construisant des radeaux pouvant transporter des tanks, expérimentant des avions qui peuvent, par l'abandon des ailes, être transformés en autos blindées.

« Ce déploiement de forces militaires et de génie industriel montre que le Reich veut s'efforcer d'obtenir une décision rapide. L'Italie a également intérêt à ce que la guerre, qui raréfie les matières premières, ne se prolonge pas. Ses dirigeants s'efforceront de retenir en Méditerranée le plus possible de navires anglais pendant que le Reich intensifie sa campagne sous-marine et tentera d'envahir la Grande-Bretagne ».

La radio allemande a annoncé, après le discours du chancelier Hitler, qu'en signe du renforcement de la guerre sous-marine, prélude de l'action décisive, un coup de gong séra désormais frappé à la radio chaque fois qu'un navire britannique sera coulé par un sous-marin ou par les forces aériennes du Reich.

La bataille diplomatique entre le Reich et la Grande-Bretagne dans les Balkans et la détermination de M. Hitler et de M. Mussolini de poursuivre en accord toujours plus étroit les opérations militaires, se sont traduites sur le plan économique par une série de mesures qui appuient fortement les déclarations des dirigeants de l'Axe.

La *politique commerciale* du Reich a tendu ces derniers mois à développer les échanges avec les pays balkaniques et à relever le cours du mark de compensation, mesure qui permet à l'Allemagne d'effectuer des achats à meilleur compte. C'est ainsi que le cours du mark de compensation a été porté de 14,80 à 17,80 dinars en Yougoslavie, de 161,75 à 165,82 pengos en Hongrie, de 45 à 48 drachmes en Grèce, de 50 à 60 lei en Roumanie.

L'Allemagne cherche par ces mesures financières et économiques à drainer le commerce de certains pays du sud-est, qui jusqu'ici favorisaient les exportations vers les pays à change libre pour payer leurs dettes ou pour se procurer des produits coloniaux. C'est un des épisodes de la lutte économique qui double dans les Balkans la bataille diplomatique.

Peu après les discours où M. Mussolini déclarait : « Quoi qu'il arrive l'Italie marchera avec l'Allemagne jusqu'au bout. Il est stupide de parler de paix séparée » ; et où M. Hitler affirmait l'absolue solidarité des deux pays : — « Notre alliance avec l'Italie est indissoluble, nous voulons battre un ennemi commun », le docteur Claudius signait à Rome un *accord économique germano-italien.* Cet accord règle l'ensemble des échanges et des paiements entre les deux pays pour l'année 1941. Il établit un programme commun pour la répartition des matières premières pendant les six premiers mois de l'année. L'Italie expédiera à l'Allemagne, des légumes, des fruits, de la soie, du sucre et du riz. L'Allemagne fournira à l'Italie, de l'acier et du fer. Un accord de clearing a été conclu. Le grand nombre d'ouvriers italiens travaillant en Allemagne — 315.000 en 1941 — contribuera à équilibrer la balance des comptes. Les fournitures de marchandises ayant une utilité militaire ne seront pas portées en compte.

Le *parti national-socialiste* a fêté l'anniversaire de son accès au pouvoir. A cette occasion le docteur Ley a ordonné que soit instituée dans chaque section du parti une « *Maison commune* ». Cette maison sera le symbole de la fusion des classes dans le Reich. Construite sur un modèle réglementaire, elle comprendra six locaux différents : le bureau de l'administration du parti, la salle des fêtes, une hôtellerie avec cuisine, une installation sanitaire, un jardin d'enfants et une salle de sports.

Les *statistiques démographiques* de l'année 1940 viennent d'être publiées. L'augmentation des naissances par rapport à l'année 1939 a été de 12.000. On fait remarquer que si le pays n'était pas en état de guerre, elle serait vraisemblablement de 167.000. La diminution des mariages pendant les six derniers mois n'a pas dépassé 10 %.

ANGLETERRE. — Les succès remportés en Afrique ont quel-

que peu détourné l'attention de la dure *guerre navale* que soutient la Grande-Bretagne.

Après une accalmie la guerre sous-marine a repris avec intensité, de nouveaux appareils de bombardement, sans doute des Focke-Wulf-Condor, vrais croiseurs aériens, sont allés attaquer des convois au large des côtes de France, d'Irlande, d'Ecosse et jusqu'à cinq cents kilomètres de la côte portugaise ; quelques unités légères de la marine allemande ont même tenté de rapides incursions dans l'Atlantique, mettant chaque fois à mal des bâtiments marchands trop faiblement escortés. L'amirauté britannique s'est trouvée de ce fait obligée de diminuer la fréquence des convois et d'augmenter leur protection, ce qui mobilise un plus grand nombre de bâtiments de guerre et raréfie les arrivées de vivres et de matières premières.

Le sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande a déclaré que la moyenne des pertes en tonnage marchand a plus que doublé depuis juin 1940. Il a insisté sur le fait que l'Angleterre doit disposer d'un tonnage supérieur à ses besoins normaux parce que les navires sont obligés de faire de grands détours pour éviter les zones dangereuses, et parce que les bateaux étrangers qui assuraient en temps de paix un tiers des importations britanniques n'abordent plus les ports anglais.

Pour difficile que soit le rôle de la marine, astreinte à conserver d'importantes forces en Méditerranée, alors qu'elle doit maintenir en étroit blocus les puissances de l'Axé et assurer le ravitaillement des Iles britanniques et des corps expéditionnaires, l'Amirauté n'est pas à bout de ressources. L'Angleterre possédait, en 1929, 26 % de la flotte mondiale commerciale, soit 10,74 millions de tonnes en bâtiments de haute mer. Depuis la guerre, sa flotte s'est accrue de 607 bâtiments grecs représentant 1.780.000 tonnes, des 80 % de la flotte norvégienne, soit 4 millions de tonnes, des 90 % de la flotte hollandaise, soit 2 millions de tonnes. Il faut ajouter à ces chiffres 60 % de la flotte belge et polonaise, 800.000 tonnes de bateaux danois et français, 317.000 tonnes de bâtiments italiens et allemands. La Grande-Bretagne a pu, en outre, acheter 150.000 tonnes aux Etats-Unis et 100.000 tonnes à des puissances neutres. La flotte anglaise s'est donc accrue de quelque dix millions de tonnes. Les pertes qu'elle a subies semblent avoir été de 4.500.000 tonnes pour les seize premiers mois d'hostilités. Elles ont atteint depuis une moyenne de 60.000 tonnes par semaine.

Désormais la Grande-Bretagne doit réparer ses pertes sous peine de s'affaiblir dangereusement. La production de ses chantiers ne dépassait guère 2,5 millions de tonnes en 1939. Elle se relève rapidement grâce à la construction de bateaux standardisés, mais elle ne pourra compenser les pertes. Les Dominions, insuffisamment équipés, ne pourront de longtemps apporter une aide efficace. Seuls les Etats-Unis le peuvent. Ils possèdent la seconde flotte commerciale du monde et ont lancé 3.580.000 tonnes en 1939. L'effort diplomatique anglais va à leur demander la même générosité en bâtiments qu'en matériel de guerre.

En même temps qu'elle se préoccupe de maintenir sa puissance navale intacte, la Grande-Bretagne cherche à rendre le *blocus économique* plus efficace. A plusieurs reprises elle a signalé à l'attention des Etats-Unis la fissure de Vladivostok, par où d'importantes quantités de matières premières utiles à la conduite de la guerre n'ont pas cessé d'être introduites en Russie, alors que l'U. R. S. S. s'est obligée par traité de commerce à d'importantes livraisons des mêmes marchandises à l'Allemagne.

La Grande-Bretagne a de plus tenté d'obtenir que les pays de l'Amérique du Sud réduisent leurs exportations vers l'Europe, l'U. R. S. S. et le Japon, aux besoins normaux des temps de paix. L'excédent des importations sud-américaines serait automatiquement acquis par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Au dire des experts l'application de ce plan rendrait le blocus anglais de 40 % plus efficace.

ESPAGNE. — Les entretiens du général Franco et de M. Serrano Suner avec M. Mussolini et le maréchal Pétain ont montré quelle place grandissante prend l'Espagne nouvelle dans les affaires européennes. Aucune déclaration officielle n'a été faite au sujet de ces entretiens et le D. N. B. a précisé qu'aucune décision n'avait été prise. Nul doute cependant que ces conversations n'aient créé un climat favorable à d'ultérieures collaborations.

La *situation économique* du pays reste inquiétante et constitue le plus gros souci du gouvernement.

La récolte du blé a été mauvaise, tant à cause de la diminution des superficies cultivées qu'à cause du manque d'engrais, d'animaux de trait, de machines et de carburant ; elle n'était

jamais tombée aussi bas depuis un siècle. Or l'Espagnol est grand mangeur de pain et le pain constitue la base de son alimentation.

Avant la guerre civile, l'Espagne était le plus grand producteur du monde d'huile d'olive. Cette année elle ne pourra fournir aux foyers espagnols que des quantités très insuffisantes de cette huile d'olive qui leur est indispensable. Il devient chaque jour plus difficile de se procurer du sucre, de la viande et des œufs. Aussi le pays a-t-il dû se soumettre à de strictes restrictions. Le Secours Social espagnol multiplie dans tout le pays les distributions de vivres aux populations pauvres.

Au dernier conseil national de la section féminine de la Phalange il a été annoncé que toutes les femmes espagnoles entre 17 et 35 ans devraient se consacrer pendant six mois consécutifs au « *Service social de la femme* ». Pendant le premier mois des cours de formation intensifs de caractère théorique seront donnés ; des cours pratiques occuperont les cinq mois restant. Le Service social est une mission que l'Etat a confiée à la Phalange : « L'objet de sa haute mission est d'établir des liens fraternels entre toutes les femmes afin de les disposer au service de la patrie ».

HONGRIE. — La Hongrie a ratifié le pacte d'amitié hungaro-yougoslave et a conclu des négociations économiques avec l'U. R. S. S. par un traité de commerce qui fait prévoir la reprise de liaisons ferroviaires directes entre les deux pays.

L'adhésion du pays au pacte tripartite a déterminé une orientation de sa politique vers une reconnaissance du nouvel ordre européen politique et commercial qui se traduit par l'adoption des principes de l'économie dirigée, par l'organisation des professions en corporations, par l'échange de minorités avec le Reich et par la mise à l'écart des situations importantes de 800.000 israélites.

Par ailleurs, la Hongrie qui, au traité de Trianon, avait été constituée en Etat où l'élément hongrois groupait 90 % de la population, a absorbé, depuis juin 1938, des éléments slovaques, ruthènes, et roumains qui l'obligent à se poser le problème des nationalités.

Le gouvernement a fait voter par la Chambre des députés une

loi de « protection du sentiment de la nationalité » qui assure aux minorités ethniques les moyens d'apprendre leur langue et d'entretenir leurs traditions culturelles. Une ardente campagne contre cette loi a été entreprise dans le pays par certains nationalistes qui ne veulent pas que d' « Etat national » la Hongrie devienne un « Etat à nationalités ».

U. R. S. S. — *L'activité diplomatique* dans les Balkans et en Extrême-Orient a été suivie de très près par le Kremlin qui a dû à plusieurs reprises démentir, par l'intermédiaire de l'agence Tass, les intentions qu'on lui prêtait.

Il en fut ainsi à l'occasion du pacte d'amitié turco-bulgare, qui ne fut pas signé à l'instigation de l'U. R. S. S., mais dont elle eut connaissance aussi bien que la Grande-Bretagne. Il n'est pas jusque dans la lointaine Thaïlande où des négociations n'aient été conduites par un délégué de l'U. R. S. S. au moment où les commissions d'armistice franco-thaïlandaise se réunissaient à Tokio.

Plus présente que jamais en Europe et en Asie, l'U. R. S. S. demeure fidèle à la consigne de non-intervention que M. Staline a de nouveau fait sienne à la dix-huitième conférence du parti communiste. Le maréchal Timochenko, commémorant le vingt-troisième anniversaire de l'armée rouge, a vigoureusement précisé le caractère de cette politique : « L' U. R. S. S. doit poursuivre sa politique de paix et de neutralité. Nous devons être prêts à frapper dur tout agresseur qui oserait violer nos frontières sacrées ».

Pour réaliser ce programme, le budget de 1941 a été tout entier orienté vers les besoins de la *défense nationale*. Le commissaire du peuple aux finances, M. Zveren, n'a pas caché que les besoins de l'armée et de la marine constituaient sa principale préoccupation. Les dépenses militaires passeront cette année de 56 à 70 milliards de roubles.

Ce sont sans doute — avec les leçons de l'expérience — ces préoccupations de défense nationale qui ont amené les membres de la dix-huitième conférence du parti communiste à orienter la *politique économique et sociale* du parti vers des horizons entièrement nouveaux. De nouvelles règles de rétribution et re-

crutement des ouvriers et techniciens ont été tracées qui font passer au premier plan la valeur professionnelle et n'imposent plus de tenir compte de l'appartenance au parti ou du principe marxiste : à heures de travail égales, salaire égal. Désormais les ingénieurs et agents de maîtrise pourront être recrutés en dehors du parti ; des rétributions complémentaires pourront être accordées dans les kolkoses lorsque de meilleurs résultats de production ou d'élevage auront été obtenus.

La Pravda, commentant ces mesures, montre qu'elles étaient indispensables :

« Jusqu'ici on ne considérait que la quantité du travail et non pas sa qualité. D'où il résultait que, souvent, les meilleurs gagnaient autant ou moins que les pires ». Suit un exemple : « Dans le département de Vinnitsa, une groupe kolkosien qui a obtenu une récolte supérieure de 56 % à celle d'un autre groupe a touché moins que ce groupe, car son nombre de journées de travail était inférieur »...

« Dorénavant le travail de chaque cultivateur kolkosien sera apprécié selon ses mérites individuels ; il touchera le total de sa paie, calculée d'après la qualité de son travail ».

Dans *l'industrie* de nouvelles mesures ont été prises pour remédier aux inconvénients des déplacements de main-d'œuvre. Un régime sévère de passeport et de livret de travail, des envois en camps de travail forcé tendent à fixer le travailleur. Pour augmenter la production, la semaine de travail a été portée à 7 jours et la journée de travail à 8 heures.

« Il y a six mois, la présidence du Conseil suprême de l'U. R. S. S. a édicté l'oukase sur le passage à la semaine de sept jours et à la journée de huit heures et sur la défense aux ouvriers et aux employés de quitter sans autorisation les entreprises et les institutions où ils travaillent. Cette oukase a une importance politique et économique énorme.

« L'augmentation de la durée du travail, l'introduction d'une discipline de fer, la lutte contre les désorganisateurs de la production : vagabonds et flâneurs, ouvrent de très larges possibilités pour l'augmentation de la production.

« Mais il ne s'agit pas seulement de cela. Il s'agit d'améliorer l'organisation du travail et de la production. Or, il y a encore des entreprises qui, non seulement n'y font aucune attention, mais où la production a même baissé ! Ces jours derniers, le commissariat du Naphte

a pris connaissance des rapports des directeurs. L'un d'eux a permis à la production de tomber assez bas par rapport à l'année dernière. L'une des causes : discipline insuffisante du travail et de la production ». (*La Pravda*).

Parallèlement à cette évolution de la politique économique et sociale se poursuit la *réorganisation de l'armée rouge*. Pour assurer la formation des cadres, les écoles de cadets viennent d'être rouvertes. On y reprend les traditions qui étaient en honneur au temps des Tsars.

SUISSE. — Pour faire face aux difficultés croissantes de ravitaillement et d'échange, le Conseil fédéral a pris, en vertu de ses pleins pouvoirs, un arrêté de première importance : la production agricole sera organisée sur des bases nouvelles. La totalité du sol cultivable devra être mise en valeur, aux dépens si besoin est de l'élevage. Le retour à la terre d'une certaine partie de la population industrielle et urbaine est prévu, ainsi que l'aide d'une main-d'œuvre fournie par l'armée.

Ces mesures adoptées pour répondre aux besoins urgents de l'heure ne doivent pas être définitives. Le Conseil fédéral, tout en poussant actuellement le pays à l'autarcie, ne néglige rien pour tenter d'ouvrir les portes qui se sont peu à peu fermées aux exportations. C'est ainsi qu'il a envoyé une délégation économique à Madrid, qu'il envisage, paraît-il, l'acquisition d'une flotte commerciale et qu'il vient de signer un accord économique avec l'U. R. S. S.

Le parti socialiste a présenté une proposition tendant à demander l'élection du gouvernement par le peuple. En contre-projet, une commission du Conseil fédéral a proposé de porter de sept à neuf le nombre des conseillers fédéraux, ce qui permettrait de faire place à de nouveaux représentants que l'on pense devoir être socialistes.

ASIE

JAPON. — Au cours de janvier. M. Matsuoka, ministre des affaires étrangères, a précisé que dans le cas d'une intervention des Etats-Unis dans la guerre européenne, le Japon se réserverait d'examiner quel était l'agresseur avant d'intervenir aux

côtés des puissances de l'Axe en vertu de l'article 3 du pacte tripartite. M. Matsuoka ajoutait que la politique japonaise d'extension économique vers le sud n'impliquait aucune idée de conquête, mais visait simplement à l'extension de l'influence japonaise au-delà de la Chine, jusqu'en Thaïlande et Birmanie.

Ce désir du Japon de rester à l'écart du conflit européen et de garder les mains libres vers le sud donne le sens de la réponse fort courtoise que M. Matsuoka fit à M. Eden à l'occasion de la médiation japonaise dans le conflit franco-thaïlandais. M. Matsuoka profita de cette correspondance avec le ministère des affaires étrangères de Grande-Bretagne pour indiquer ses vues personnelles sur le conflit occidental et pour offrir ses bons offices si un des belligérants en exprimait le désir.

Le Japon manifestait ainsi à nouveau son désir de n'être pas impliqué dans le conflit occidental. Dans le même temps ses armées évacuaient les districts de la Chine centrale et concentraient leurs forces sur les côtes sud de la Chine ; sa marine envoyait des forces navales assez importantes dans le golf de Siam.

Cette nouvelle attitude semble devoir apporter de profondes modifications dans la campagne de Chine. Le prince Konoye a déclaré sans ambages que l'aventure chinoise avait coûté à la nation des sommes énormes et la mort de 100.000 officiers et soldats. Il ajoutait : « La solution de l'affaire de Chine est encore lointaine, la situation qui en résulte a augmenté de gravité. Je suis profondément ému par le souci qu'elle cause à l'empereur. Je suis déterminé à tirer le pays des difficultés actuelles, rendant ainsi le dernier service dont je serai capable à la cause publique ». A quelques jours de là, M. Matsuoka précisait que son gouvernement se refusait à ignorer plus longtemps le régime de Tchang-Kaï-Chek et était d'accord avec M. Wang-Choung-Wei pour amalgamer les deux gouvernements chinois. Proposition qui fut laissée sans réponse mais qui montre à quel point le Japon se préoccupe d'avoir toute liberté d'action à l'heure actuelle. C'est sans doute pour la même raison que le Japon s'est montré si désireux de voir conclure l'armistice franco-thaïlandais et qu'il a poussé à l'acceptation aussi rapide que possible d'un accord définitif.

INDES NEERLANDAISES. — Après les événements de juin 1940, M. Matsuoka déclara « que le Japon était résolu à créer

en Asie occidentale une vaste sphère de prospérité économique qui engloberait aussi les Indes Néerlandaises ». Des négociations furent aussitôt engagées à Batavia pour obtenir de larges livraisons de pétrole et de caoutchouc, la pose d'un câble sous-marin entre le Japon et les Indes Néerlandaises, un service régulier de transport aérien entre les deux pays, une plus abondante immigration et une importation plus considérable de produits industriels japonais.

Plusieurs de ces demandes ne purent être prises en considération par le gouverneur des Iles, et le gouvernement hollandais réfugié à Londres fit savoir qu'il avait de fortes objections à faire à l'incorporation des Indes Néerlandaises dans la sphère de prospérité économique de la plus grande Asie. Les négociations continuèrent cependant. Après quelques interruptions, elles viennent d'être reprises. Toutefois les Indes Néerlandaises fortifient leurs moyens défensifs. Depuis l'occupation de la Hollande une armée, une aviation, une marine ont été constituées. Le service militaire est devenu obligatoire pour les 300.000 blancs des Iles. Les indigènes ont été admis dans l'armée à titre de volontaires. Des appareils de bombardement et de chasse ont été achetés aux Etats-Unis. La flotte comprend trois croiseurs, sept torpilleurs, quinze sous-marins, vingt-quatre vedettes lance-torpilles. C'est une force nouvelle qui apparaît en Extrême-Orient. Elle est loin d'être négligeable, encore que de caractère nettement défensif.

AMÉRIQUE

ETATS-UNIS. — Les Etats-Unis inclinent de plus en plus à la guerre sans guerre.

Une enquête sur les réactions de l'opinion américaine en présence des événements de la guerre révèlent qu'en mai 1940, avant la grande attaque allemande, 36 % seulement des personnes consultées se prononçaient pour l'aide à l'Angleterre. La proportion est maintenant passée à 60 %. Mais alors que l'entrée en guerre des Etats-Unis était regardée favorablement par 15 à 18 % au mois de septembre et d'octobre, elle n'était plus réclamée que par 12 % après les succès anglais en Afrique. L'opinion américaine serait, en effet, que l'aide matérielle américaine rendra inutile une aide militaire ; aussi s'est-elle passionnée pour la discussion du projet « prêt-bail » du président Roosevelt.

Les pouvoirs accordés au président lui permettent de faire travailler les usines pour la défense nationale, de céder par vente, bail, échange ou transfert du matériel de guerre, de réparer le matériel de guerre des pays étrangers. Certaines limitations ont été apportées aux droits que le projet voulait conférer au président : Ses pouvoirs expireront le 1er juillet 1943, le montant de l'aide qui pourra être immédiatement accordée à la Grande-Bretagne ne pourra dépasser 10 % de la valeur de l'équipement et de l'armement possédés par l'armée américaine.

La possibilité d'un conflit en Extrême-Orient préoccupe de plus en plus l'opinion. Aussi le gouvernement a-t-il pu obtenir sans difficulté 222 millions de dollars pour organiser la défense de deux îles du Pacifique, les Iles Gouam et Samoa. Des achats considérables de cacao, d'étain et de soie sont effectués en Extrême-Orient, car ce sont matières premières que le continent américain ne pourrait fournir en quantités suffisantes pour alimenter une consommation de guerre.

De nombreux experts économiques font remarquer qu'une rupture entre les Etats-Unis et le Japon se révèlerait plus grave pour le Japon que pour les Etats-Unis. Le marché américain est à peu près le seul qui soit ouvert aux industries vitales du Japon. Les Etats-Unis absorbent à eux seuls 83 % de la production de la soie et le tiers des exploitations japonaises. Ils fournissent en outre 34 % des importations, et parmi celles-ci figurent des produits indispensables pour les fabrications de guerre.

Une campagne a été entreprise en faveur du ravitaillement de la France. Un rapport du président Roosevelt a souligné les conséquences du blocus pour la santé des enfants. Pour répondre aux objections anglaises prétendant que les envois pourraient être utilisés par l'Allemagne, on a proposé de centraliser les expéditions au Portugal et d'organiser les transports et les distributions sous un contrôle international.

Un premier envoi à destination de la France a pu être obtenu. Un chargement de lait condensé, de vitamines et de vêtements a pu franchir le blocus et arriver à Marseille au début de mars. Distribution en sera faite en zone libre dans les écoles publiques et privées.

SAINT-SIÈGE

Les conditions d'une paix durable et juste si fortement rappelées à Noël par sa S. S. Pie XII ont été reprises en Angleterre dans un manifeste commun signé de l'archevêque anglican de Canterbury, du cardinal Hunsley, archevêque de Westminster, et du révérend Armstrong, au nom de l'Eglise libre d'Angleterre.

Les signataires ont joint au texte de sa S. S. Pie XII les déclarations suivantes :

« Une paix durable est impossible en Europe si les principes de la religion chrétienne ne sont pas à la base de la politique nationale et de la vie sociale.

Toutes les nations doivent être considérées comme des membres d'une même famille dont Dieu est le Père.

Les grandes différences de richesses et de propriétés devraient disparaître. Tout enfant, quelle que soit sa race ou sa classe, devrait avoir même possibilité de faire valoir ses aptitudes ; la famille doit être protégée en tant que cellule primordiale de la société ; le souci d'accomplir la volonté divine doit demeurer présent à tous, même au cours du labeur quotidien ; les richesses de la terre devront être accessibles à toute l'humanité en tant que don de Dieu. »

L'*Osservatore Romano,* citant de nombreux passages des allocutions pontificales, a mis au point certaines informations qui avaient été répandues par la presse à l'occasion des déclarations de sa S. S. Pie XII sur les conditions morales de la paix.

« Dans l'un des discours que le Saint-Père a l'habitude de prononcer aux audiences générales, sa Sainteté déplorait qu'une certaine presse semble avoir résolu de détruire « dans la grande famille des peuples les relations fraternelles entre les enfants du même Père céleste » ; et Elle affirmait que « la littérature de mensonge peut devenir aussi meurtrière que les chars blindés et les avions de bombardement ».

« S'il est vrai que « parmi les systèmes qui sont en présence, systèmes liés aux temps que nous traversons et qui dépendent de ces temps, l'Eglise ne peut être appelée à prendre parti pour une direction plutôt que pour une autre », il n'en est pas moins vrai que son Chef auguste vit avec ses enfants, à quelque nation qu'ils appartiennent, les tragiques heures d'un conflit qu'il s'est efforcé par tous les moyens d'éloigner, malheureusement en vain.

« Avec la charité du bon samaritain, connaissant les droits que lui confère une paternité qui ne connaît pas de frontière, il s'incline sur les corps déchirés, sur les âmes souffrantes, sur les blessés, sur les prisonniers, sur les opprimés, sur ceux qui ont faim, sur ceux qui sont dispersés. Et, tandis que « la paix erre timide et solitaire par les routes désertes dans l'ombre d'une espérance enveloppée de brume », il agit et il prie pour que « l'humanité tout entière, et chaque nation en particulier, sorte plus sage, plus expérimentée et plus mûre de la douloureuse et sanglante épreuve qu'elle subit aujourd'hui ; pour qu'elle sache distinguer d'un œil clair la vérité et l'apparence trompeuse ; pour qu'elle ouvre et tende l'oreille à la voix de la raison, que cette voix soit agréable ou non, et pour qu'elle la ferme à la vide rhétorique de l'erreur ; pour qu'elle voie la réalité, et comprenne qu'elle doit prendre au sérieux la réalisation du droit et de la justice », non seulement quand il s'agira pour chacun d'exiger l'accomplissement de ses propres demandes, mais aussi quand il s'agira de satisfaire les justes demandes d'autrui.

« Est-ce afin de saper parmi les hommes la certitude surhumaine que, bien que la lutte devienne plus dure, le Pape reste plus que jamais le père commun de tous les fidèles ? Est-ce afin de détruire la suave espérance et afin de dissiper le véritable réconfort, que certaines littératures s'emploient à présenter cette attitude comme étant inspirée par des considérations terrestres, et par conséquent, comme étant susceptible d'oscillations, d'évolutions calculées, de rapides changements ?

L'agence allemande D. N. B. a annoncé que trois évêques allemands, l'évêque de Cologne, le cardinal-archevêque de Breslau et l'évêque de Berlin se rendraient en visite au Vatican au cours du mois de mars.

Les statistiques missionnaires publiées par la Sacrée Congrégation de la Propagande, montrent, qu'au cours de l'année 1939, dix nouvelles circonscriptions missionnaires ont été créées, dont cinq en Asie et cinq en Afrique. Au total, au premier janvier 1941, on comptait 532 circonscriptions missionnaires. Sur ce nombre, 211 ont été créées par sa S. S. Pie XI au cours de son pontificat.

ACTUALITÉS ET DOCUMENTS

LA POLITIQUE JAPONAISE

Déclarations de M. Matsuoka à la presse étrangère [1]

Si le Japon et les Etats-Unis « conservent leur sang-froid » et « se mêlent chacun de ses affaires », il n'y aura pas de conflit sérieux entre eux, selon les « vues sur l'avenir » exposées ce soir aux correspondants étrangers par M. Matsuoka, ministre des Affaires étrangères du Japon.

Le Japon est « engagé d'honneur » à combattre, a-t-il ajouté, si les Etats-Unis attaquent l'Allemagne, mais seulement à condition que le Japon soit convaincu que ce sont les Etats-Unis qui ont commencé. Il a reconnu que l'apparition de navires de guerre américains à Singapour appellerait, de la part du Japon, « un examen très sérieux ».

Ces déclarations sont les points principaux de la première conférence de M. Matsuoka avec la presse étrangère...

A la première question posée, à savoir si la nomination de l'amiral Kichisaburo Nomura comme ambassadeur du Japon à Washington, implique un changement de la politique japonaise, le ministre a répondu :

« La triple alliance guide aujourd'hui la politique du Japon, exactement comme l'alliance anglo-japonaise il y a vingt ans. Toutes les nations connaissent maintenant la position du Japon. La triple alliance vise à être un pacte de paix ayant pour but d'empêcher d'autres pays d'entrer dans la guerre européenne ».

Suivent d'autres questions et réponses :

Question. — « Comment le pacte fonctionnera-t-il si les Etats-Unis et l'Allemagne se trouvent entraînés dans la guerre ?

Réponse. — « Il nous faudrait d'abord décider si ce sont les Etats-Unis qui ont été attaqués ou si c'est l'Allemagne. C'est une affaire d'interprétation. Si l'une des trois puissances de l'alliance est attaquée par une autre puissance, les trois signataires doivent se réunir

(1) Extrait d'un interview de M. Hugh Byas, donné au *New York Times*.

en conférence et décider si le cas tombe sous le coup de l'article III. S'il apparaissait que les Etats-Unis ont attaqué l'Allemagne, nous serions engagés d'honneur à faire la guerre. J'espère que le cas ne se présentera pas. Le désir de l'empêcher de se présenter est le motif du pacte ».

Question. — « Comment voyez-vous les relations futures du Japon et des Etats-Unis, si la crise actuelle passe sans accident ?

Réponse. — « Mes prévisions seraient qu'il pourra se produire entre nous des différends, même de sérieux différends, mais si chacun de nous se mêle de ses propres affaires, je ne pense pas qu'il en résulte de conflits sérieux. Tout dépendra de savoir si nous nous mêlons chacun de nos affaires. J'espère ardemment que nous arriverons à une meilleure entente. Je n'ai jamais perdu l'espoir que dans le proche avenir nous ayons quelques franches conversations et établissions nos relations sur une base saine. Tels sont mes espoirs et mes prévisions. Il serait absurde, de la part de chacun de nous, de faire la guerre. Aucun différend ne nous sépare, qui ne puisse être surmonté si nous conservons notre sang-froid et nous occupons de nos affaires ».

Question. — « Une « guerre non déclarée » ferait-elle jouer l'alliance ?

Réponse. — « Une guerre non déclarée poserait un cas difficile à résoudre. Même dans le cas d'une guerre ouvertement déclarée, c'est une question délicate de décider quel est le côté qui a commencé ».

Question. — « L'article III du traité est-il annulé, en ce qui concerne la Russie, par l'article V ?

Réponse. — « Nous plaçons la Russie Soviétique en dehors de ce pacte ».

Question. — « La guerre économique constituerait-elle une agression selon l'article III ?

Réponse. — « C'est difficile à dire. Si un cas sérieux se présentait, il faudrait que les trois signataires confèrent pour déterminer leur attitude ».

Question. — « Comment les relations avec la Russie Soviétique seront-elles affectées par le traité avec Nankin (le gouvernement de la Chine du Nord patronné par les Japonais), en particulier pour ce qui concerne les clauses prévoyant que le Japon établira des garnisons permanentes en Mongolie Intérieure et en Chine du Nord ?

Réponse. —« Cela concerne l'avenir ; je laisserai à l'avenir le soin de répondre. J'espère que cela ne produira aucun effet fâcheux, et je ferai tout mon possible pour convaincre les Soviets de considérer ce traité comme sans danger. J'ai confiance de pouvoir amener les Soviets à voir les choses sous cet angle ».

Question. — « Quels sont les buts finaux du Japon dans les mers du Sud ?

Réponse. — « Notre but final est d'établir une entente sur des bases saines de façon à pouvoir conduire nos échanges et nous développer pacifiquement ».

Question. — « Continuez-vous la politique de votre prédécesseur qui consistait à maintenir le *statu quo* dans les mers du Sud ?

Réponse. — « Le *statu quo* se modifie constamment. Aucune puissance ne peut l'empêcher de se modifier. Le Japon n'a pas l'intention d'empêcher ces changements, mais il n'a pas d'ambitions territoriales. Notre politique en Grande Asie Orientale cherche à obtenir que toutes les nations puissent avoir la place qui leur revient et soient en état de décider de leur propre destin à leur avantage mutuel. Nos objectifs dans le Sud sont purement économiques. Nous sommes contre la conquête, l'oppression, l'exploitation par le Japon tout autant que par tout autre pays ».

Question. — « Quelles sont les limites de la Grande Asie Orientale ?

Réponse. — « Quand nous parlons de la Grande Asie Orientale, nous entendons les régions au delà du Japon, de la Chine et du Mandchoukouo. Il est difficile de dire jusqu'où elle s'étend. Mon idée est qu'elle comprend le Thaïlande et la Birmanie, et s'étend jusqu'à la Nouvelle-Calédonie, mais exclut l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Nous sommes opposés à la conquête. Que chaque peuple détermine son sort. Quelques-uns diront peut-être : « Qu'est-ce que vous faites en Chine ? » Nous ne faisons pas la conquête de la Chine. J'ai décidé de ne pas parler de ce que nous sommes en train de faire, mais d'aller notre chemin. Cela prendra peut-être un demi-siècle, et le monde connaîtra alors combien nous sommes sincères. Ce que nous faisons peut ressembler à une guerre de conquête, je l'admets. Beaucoup de Japonais ont appris de l'Occident qu'après la conquête vient l'exploitation. Nous combattons contre cette idée .Nous allons vers une parfaite égalité entre le Japon et la Chine. Nous avons eu de nombreux Japonais qui ont été élevés dans vos idées occidentales d'avidité, de conquête et d'oppression, mais nous essayons de nous écarter de ces idées pour retourner au pur japonisme antique. Si le peuple américain nous comprenait, il serait disposé à nous aider, mais il ne peut pas comprendre ».

Question. — « Quelle serait la réaction du Japon si des navires de guerre américains allaient à Singapour ?

Réponse. — « Une pareille éventualité ferait immédiatement l'objet d'un examen très sérieux de la part du Japon. Il y a là un problème très dangereux, et je désire éviter un malentendu. En ce moment, je ne pense pas à ce qu'il faudra faire si elle se produit. Si j'étais un homme plus prudent, je répondrais : « Je ne puis répondre à une question concernant une hypothèse. Un pareil événement ne se présente pas à mon esprit et je ne le prends pas en considération ».

Question. — « Le Japon a-t-il perdu l'espoir de conclure la paix avec le généralissime Tchiang-Kaï-Chek ?

Réponse. — « Non, j'espère qu'un jour nous retrouverons la paix, mais je ne vois guère d'espoir dans le proche avenir. Il appartient en grande partie à Nankin de prendre des mesures ».

Question. — « L'armée japonaise n'évacuera-t-elle la Chine occupée qu'après que la paix aura été rétablie sur toute l'étendue de la Chine ?

Réponse. — « Si la paix est rétablie en territoire occupé, il est possible que l'armée japonaise se retire ».

Question. — « Sous quel angle voyez-vous le nouveau prêt consenti par les Etats-Unis à la Chine ?

Réponse. — « Il prolongera la guerre ».

Question. — « Le Japon modifierait-il sa politique en Chine dans l'espoir d'améliorer ses relations avec l'Amérique ?

Réponse. — « Je ne vois aucune perspective de ce genre, pour la simple raison que nous pensons que nous faisons ce qu'il faut faire et qu'il y a une différence nette d'opinions entre l'Amérique et nous. Nous ne passons pas jugement sur ce que font les Etats-Unis en Occident, et nous essayons de nous limiter à cette partie-ci du monde ».

M. Matsuoka a terminé la conférence en demandant aux correspondants ce qu'ils pensaient concernant la possibilité de l'entrée des Etats-Unis dans la guerre européenne.

« J'ai toute sorte de renseignements différents, a-t-il remarqué, et cela vous rend perplexe ».

Personne n'a répondu.

Hugh BYAS.

Les conséquences économiques d'un conflit nippo-américain[1]

Les facteurs intervenant au cas d'une rupture entre les Etats-Unis et le Japon ont été récemment rassemblés pour l' « American Défense », groupe de Harvard, par M. Seymour E. Harris, professeur adjoint d'économie politique à Harvard. Sa conclusion est « qu'une rupture entre les deux pays, particulièrement si cette initiative était prise par nous en coopération avec la Grande-Bretagne, se révélerait plus sérieuse pour le Japon que pour nous. Si le Japon était capable d'arrêter nos importations de caoutchouc et d'étain, notre avantage relatif s'en trouverait diminué — mais il serait loin d'être éliminé ». Tel est l'exposé très modéré des résultats de nos recherches concernant l'avantage dont jouit notre pays.

---

(1) Extrait d'un article de M. Arthur Krock dans le *New York Times*.

Bilan économique.

Le document commence par exposer les lourdes pertes que le Japon subirait dans le cas d'une pareille rupture. C'est de nous que le Japon tire une grande partie des devises étrangères qui lui sont nécessaires puisque nous absorbons ici environ un tiers de toutes les exportations japonaises, à l'exclusion des ventes faites aux autres membres du « Bloc du Yen », les pays d'Extrême-Orient se trouvant sous la coupe du Japon. Pour l'industrie vitale de la soie japonaise, notre pays constitue presque le seul marché (de 1937 à 1938, nous avons importé en valeur 83 % de la production). En outre, nous avons fourni au Japon 34 % de ses importations en 1938, y compris les matières et produits les plus importants pour la guerre : le pétrole, les produits à base de fer, les machines à travailler les métaux et le cuivre.

Sur le total des importations japonaises de huit articles d'importance stratégique entrant dans cette catégorie, 98 % sont venus d'ici : pétrole, 66 % ; ferraille, 91 % ; alliages ferreux, 98 0/0 ; cuivre, 92 0/0 ; métal et alliages, 99,6 % ; automobiles et pièces détachées, 77 % ; machines pour travailler les métaux, 70 % ; avions et pièces détachées, 63 %. Et il y a aussi le coton.

Depuis, quelques-unes de ces importations ont été arrêtées. Mais c'est des Etats-Unis que le Japon tire encore la plus grande partie des pièces de sa machine de guerre.

Le professeur Harris signale, en outre, que sur trente-deux produits essentiels à la guerre, le Japon ne possède de surplus exportables que pour deux. Il produit une quantité insuffisante ou partielle de seize autres, et dépend en entier de ses importations pour onze. Les possessions britanniques et néerlandaises ont fourni au Japon, en 1939, 29 % des produits nécessaires à la guerre, ce qui donne une idée de ce que signifierait la coopération anglo-américaine en cas de rupture anglo-japonaise.

« Le résultat net serait, écrit, écrit M. Harris, une sérieuse désagrégation et un accroissement des prix qui réduiraient de façon marquée l'efficacité des efforts de guerre japonais ».

« Quant à nos importations en provenance du Japon, seules celles de soie brute s'en trouveraient sérieusement arrêtées, et aucune de ces importaions n'est vitale. Ces articles comprennent :
huile de poisson : 52 0/0 ; faïence et porcelaine, 51 0/0 ; tissus de soie, 42 0/0 ; chiffons, 99,5 ; chairs de crabe et sauce, 81 0/0 ; thon à l'huile, 77 0/0 ; jouets, 66 0/0 ; paille pour chapeau, 55 0/0 et tissu de coton blanchi, 52 0/0. Tout cela ne pose pas de grave problème aux Etats-Unis. Mais un blocus arrêtant le caoutchouc et l'étain, comme le note le professeur Harris, serait sérieux, étant donné que 98 % de la production mondiale de caoutchouc brut vient d'Extrême-Orient et qu'en 1938, 81 % de nos importations d'étain sont venus de

cette région. M. Harris pose la question : « La perte de ces importations serait-elle une calamité ? » et conclut : « Le problème n'est pas insoluble » :

« *Caoutchouc.* — *A notre passif :* En 1939, notre pays a consommé 592.000 tonnes de caoutchouc. Il faudra au moins trois ans pour produire une quantité suffisante de caoutchouc synthétique, à un prix beaucoup plus élevé. Il faudra dix ans avant que l'Amérique du Sud puisse nous en fournir des quantités appréciables. Si une rupture avec le Japon se produisait, nous avons — et c'est l'extrême limite de nos réserves — des approvisionnements pour un an, à la cadence actuelle de nos importations. — *A notre actif :* Mais nous pouvons accélérer la cadence de nos importations et c'est ce que nous semblons faire.

« *Etain.* — *A notre passif :* L'opposition du cartel international, sous la coupe des Britanniques, à la préparation industrielle de l'étain aux Etats-Unis. — *A notre actif :* Le fait que la R. F. C. vient de financer des achats représentant l'approvisionnement d'une armée ; les dispositions prises pour la production industrielle et l'attention apportée à la fabrication de substituts de l'étain. « Un obstacle embarrassant, mais non insurmontable », conclut de cet examen le professeur Harris.

Le bilan économique est beaucoup plus défavorable au Japon. Cela est aussi visible en caractères japonais qu'en caractères anglais, et M. Matsuoka doit l'avoir présent à l'esprit de même que ceux de ses collègues qui ont laissé des portes de sorties, d'accès facile, dans le pacte militaire offensif et défensif entre le Japon et l'Axe.

LA SITUATION ALIMENTAIRE DE L'ESPAGNE (1)

... La situation créée par le ravitaillement de la population en denrées alimentaires constitue le plus gros souci du gouvernement ; l'action du Secours Social espagnol, qui distribue dans tout le pays des vivres aux populations pauvres et a ouvert des réfectoires qu'il ne cesse de développer, ne montre pas seulement combien l'action sociale est nécessaire et efficace dans les difficultés présentes ; elle montre aussi, non seulement à quel point les plaies de la guerre civile sont encore vives, mais encore combien l'Espagne souffre de la situation créée par la présente guerre. Ces deux circonstances expliquent l'étroitesse de la marge alimentaire.

(1) Extrait de la *Kölnische Zeitung*.

Causes internes — Causes externes

Il est presque impossible de séparer les causes nationales des causes internationales de cette situation parce que les unes et les autres sont presque toujours enchevêtrées. Si, par exemple, la récolte de la principale denrée alimentaire, le blé, a été aussi mauvaise, la faute n'en incombe pas seulement à la diminution des superficies cultivées et aux conditions météorologiques défavorables, mais aussi au manque d'engrais, d'animaux de trait et de machines. Or, les importations d'engrais sont entravées par les conséquences de la guerre tout autant que par la pénurie des devises.

Cette dernière à son tour ne saurait s'expliquer uniquement par la contraction des exportations consécutive à la mauvaise récolte ; elle résulte aussi des difficultés de transport par mer qui arrêtent complètement ou réduisent fortement l'exportation de produits agricoles qui, comme les oranges, par exemple, constituent la principale source de devises de l'Espagne.

Le blocus anglais ne laisse pénétrer en Espagne qu'une quantité absolument insuffisante de deux articles aussi importants que le blé, pour la fabrication du pain, et l'essence, pour les transports et la force motrice. Et dans la grave pénurie de matériel de chemins de fer, le manque de navires et la limitation rigoureuse de la circulation automobile imposée par la rareté de l'essence, nous trouvons un nouveau facteur, soit le manque de moyens de transports, qui aggrave d'une manière toute particulière l'arrivage et la distribution intérieure des produits alimentaires.

Déficit de blé

On comprendra que ces facteurs entraînent, isolément ou conjointement, une complication extraordinaire de la situation et exercent, par leurs effets conjugués, une influence profonde sur le mécanisme de l'économie. Le ravitaillement en blé, le produit alimentaire le plus important pour la population espagnole, en fournit un bon exemple qui peut s'appliquer à quelques détails près aux autres produits agricoles.

Que la récolte de blé ne soit encore jamais tombée aussi bas depuis un siècle que pendant la dernière année est un fait gros de signification. Car l'Espagnol est grand mangeur de pain, et le pain constitue la base de son alimentation.

En période normale, on peut compter sur une récolte et une consommation annuelles de 40 millions de quintaux métriques. Mais on signale que la superficie cultivée s'est abaissée de la normale de 8, 5 à 7 millions d'hectares, et la pénurie très grave des engrais, que l'Espagne doit faire venir en majeure partie de l'étranger, agit également dans le sens d'une diminution de la production.

Il en va de même pour les aminaux de trait, dont la rareté joue au désavantage des travaux agricoles. D'après une statistique officielle récemment publiée, l'Espagne possédait en 1935 808.350 chevaux et 1.474.564 mulets, mais les chiffres se sont abaissés en 1940 à 555.415 et 1.117.144. De même, le cheptel des ânes s'est abaissé de 1.175.842 à 804.853.

Tous ces facteurs, combinés avec des conditons atmosphériques souvent défavorables, entre autres une sécheresse prolongée qui a fait sécher le grain sur pied dans de nombreuses régions, ont réduit la récolte à 28 millions de quintaux métriques. Quand on fixe à 40 millions de quintaux les besoins normaux, il faut tenir compte que 6 millions de quintaux étaient prélevés jadis sur cette masse pour les semailles d'automne et de printemps et qu'eu égard aux efforts déployés pour accroître les ensemencements, il en faudra distraire au moins autant pour les semailles de cette année.

Par ailleurs, les agriculteurs, comme l'a indiqué F. Baratesch dans un exposé à la Solidaridad Nacional, ne sont pas soumis au rationnement du pain, mais autorisés à prélever sur leurs récoltes 200 kilos de blé par personne pour couvrir leurs propres besoins. Comme le conférencier fixe à 10 millions le nombre de ces consommateurs directs, chiffre qui ne paraît pas exagéré étant donné la structure économique de l'Espagne, la consommation directe absorberait donc 20 millions de quintaux à elle seule.

Compte tenu des quantités nécessaires pour les semailles, un déficit est à prévoir si le reste de la population doit être ravitaillée sans le secours de l'importation. Mais il faut encore tenir compte de cette particularité que les Madrilènes reçoivent régulièrement leurs rations de pain, tandis que, chose étrange, les provinces restent sans pain pendant des jours et des semaines. Notre propre expérience nous permet d'invoquer les déclarations que nous a faites un vieux métayer de province : sa récolte a été si mauvaise qu'elle est absolument impropre à couvrir les besoins de sa famille.

Déficit d'huile

La situation est la même pour l'huile d'olive, indispensable aux foyers espagnols, et qui ne peut être distribuée qu'en quantités insuffisantes.

En année normale, la production espagnole moyenne est de 3, 2 à 3, 4 millions de quintaux métriques, dont 600.000 quintaux vont à l'exportation. La récolte de l'année est incapable de couvrir les besoins intérieurs, tout comme celle qui a suivi la fin de la guerre civile, et assurera une production d'huile inférieure de 30 % à la normale.

Il faut ajouter que l'Espagne n'a pas entièrement renoncé à l'exportation, par suite de son besoin de devises, même si ses exportations

d'huile de 1939 n'ont atteint que 52.000 quintaux, qui, malgré les mensonges étrangers, ont été dirigés presque exclusivement sur les pays d'outre-mer.

Il n'en est pas moins caractéristique que l'Espagne, le plus grand producteur d'huile d'olives du monde, manque à ce point de ce produit.

Conséquences pour la population

Les rations de pain, qu'il avait déjà fallu réduire vers le milieu de l'année passée, vont être sous peu modifiées en fonction de considérations sociales et fixées de telle façon que l'on prêtera une attention particulière à la grande masse de la population laborieuse, tandis que les personnes aisées ne recevraient qu'une très petite ration.

La priorité accordée à la masse des gagne-petits part de l'idée très juste que ceux-ci ne peuvent, avec leurs faibles salaires, acheter que des aliments à bon marché, tandis que la classe favorisée a toute liberté de se procurer des denrées plus coûteuses.

Jusqu'ici, par exemple, le commerce de la viande et des œufs était resté libre, parce que « l'homme de la rue » n'a pas les moyens d'acheter ces produits. Il se considère comme satisfait de la petite ration de viande allouée par sa carte, et encore restera-t-elle beaucoup trop coûteuse pour lui dans bien des cas. Il est à peu près impossible de se procurer des œufs avec les cartes ; le sucre n'existe qu'en quantités restreintes et insuffisantes. La dernière récolte de betteraves devait permettre d'améliorer la situation, mais elle ne sera pas à même de satisfaire tous les besoins.

En prévision d'une bonne récolte, le commerce des pommes de terre est resté libre, mais le problème des transports qui, d'une manière générale, domine la distribution de tous les produits alimentaires, intervient ici tout particulièrement.

Le problème des transports

La pénurie aiguë des moyens de transports rend exceptionnellement difficile l'égalisation du ravitaillement de province à province, aussi bien que la répartition judicieuse des produits alimentaires existants, sans parler des problèmes d'organisation.

Quelque 15.000 wagons de marchandises et 1.500 locomotives sur les 3.000 dont disposait l'Espagne, ont disparu au cours de la guerre civile. Le matériel susceptible d'être réparé a été remis en service aussi rapidement que possible, mais les réparations et plus encore les constructions neuves restent, par suite des difficultés générales, très au-dessous de ce que l'on pouvait attendre en période normale, et n'ont pu combler en rien les vides considérables apparus entre temps.

En outre, le réseau des chemins de fer espagnols, qui présente plu-

sieurs types d'écartement, n'a que 18.000 kilomètres de longueur environ, et l'absence de voies transversales est frappante. Le parc des wagons étant réduit, les chargements se heurtent constamment à de grandes difficultés, même pour les transports de charbon.

Pour la même raison, il a fallu différer les exportations d'oranges qui allaient, pour la troisième fois, par suite de la guerre, s'exercer principalement vers l'Axe, et qui, en raison du caractère périssable du produit, doivent jouir, à l'intérieur même du pays d'origine, d'un traitement de faveur. Les wagons font également défaut pour l'exportation d'autres produits alimentaires importants.

Enfin le rationnement de l'essence et le prix élevé de ce carburant ont fortement réduit la circulation automobile, si bien que la totalité du trafic se dirige sur le chemin de fer qui ne peut en aucune manière satisfaire des exigences aussi élevées.

C'est un fait que ces difficultés influent profondément sur la répartition des denrées. Le ravitaillement en pommes de terre, entre autres, fournit un exemple : la récolte, on l'a dit, a été bonne et a pu se vendre facilement. Et pourtant, quelques provinces manquent de pommes de terre, pour l'unique raison que les moyens de transports sont insuffisants. En outre le prix de vente maximum imposé au commerce ne lui laisse guère de bénéfice, de sorte que, pour cette raison également, l'on n'a pu éviter le ralentissement des arrivages et la raréfaction de la marchandise.

Les remèdes

Le Gouvernement a tout mis en œuvre pour faire venir d'outre-mer la plus importante des denrées alimentaires, le blé panifiable, et les pays d'outre-mer se félicitent toutes les fois qu'ils peuvent vendre une cargaison de blé. Mais l'Angleterre refuse les autorisations qui faciliteraient le transport. Si, malgré tout, deux ou trois navires chargés de blé d'outre-mer sont arrivés ces jours-ci dans les ports espagnols, ils ne représentent pratiquement rien au regard des besoins du pays. Les difficultés sont donc extrêmes et le Ministre des Affaires Etrangères les a exposées récemment avec la plus grande franchise.

Diverses mesures ont été prises depuis plusieurs mois. A la fin de l'année dernière, un accord a été conclu avec le Gouvernement chilien pour la livraison de grosses quantités de salpêtre ; 150.000 tonnes doivent être livrées jusqu'en juillet 1941, dont 40.000 étaient attendues pour le mois de janvier, sauf nouvelles difficultés.

Une loi du 5 novembre a stipulé que tous les domaines cultivés pendant l'une des années de la période 1931-1935 devraient participer aux semailles de la campagne agricole en cours.

L'armée a mis un grand nombre de tracteurs et de bêtes de trait à la disposition des agriculteurs, pour leur permettre de mettre leurs

terres en état. D'un autre côté, le relèvement des prix doit stimuler les cultures. Pour plusieurs produits, tel que le blé et le riz, le prix à verser par l'Administration aux agriculteurs pour leur prochaine récolte a été amélioré ; en outre, des primes ont été prévues pour le cas où l'augmentation des surfaces cultivées accroîtrait les rendements.

Par là, on s'efforce d'améliorer la situation alimentaire, mais la mesure dans laquelle ces efforts pourront être couronnés de succès ne dépend pas seulement, cela va de soi, d'une bonne organisation, elle dépend encore de l'évolution intérieure et extérieure de la situation.

LE RÉGIME DU TRAVAIL EN U. R. S. S.[1]

Il y a six mois, la Présidence du Conseil Suprême de l'U. R. S. S. a édicté un oukase sur le passage à la semaine de sept jours et à la journée de huit heures et sur la défense aux ouvriers et aux employés de quitter sans autorisation les entreprises et les institutions où ils travaillent. Cet oukaze a une importance politique et économique énorme.

L'augmentation de la durée du travail ; l'introduction d'une discipline de fer ; la lutte contre les désorganisateurs de la production : vagabonds et flâneurs, ouvrent de très larges possibilités pour l'augmentation de la production. Et, en effet, au bout de six mois, les résultats de cet oukase sont assez sensibles dans toute une série de branches industrielles. Au cours de ces derniers mois, l'industrie socialiste a fait un pas notable en avant. Par exemple, le nombre des *progouls* (absences illégales) a nettement diminué. Si, à l'usine Dzorjinsky, ce nombre a été de 337 en juin, il a baissé jusqu'à 35 en novembre. A l'usine des pneus de Yaroslav, il a été de 201 en juillet et 59 en novembre.

Et pourtant cela n'est pas suffisant. L'oukaze du 26 juin avait en vue une extirpation complète des progouls. Or, ils continuent, de même que les vagabondages. Dans l'industrie houillère, le nombre de progouls a même augmenté en octobre par rapport au mois de septembre et cela a eu lieu encore dans toute une série d'entreprises.

A l'usine de machines lourdes d'Oural, il y a eu 138 progouls en octobre et 149 en novembre. Cela veut dire que l'oukaze est encore loin d'une application complète et il est impossible de se contenter des résultats atteints. Au contraire, on a toutes les raisons d'intensifier énergiquement la lutte en vue de cette réalisation. Car, ces derniers temps, dans diverses entreprises et dans les transports, on l'a relâchée. On a pris la lutte contre la fluidité de la main-d'œuvre et contre les flâneurs pour une campagne de brève durée. Et on continue même à protéger les flâneurs. Les libéraux pourris, qui sont indulgents pour les désorganisateurs de la production, n'ont pas encore disparu de l'administration des usines.

Mais il ne s'agit pas seulement de cela. Il s'agit d'améliorer l'organisation du travail et de la production. Or, il y a encore des entreprises qui, non seulement n'y font aucune attention, mais où la production a même baissé ! Ces jours derniers, le Commissariat du Naphte a pris connaissance des rapports des directeurs des Combinats et des Trusts. L'un de ces Combinats, celui de Maïcop, a permis à la production de tomber assez bas par rapport à l'année dernière.

(1) Extrait de la *Pravda*.

L'une des causes : discipline insuffisante du travail et de la production.

Au Collège du Commissariat des Constructions, on écoutait récemment les rapports des deux *glavkis* (centres régionaux) : celui de la construction des machines pour l'industrie du naphte et celui des constructions du Midi. Et on a appris que, bien que le nombre d'infractions à la discipline du travail ait diminué, les progouls existent toujours et la productivité du travail, dans une série de trusts, a même baissé ! Cela s'explique par la politique des directeurs ; ils s'imaginent que toute leur mission se borne à traduire devant les tribunaux les flâneurs et les vagabonds et qu'on peut laisser intacte toute l'ancienne organisation de travail, notoirement insuffisante.

Tous ces faits témoignent de la faiblesse tant de la direction économique et technique que de celle du travail politique du Parti dans ces entreprises. Donc, pour que le pays puisse tirer un bénéfice de l'oukaze du 26 juin, il faut continuer avec fermeté et ténacité la lutte pour l'affermissement de la discipline de travail et pour l'extirpation des progouls et de la fluidité.

Et cette lutte doit être complétée par le renforcement de la surveillance et la discipline dans le domaine technique et par le contrôle sur la qualité à la production. Enfin tout cela doit être accompagné d'un travail éducatif politique et d'une émulation socialiste.

REVUE DES LIVRES

ean Labusquière. — **Vérité sur les combattants**. Grandes Batailles de mai-juin 1940 — Editeur H. Lardanchet, Lyon, 1941 — Un volume in-16, 110 pages, prix : 7 fr. 50.

Pour la première fois un livre est écrit pour venger l'armée fran-aise des accusations ignominieuses qui circulent contre elle et qui ommencent à créer comme une sorte de légende de honte.

L'auteur ne cache pas qu'il y eut dans nos armées quelques défail-ances — « défaillances d'esprit à leur tête, défaillances de courage lans leurs rangs. Sans nul doute, et si les premiers relèvent du juge-nent de l'histoire les autres étaient inévitables dans une grande rmée nationale recrutant par millions des réservistes peu instruits et nal préparés. Mais contrairement à ce que colportent les ignorants, l faut se louer qu'elles aient été si peu nombreuses, si peu décisives au endemain des années d'erreur ou de lâcheté dont nous sortions. »

En 1914 aussi des unités lâchèrent pied, mais le Commandement ut le temps de les reprendre, de les forger au feu et d'en faire les nagnifiques combattants de 1916 et de 1918. En 1940, tout un hiver a té perdu.

On a beaucoup accusé les officiers de s'être sauvés en voiture. Iais l'auteur explique que les services de l'arrière étaient très impor-ants — trop importants peut-être — et qu'ils ont dû se replier. : Ainsi près de 4 millions de soldats devant, pour obéir à leurs con-ignes, à leur emploi, emprunter des itinéraires encombrés, sinon em-outeillés, par des millions de civils fuyant leurs demeures. Il suffit l'imaginer cette migration gigantesque pour comprendre à quelle ausse interprétation pouvait donner lieu la rencontre, par de pauvres ens épuisés ou terrifiés, de cette multitude d'hommes portant l'uni-orme et qui semblaient tourner volontairement le dos au champ de ataille. »

S'il y eut quelques fuyards parmi les combattants, il y eut surtout es Français dignes de leur passé et toujours prodigues d'actes d'hé-oïsme. Le chiffre des pertes est là qui venge l'honneur des officiers :

« 9 généraux sont tombés au champ d'honneur, luttant parfois es armes à la main parmi leurs officiers d'Etat-Major et leurs hommes, ans leurs P. C. investis. Sur 234 officiers généraux d'active, 130 sont ujourd'hui prisonniers, partageant ainsi, volontairement, le sort de eurs hommes. 40.000 officiers ont disparu, tués, blessés, ou prisonniers, roportion de 30 à 35 % qui équivaut à celle de cadres de la troupe.

Pour l'Armée active, 14.500 officiers sont restés sur le champ de bataille, tombés ou captifs, soit 65 % de leur effectif. »

Livre qui doit être lu et connu. Il rendra la fierté à ceux qui l'avaient perdue, et l'espoir en l'avenir de notre pays.

Jean ROCHE.

Albert BESSIÈRES. — **Le Maréchal Bessières, duc d'Istrie.** Editeur Charles Lavauzelle, Limoges 1941, in-8, 304 pages. Prix : 30 fr.

Nos lecteurs ont, dans ce numéro de « Cité Nouvelle », la primeur d'un des passages essentiels de ce livre. Ils peuvent juger de la richesse de sa documentation et de la variété de son style.

Le Maréchal Bessières, que son homonyme et compatriote, le R. P. Bessières, fait revivre en une très captivante biographie, fut une des figures les plus pures dans la pléiade des grands chefs que l'Empereur sut réunir autour de lui. Probe, généreux, d'âme vraiment chrétienne, ce qui était bien rare à l'époque, il était calme et maître de lui-même, mais déployait une audace folle quand le risque en valait la peine. Chef de la Garde Impériale, il la forma à son image, et c'est peut-être son plus beau titre de gloire. Napoléon l'aima et accepta de lui — sans en tenir suffisamment compte, hélas, — conseils et remontrances.

Comment se fait-il que cette belle figure ne soit pas connue à l'égal de celles de plusieurs de ses émules ? Le R. P. Bessières en donne des explications, mais nous pensons que cette nouvelle biographie remettra le duc d'Istrie à sa vraie place et lui rendra sa popularité.

Jean ROCHE.

Prosper DOR. — **Une Théorie nouvelle du miracle.** — Les Livres Nouveaux, Avignon, 1940. In-12, 248 pages, 25 fr.

L'auteur, catholique convaincu, nous promet une théorie inédite du miracle et, grâce à cette théorie, « un argument sans réplique et qui n'a pas encore été fourni ».

D'après M. Dor, le miracle n'est à aucun titre une dérogation aux lois de la nature. « En faisant le miracle, Dieu ne touche pas à une loi. Simplement il rétablit en faveur d'un privilégié le jeu faussé d'une loi, ou il soustrait tel privilégié ou groupe de privilégiés à l'action normale de telle ou telle loi, mais qui menace d'être néfaste à ce ou ces privilégiés ». Les explications données à ce sujet sont fort confuses et quelque peu hors de propos ; car toute la question est de savoir si l'effet est obtenu par le jeu normal des causes naturelles, ou bien en dehors ou au delà de celles-ci, par une action directe de Dieu. A ce dernier cas seulement convient le nom de miracle tel que l'entend la Tradition catholique, qu'il s'agisse d'un miracle physique ou d'un miracle spirituel.

L'explication proposée pour plusieurs miracles de l'Evangile us réserve elle aussi des surprises. Ainsi Lazare, tombé en léthar- et enseveli vivant, fut délivré par Jésus d'une mort cruelle. Le racle ? Jésus savait, sans que personne n'ait pu le lui apprendre, e son ami n'était pas mort et il profita judicieusement de la déli- ance du léthargique pour donner une leçon spirituelle appropriée... égèse fantaisiste qui ne s'accorde ni avec les déclarations de Jésus, avec le récit des évangélistes.

La seconde moitié du volume est consacrée à un autre sujet : s *Synoptiques et la divinité de Jésus*. De cette dissertation, je suis ureux de pouvoir dire plus de bien. On y trouvera des considéra- ns fort justes et utiles contre la thèse rationaliste d'une divinisa- n progressive de Jésus.

Jean-Pierre GRAUSEM.

uis MENDIGAL. — **Vie belle... Vie donnée...** — Editions de la J. E. C., 5, quai Claude-Bernard, Lyon. Format 13×21, 48 pages. Prix : 3 fr.

uis MENDIGAL. — **Ames claires... Foyers paysans.** — Editions Jacistes, 2, quai Maréchal-Joffre, Lyon. Format 13×21. Prix : 3 fr. 50.

uis MENDIGAL. — **Pour lancer une Section jéciste.** — Editions de la J. E. C., 5, quai Claude-Bernard, Lyon. Format 13×21, 80 pages. Prix : 7 fr.

De ces trois brochures, les deux premières sont sœurs, presque nelles. *Vie belle, Vie donnée*, en deux ans d'existence, a déjà rendu plus grands services en milieu urbain ; personnellement, je dois la connaître à un jeune qui me l'apporta, tout heureux de sa décou- te. *Ames claires, Foyers paysans* n'est que l'adaptation de son aînée milieu rural. L'une et l'autre, avec franchise et délicatesse, appor- t une réponse au problème de l'Amour tel qu'il se pose à un jeune nme — ou à une jeune fille — entre la quinzième et la vingtième née. Ménageant les étapes, c'est aux fiançailles plutôt qu'au mariage achemine directement leur lecture, agréable parce que la présen- ion de M. Mendigal abonde en trouvailles, et épanouissante parce tous les aspects du problème y sont envisagés en plein optimisme rétien.

Vieux routier de la J. E .C., où il occupe un poste d'aumônier ional, M. Mendigal sait comment il faut s'y prendre *Pour lancer Section jéciste*. Mais il attache infiniment plus d'importance à sprit qu'à la Lettre : aussi les conseils immédiatement pratiques et plans des premiers cercles d'études proposés à la section naissante, t-ils précédés de pages substantielles sur le sens profond de la E. C. Le tout exprimé avec des mots et illustré par des vignettes qui font un livre allègrement jeune.

Jean DU ROSTU.

Guy Dufourt. — **Initiation à la vie étudiante.** — Editions de l
J. E. C., 5, quai Claude-Bernard, Lyon. In-12, 64 pages.

Ce petit volume, indispensable à tout étudiant, est conçu dan l'esprit large, ouvert et pratique à la fois qui caractérise la J. E. C Les renseignements sur l'organisation matérielle de la vie étudiante logement, nourriture, budget, loisirs, y voisinent avec des études fine ment approfondies sur le milieu étudiant, sur le problème fémini sur les méthodes de travail, sur les relations avec les professeurs L'ensemble est bien présenté, élégamment écrit, on y baigne en plein vie dans une atmosphère sainement réconfortante.

Victor Dillard.

Abbé Ray, Missionnaire d'Ars. — **Essai sur les lectures.** — Edition Emmanuel Vitte, 1939. In-8, 198 pages. Prix : 15 fr.

Ce livre est écrit avec verve et entrain. Il prémunira les jeune contre les dangers des lectures douteuses ou mauvaises. A tous e notamment aux directeurs d'œuvres de jeunesse et de bibliothèque paroissiales, il donnera d'utiles conseils.

Jean Roche.

Défricheuses de la zone. — A l'extrême misère, par l'extrême dévoue ment. — En vente à l'Œuvre Apostolique, 39, quai Gailleton, Lyo 1940. In-12, 224 pages. Prix : 18 fr., franco : 20 fr. 90.

Nous avons besoin de livres de cette sorte pour nous mettre e face de la réalité. De nos jours, — même avant les « restrictions présentes qui pèsent si lourd sur tant de pauvres gens, — il est auprè de nous des gens que nous côtoyons quotidiennement et qui connai sent la faim et la misère. Les « défricheuses » de la zone lyonnais dont il s'agit ici, ne prétendent nullement avoir vu « du nouveau Mais ce qu'elles écrivent, elles l'ont vu et entendu. Et à combie d'exemplaires.

La faim qui crampe les estomacs... Sur le feu « fait avec de semelles et des souliers », une casserole : « Demoiselles, je ne vou mens pas, c'est de l'eau salée. C'est tous les soirs comme ça, pou tromper la faim ». Dans la rue, autour de la poubelle, les cinq goss qui « mangent des patates à moitié pourries, des croûtes de pain gris de cendre, des épluchures de concombres..., un festin ! » Et quan les « bons » sont offerts par les visiteuses : « Enfin, on va pouvo bouffer ! Merci ».

Qui s'étonnerait de trouver dans ce milieu bien des exemples d déchéance morale : « Dis, Madame, tous les bons que t'as donnés, o les a vendus pour du pinard » ! Une autre : « Demoiselle, je su tout en sang, on m'a volé le pain que vous m'avez donné... le père M m'a roué de coups ».

Or, avec la venue des défricheuses qui ont fourni matière à ce vre, l'espoir renaît, les cœurs sont gagnés, des âmes apprennent la onne Nouvelle.

Magnifique labeur et livre passionnant que S. E. le Cardinal erlier a honoré d'une longue lettre autographe.

Gabriel ROBINOT-MARCY.

1. MARTIN-SAINT-LÉON. — **Jeanne d'Arc,** miracle. Toulouse, Aldex, 1940. In-16, 118 pages. Prix : 12 francs.

Ecrit dans le style et la manière de nos mystères du moyen âge, miracle nous retrace en quelques tableaux saisissants l'épopée de anne et la vie même du peuple français à l'une des heures les plus nouvantes de son histoire. Mêlés à l'action et concrétisant à nos yeux présence et l'influence du monde invisible, anges et démons vien- ent dialoguer sur la scène avec cette familiarité à laquelle nous aient habitués les bons auteurs d'autrefois.

Et sans doute le vers de M. Ch. Martin-Saint-Léon n'a-t-il pas tou- urs la naïveté sans apprêt de nos mystères, mais la note reste juste. a vérité de Jeanne n'est point trahie, et c'est beaucoup quand on nge à tant d'autres peintures. Drame élevant, qui vient à son heure, caltant les vertus de la race, « la conscience, le devoir, la fécondité es familles, le travail de tous et l'amour de la patrie ».

Avant de mourir l'auteur a déclaré abandonner tous ses droits de présentation au profit des patronages et maisons d'éducation. C'est en aux jeunes en effet qu'il convient de faire entendre aujourd'hui, r delà tant de tristesses présentes, ce chant de grandeur et d'espé- nce.

Louis BARJON.

ené BARDY. — **Portrait de Jean Racine**. Fribourg en Suisse, Librai- rie de l'Université, 1940 ; 90 pages.

Ce n'est qu'une courte étude (65 pages de texte suivies de 25 pages notes) mais une excellente étude et fort neuve. L'auteur ne se con- nte pas de retracer la vie de Jean Racine, non plus que d'analyser n œuvre. Vie et œuvre ne sont pour lui qu'un prétexte à nous faire sister, dans l'âme même du grand poète, au jeu subtil, à l'émouvant bat de la nature et de la grâce. Ce n'est point en critique prévenu 'il aborde l'homme, mais, laissant de côté tout ce que les livres lui t appris, il interroge doucement cette âme, s'essayant à la compren- e et ne pouvant moins faire que l'aimer.

Entre le Racine romanesque que quelques-uns nous ont décrit et Racine orgueilleux et féroce que d'autres avaient imaginé, il nous ésente une figure toute nouvelle, beaucoup plus humaine et, on n'en ut guère douter, beaucoup plus réelle. Un homme dès l'enfance évenu par la grâce qui, tour à tour, consent, se dérobe et finale-

ment se soumet en toute liberté et conscience : voilà Racine. Simple histoire, on le voit, mais combien attachante !

L'œuvre du poète nous est montrée suivant la courbe de cette histoire. Non pas certes qu'on nous fasse puérilement rechercher dans le théâtre de Racine — comme on l'a fait trop souvent — la transposition des événements et des aventures de sa propre vie. C'est un accord beaucoup plus riche qu'on nous invite à découvrir entre le domaine du rêve et celui de la réalité. M. Bardy nous montre excellemment l'œuvre même de Racine, projection inconsciente de ses désirs, se faisant en lui l'auxiliaire de la grâce et contribuant à l'éclairer sur lui-même. Comme il l'écrit : « Pour lui, loin que ce soit la vie qui ait influencé l'œuvre, par un renversement moins rare qu'on ne croit, c'est l'œuvre qui a changé la vie. »

Louis BARJON.

Régis JOLIVET. — **Psychologie.** — Emmanuel Vitte, Lyon-Paris, 1940 ; un volume de 700 pages avec 40 illustrations. Prix : 65 francs.

Avec la « Psychologie », M. Régis Jolivet publie le second volume de son « Traité de Philosophie ». Le premier volume comprenait une Introduction générale, la Logique et la Cosmologie ; il avait paru en juillet 1939. Malgré les difficultés issues de la guerre, la Psychologie ne se sera pas fait attendre. Après une introduction portant sur l'objet et la méthode de la psychologie, les conditions physiologiques générales de la vie psychologique, et l'habitude, l'auteur divise son ouvrage en trois parties : la vie sensible (comprenant la connaissance sensible et la vie affective), la vie intellectuelle (comprenant la connaissance intellectuelle et l'activité volontaire), enfin le sujet psychologique. L'intention de l'auteur est donc manifeste : il entend séparer rigoureusement ce que la psychologie humaine a de propre de ce qu'elle peut avoir de commun avec la psychologie animale. On louera la clarté de l'exposé, la richesse de la documentation, l'abondance des problèmes traités. Mais de nombreux lecteurs regretteront sans doute la présentation trop exclusivement analytique. Puisqu'il ne s'agissait pas de faire un manuel scolaire à l'usage des commençants, ils eussent ainsi des vues personnelles plus abondantes et un développement plus synthétique. Ce nouveau traité de psychologie, néanmoins, rendra de nombreux services aux maîtres et élèves qui ont besoin d'avoir sous la main un traité complet de psychologie expérimentale et rationnelle.

André DESQUEYRAT.

LES ÉVÉNEMENTS

15 *Février*. — Le ministre britannique à Sofia déclare qu'au cas où les Allemands occuperaient la Bulgarie, la Grande-Bretagne romprait les relations diplomatiques et prendrait les mesures suggérées par la situation.

A Vichy, M. J. Chevalier inaugure l'exposition des dessins envoyés au Maréchal Pétain par les enfants de France.

16 *Février*. — A la suite de la démission de M. Peyrouton, nommé ambassadeur à Buenos-Ayres, l'amiral Darlan, outre la Vice-Présidence, la Marine et les Affaires étrangères, assume l'Intérieur. MM. Sabatier et Chavin sont nommés secrétaires généraux, le premier pour les affaires départementales et communales, le second pour la police.

Le *Journal Officiel* publie les conditions de concours pour les bourses d'études dans les établissements publics et privés d'enseignement primaire supérieur et d'enseignement technique.

L'assemblée consultative indigène du Laos proclame à l'unanimité son loyalisme envers la France.

Un incendie qui durera trois jours ravage la ville espagnole de Santander.

Ouverture de la 18e Conférence du Parti communiste de l'U.R.S.S.

17 *Février*. — Première précision sur la nouvelle organisation du Gouvernement, une loi énumère 22 emplois de secrétaires généraux. M. Moysset est nommé secrétaire général de la Vice-Présidence du Conseil.

Turquie et Bulgarie publient inopinément un pacte d'amitié.

A Moscou, le secrétaire du Parti communiste Malenkov dénonce le désordre de l'industrie. Plusieurs commissaires du peuple sont incriminés.

18 *Février*. — Dans une conférence de presse, M. Ishii, porte-parole du ministre japonais des affaires étrangères, suggère aux peuples belligérants la médiation du Japon.

En France, le vice-amiral Fernet cesse ses fonctions de secrétaire général de la Présidence pour prendre celles de secrétaire général du Conseil National.

19 *Février*. — Le « Domaine de la Grotte », à Lourdes, est remis par une loi à l'Association diocésaine.

20 *Février*. — Une loi punit d'amende tout bailleur de locaux qui aura refusé de les louer « motif pris du nombre des enfants à charge ».

Clôture de la 18e Conférence du Parti communiste de l'U. R. S. S. :

« Sur le plan économique, revision des plans de production du pays selon les principes d'une économie de guerre. Sur le plan social, introduction d'un principe nouveau d'après lequel la valeur professionnelle des techniciens et des ouvriers deviendra le seul critère de leur avancement. »

Arrivée au Caire de M. Eden et du général Sir John Dill, chef d'état-major de l'armée britannique.

21 *Février.* — Prise de Port-Djimbo par les troupes sud-africaines.

23 *Février.* — Dans un discours prononcé devant les dirigeants fascistes, M. Mussolini proclame la fidélité de l'Italie à la politique de l'Axe : « Quoi qu'il arrive l'Italie marchera avec l'Allemagne jusqu'au bout ».

24 *Février.* — A l'occasion du 21ᵉ anniversaire du national-socialisme, M. Hitler affirme sa solidarité avec M. Mussolini : « Nous voulons battre un ennemi commun. Notre alliance avec l'Italie est indissoluble ».

25 *Février.* — Le Gouvernement français remanié compte 15 secrétariats d'Etat, groupés sous 5 ministres : l'amiral Darlan, vice-président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Marine ; le général Huntziger, ministre de la Guerre ; M. Barthélemy, ministre de la Justice ; M. Bouthillier, ministre de l'Economie nationale et des Finances ; M. Caziot, ministre de l'Agriculture. De nouveaux secrétariats apparaissent, avec des titulaires nouveaux : la Production industrielle, détachée du Travail, est confiée à M. Pucheu. M. Carcopino, directeur de l'Ecole Normale Supérieure, reçoit l'Education nationale et la Jeunesse. Le secrétariat Famille et Santé est donné à M. Chevalier. Deux secrétaires généraux sont adjoints à la Vice-Présidence : M. Marion pour l'Information et M. Méchin. Enfin création de deux délégués généraux : Economie nationale, M. Barnaud, avec la charge des relations économiques franco-allemandes, et Equipement national, M. Lehideux, de qui relèvent les Commissariats au chômage et aux travaux.

26 *Février.* — Une modification est apportée aux textes officiels régissant l'instruction religieuse dans les écoles publiques : elle est inscrite parmi les matières à option comprises dans les horaires scolaires.

Mogadisque, capitale de la Somalie italienne, tombe aux mains des Anglais.

27 *Février.* — Après la visite de M. Anthony Eden à Ankara, un communiqué officiel réaffirme la fidélité de la Turquie à l'alliance britannique.

28 *Février.* — Mort à Rome d'Alphonse XIII. Le général Franco prescrit un jour de deuil national.

Le gérant : Louis Laboureur. IMP. LABOUREUR ET CIE, ISSOUDUN (INDRE)

Les Revues et ouvrages des Editions « Pays de France » sont en vente dans toutes les Librairies Catholiques, et en particulier aux adresses suivantes :

ALLIER	VICHY	**Les Beaux Livres**, 25, rue Lucas.
—	—	Madame **MAYET**, 2, rue Maréchal-Foch.
—	—	**Librairie J. PELLIER**, 6, rue de l'Eglise.
—	—	**Librairie THONNERIEUX**, 1, avenue Paul Dc
—	—	**Librairie de l'Enfant-Jésus**, rue G.-Clémenc
HAUTES-ALPES	GAP	**Mesdemoiselles DAVIN**, 13, rue Carnot.
ALPES-MARITIMES	NICE	**Librairie MILET**, 10, rue Jacques-Serraire.
—	CANNES	**Librairie Catholique**,
ARDECHE	ANNONAY	**Librairie TERRAT**, 9, boulevard de la Répul
AVEYRON	RODEZ	**Librairie FAU**, 4, boulevard d'Estourmel.
BOUCHES-DU-RHONE	MARSEILLE	**Bureau de Presse Catholique**, 47, boulevard Peytral.
—	—	**Librairie CLAIRIERE**, 16, rue Grignan.
—	AIX-EN-PROVENCE	**Librairie PICHOTIN**, 3, rue Thiers.
CORREZE	BRIVE	**Librairie CHASTRUSSE**, 7, boulevard de C
GARD	NIMES	**Société Nîmes-Rome**, 23, boulevard Courbe
HAUTE-GARONNE	TOULOUSE	**Les Beaux Livres**, 27, rue de Metz.
HERAULT	MONTPELLIER	**Librairie CARLIER-SAUMADE**, 12, rue des
INDRE	ISSOUDUN	**Librairie GILOT**, 7, rue Victor-Hugo.
—	CHATEAUROUX	**Librairie MARTIN**, 23, avenue de la Gare.
ISERE	GRENOBLE	**Librairie Saint-Grégoire**, Place Notre-Dame.
—	—	**Librairie ARTHAUD**, 23, Grande-Rue.
—	LA TOUR-DU-PIN	**Librairie DEBAUGE**, 7, rue d'Italie.
LOIRE	SAINT-ETIENNE	**Avenir de la Loire**, 4, rue Mi-Carême.
—	—	**Presse Catholique**, 9, rue du Général-Foy.
—	ROANNE	**Librairie du Sacré-Cœur**, 34, rue Jean-Jaurè
LOT-ET-GARONNE	AGEN	**Librairie du Bien du Peuple**, rue Grande-H
PUY-DE-DOME	CLERMONT-FERRAND	**Librairie Religieuse**, 1, place de la Treille.
—	LA BOURBOULE	**Librairie GOUGNOL**.
BASSES-PYRENEES	PAU	**Librairie DUVAL**, 1, Place du Maréchal-P
RHONE	LYON	**Librairie du Sacré-Cœur**, 6, place Bellecour
—	—	**Librairie VIRICEL et VACHER**, 6, avenue Bibliothèque.
—	—	**Librairie CROZIER et Cie**, 20, rue d'Algéri
—	—	**Librairie VITTE**, 3, Place Bellecour.
—	—	**Editions Alsatia**, 3, place Antonin-Poncet.
SAVOIE	AIX-LES-BAINS	**Les Beaux Livres**, 2, rue Davat.
—	CHAMBERY	**Librairie Catholique**, 2, rue Métropole.
HAUTE-SAVOIE	ANNECY	**MORIN-CARREZ**, 9, rue Sommeiller.
TARN	CASTRES	**Librairie St-Jean, M. E. RASTOUL**, 16, rue Hugo.
VAR	TOULON	**Librairie TOURNEUR**, 6, rue de l'Intenda
VAUCLUSE	AVIGNON	**Librairie DAILHE**, 10 bis, rue de la Répu
HAUTE-VIENNE	LIMOGES	**Librairie Catholique**, 6, rue de La Courtin
—	—	**Librairie AMANCE**, Place Saint-Pierre.